

CNEARC

Centre national d'études
Agronomiques pour les
les régions chaudes

SNPRV

Service national de
la promotion rurale
et de la vulgarisation

CIRAD-TERA

CIEPAC

**Analyse de l'expérience de collaboration entre la
Vulgarisation, les Organisations professionnelles et la
Recherche pour la mise en œuvre d'un conseil de gestion**

(Cas du Fouta Djallon. R. de Guinée)

Mémoire présenté par BARRY Alpha Bacar en vue de l'obtention
du DITA et du Master Européen Natura.

Option : Vulgarisation et Organisations professionnelles agricoles

α

Directeurs de mémoire :

Jacques BERTHOME

Pierre Marie BOSC

Maître de stage

Baba Gallé CAMARA

Montpellier 19 Décembre 2000

CNEARC

Centre national d'études
Agronomiques pour les
les régions chaudes

SNPRV

Service national de
la promotion rurale
et de la vulgarisation

CIRAD-TERA**CIEPAC**

**Analyse de l'expérience de collaboration entre la
Vulgarisation, les Organisations professionnelles et la
Recherche pour la mise en œuvre d'un conseil de gestion**

(Cas du Fouta Djallon. R. de Guinée)

Mémoire présenté par BARRY Alpha Bacar en vue de l'obtention
du DITA et du Master Européen Natura.

Option : Vulgarisation et Organisations professionnelles agricoles

Directeurs de mémoire :

Jacques BERTHOME

Pierre Marie BOSC

Maître de stage

Baba Gallé CAMARA

Jury

Jacques RIPOCHE. président

Jean Luc BOSIO. membre

Jacques BERTHOME. membre

Pierre Marie BOSC membre

Montpellier le 19 Décembre 2000

*A la mémoire de mes parents
pour le chemin qu'ils m'ont aidé à parcourir ;*

*A mon épouse Aïssatou Bailo Diallo
pour le chemin que l'on s'est tracé ;*

*A mes enfants
pour qu'ils cultivent le désir d'apprendre.*

Résumé

Le présent travail qui traite du rôle des agents de vulgarisation, est une contribution à la réflexion en cours pour l'amélioration de la méthode et des outils de vulgarisation en Guinée. Son objectif principal était de mettre en évidence la nécessité de développer une stratégie qui s'appuie sur une participation accrue des paysans autour de la recherche de réponses techniques appropriées aux problèmes rencontrés d'une part et la définition concertée de trajectoires d'évolution des exploitations agricoles en fonction des ressources disponibles d'autre part. Le choix de travailler sur l'intervention de la vulgarisation dans un cadre de collaboration avec les organisations de producteurs a été une orientation centrale de notre étude afin de dégager l'opportunité de la mise en oeuvre d'un conseil de gestion des exploitations agricoles. Ainsi elle s'appuie sur un cas concret de collaboration entre la vulgarisation et la Fédération des paysans du Fouta Djallon, initiée depuis 1995. Nous avons été amenés à élargir notre champ d'étude à la contribution de la recherche, à cause du rôle essentiel qu'elle joue dans la mise au point des innovations techniques. Dans cette optique, notre souci a été tout d'abord d'apporter des informations et d'en tirer des enseignements autour de diverses expériences de conseil de gestion qui ont permis la mise au point de méthodes et outils différenciés, dans différents contextes (économiques et institutionnels) de quelques pays d'Europe et d'Afrique, puis, sur la base des réalités observées sur le terrain, d'en déduire l'opportunité qui s'offre en Guinée pour l'amélioration de la vulgarisation agricole.

Parmi les facteurs susceptibles de favoriser la mise en oeuvre d'un conseil de gestion, on peut relever : la richesse des enseignements apportés les expériences existantes dont on peut profiter, la place dévolue à l'agriculture dans le développement économique, l'évolution et la diversité des demandes des producteurs, la nécessité de prendre en compte la diversité des conditions et modes d'exploitation agricole. Le partenariat de la recherche et de la vulgarisation avec la Fédération des paysans du Fouta Djallon fait aujourd'hui référence en Guinée, elle prouve la capacité des agents de vulgarisation et chercheurs à se mettre au service des organisations de producteurs pour une recherche collective de solutions appropriées aux problèmes techniques rencontrés au niveau des exploitations. Toutefois, passer de la vulgarisation au conseil de gestion exige une assez longue démarche comprenant des étapes d'information (des producteurs, vulgarisateurs, chercheurs), de formation de conseillers généralistes et spécialisés, de recours à l'expertise extérieure au besoin, de définition et diagnostic concerté de zones pilotes, d'identification d'exploitations de références, de mise au point progressive de méthodes et outils. Mais, sans plus tarder il convient d'ouvrir le débat entre les divers acteurs concernés afin de dégager les voies et moyens pour y arriver.

Mots clés : vulgarisation, conseil de gestion, partenariat, Fédération des paysans, Fouta Djallon.

Table des Matières

Résumé

Introduction

1. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE	4
1.1 Généralités sur la Guinée	4
1.1.1 Données géographiques	4
1.1.2 Potentialités	4
1.1.3 Situation politique et administrative :	5
1.1.4 Contexte économique	5
1.1.4.1 Croissance économique et croissance agricole	5
1.1.4.2 Politique monétaire et de change	6
1.2 La région d'étude : Le Fouta Djallon	7
1.2.1 Relief	7
1.2.2 Climat	8
1.2.3 Sols	8
1.2.4 Formations végétales	9
1.2.4.1 Formations naturelles	9
1.2.4.2 Formations anthropisées	10
1.2.4.3 Formations cultivées	10
1.2.5 Potentialités et système agraire	10
1.2.5.1 Potentialités	10
1.2.5.2 Système agraire	11
1.3 CONTEXTE INSTITUTIONNEL	12
1.3.1 Le service national de la promotion rurale et de la vulgarisation (SNPRV) : une structure déconcentrée mise en place par étape	12
1.3.1.1 Mise en place	12
1.3.1.2 Organisation et fonctionnement	13
1.3.2 La fédération des paysans du fouta djallon (fpfd) : une organisation paysanne à fonctions multiples	14
1.3.2.1 Situation actuelle	14
1.3.2.2 Objectifs et rôles	14
1.3.2.3 Organisation	15
1.3.2.4 La fédération en chiffres	16
1.3.2.5 Objectifs pour 1998-2001	17
1.3.3 La recherche : un institut au service du développement agricole	18
1.4 PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE	19
1.4.1 Problematique	19
1.4.2 Démarche méthodologique	23
1.5 Revue de la littérature : Vulgarisation et conseil de gestion	28
1.5.1 Vulgarisation agricole : concepts, evolution et approches	28

1.5.1.1	De la définition et de son importance	28
1.5.1.2	Aperçu historique	29
1.5.1.3	Organisation	30
1.5.1.4	Introduction du système Formation et Visite en Afrique	31
1.5.1.5	Tendances actuelles	32
1.5.2	Conseil de gestion des exploitations agricoles : concepts, méthodes et expériences	33
1.5.2.1	De la définition et de son importance	33
1.5.2.2	Quelques méthodes du conseil de gestion des exploitations agricoles	35
1.5.2.3	Expériences de conseil en gestion en Afrique de l'Ouest et Amérique latine	40
1.5.2.4	Enseignements sur le conseil de gestion	44
2.	DE L'EXPERIENCE DE COLLABORATION ENTRE LE SNPRV, LA FPDF ET LE CRAB	46
2.1	Prise en charge de la fonction d'appui technique par le SNPRV	46
2.1.1	Fondements et conditions de la collaboration	46
2.1.2	Mesures prises pour réorganiser le travail	47
2.1.3	Domaines de collaboration	48
2.1.3.1	Information réciproque des équipes.	48
2.1.3.2	Formation des cadres et responsables de producteurs	49
2.1.3.3	Unités d'expérimentation paysannes	50
2.1.3.4	Vulgarisation :	50
2.1.3.5	Suivi - Evaluation :	51
2.2	Champ d'application des activités de vulgarisation	52
2.2.1	Les systèmes de culture dans les zones d'enquêtes	53
2.2.1.1	Zone de Timbi Madina	54
2.2.1.2	Zone de Ditinn	59
2.2.1.3	Zone de Missira	63
2.3	Mode de vulgarisation	64
2.3.1	Processus de génération et de diffusion des innovations.	65
2.3.1.1	Mise au point des innovations.	65
2.3.1.2	Mode de diffusion des innovations.	66
2.3.1.3	Domaines d'intervention	67
2.4	Enseignements sur la collaboration	68
2.4.1	Du point de vue de la vulgarisation	69
2.4.2	Du point de vue recherche agricole	71
2.4.3	Du côté des organisations de producteurs	73
3.	VERS UN CONSEIL DE GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES	74
3.1	Facteurs favorables	74
3.1.1	Perspectives de développement du secteur agricole	74
3.1.2	Evolution de la demande des producteurs en matière d'appui	76
3.1.3	Nécessité d'une adaptation continue de la vulgarisation	78
3.2	Pour un conseil de gestion des exploitations agricoles au Fouta Djallon	79

3.2.1	Dispositions utiles pour la mise en oeuvre d'un conseil de gestion	80
3.2.1.1	Information :	80
3.2.1.2	Sélection et formation de conseillers	81
3.2.1.3	Place des organisations de producteurs	84
3.2.1.4	Coopération avec la recherche	85
3.2.2	Propositions de mesures concernant l'organisation du snprv	86
3.2.2.1	Echelon central	86
3.2.2.2	Echelon régional	86
3.2.2.3	Echelon local	87
3.2.3	Propositions de démarche	87
3.2.3.1	Pour la définition de la nature et des outils du conseil de gestion	87
3.2.3.2	Pour le choix de zones	88
3.2.3.3	Le conseil de gestion par rapport au système Formation et Visite	88
	Discussions	89
	Conclusion	92
	Bibliographie	
	Annexes	

Remerciements

A la fin de notre formation nous exprimons notre profonde gratitude à la Direction du CNEARC, aux enseignants chercheurs ainsi qu'au personnel d'appui et adressons singulièrement notre reconnaissance à Monsieur Jacques RIPOCHE pour les conseils qu'il nous a prodigués ;

Nous adressons notre reconnaissance immédiate et à long terme à Messieurs Jacques BERTHOME et Pierre Marie BOSC pour l'orientation et l'appui qu'ils nous apportés en dépit de toutes leurs obligations professionnelles ;

Nos vifs remerciements vont à Monsieur Baba Gallé CAMARA pour tout le soutien qu'il nous a apporté pendant et après notre stage ;

Nous tenons également à remercier le président de la Fédération des paysans du Fouta Djallon et l'équipe technique du siège pour leur contribution durant notre séjour au Fouta ;

A nos collègues vulgarisateurs et chercheurs, et leurs responsables administratifs, nous adressons toute notre reconnaissance pour leur accueil chaleureux et leur sympathie ;

Nous ne saurions terminer sans remercier les laborieux paysans du Fouta et leurs responsables professionnels qui, malgré leurs occupations, se sont prêtés avec beaucoup de volonté, à nos multiples questions.

Introduction

L'évolution de l'agriculture guinéenne depuis 1985, est intimement liée à la nouvelle orientation politique élaborée par la 2^{ème} république. Cette orientation qui s'appuie sur une conception libérale de l'économie a pris comme base de relance économique le désengagement de l'Etat des fonctions de production, de transformation, de commercialisation, et en contre partie la création de conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé dynamique et la responsabilisation de la société civile. Cette volonté de désengagement de l'Etat a signifié pour le secteur agricole la prise et l'application d'un ensemble de mesures définies par la lettre de politique de développement agricole, examinée et adoptée à la table ronde des bailleurs de fonds en 1991 (LPDA 1) et réactualisée en 1997 (LPDA 2). Ces mesures privilégient une politique agricole axée sur le développement des filières accordant une importance réelle et explicite aux organisations professionnelles agricoles structurées sur cette base. Ce choix a eu pour conséquence, l'émergence, la structuration et la consolidation d'organisations de producteurs fondées sur libre adhésion, qui définissent leur politique de structuration et développent des activités techniques et économiques au profit de leurs adhérents à savoir : information et formation des agriculteurs, crédit agricole, promotion et commercialisation de leurs produits. Parallèlement, pour favoriser l'appui de l'Etat, le Ministère de l'agriculture a procédé à la restructuration de ses services techniques et s'est doté d'un Institut de recherche agronomique dont la structure s'est spécialisée en fonction des spécificités régionales et d'un service de vulgarisation couvrant l'ensemble du territoire, ayant en son sein une division appui aux organisations paysannes. Dans la pratique, les activités de ces services reposent sur une collaboration étroite avec les organisations professionnelles agricoles pour faciliter la participation, l'appropriation et la pérennisation des actions de développement agricole au niveau régional.

Si un tel dispositif au service des agriculteurs n'est pas nouveau par rapport à d'autres expériences, il trouve cependant son originalité comme dispositif « création-diffusion » de l'information technique au sein duquel agissent en inter-action

- une structure de vulgarisation décentralisée en gestion des ressources et programmes ayant en son sein une division appui aux organisations

paysannes, ce qui est peu courant dans les dispositifs de « Formation et Visites » (F&V).

- Une structure de recherche au service du développement agricole qui prend en compte les demandes des producteurs et agit avec eux pour trouver des solutions aux problèmes techniques rencontrés.
- Une organisation professionnelle structurée sur une base régionale et filière qui maîtrise l'amont et l'aval de la production, formule des demandes, intègre et gère une équipe chargée de l'information technique, développe un partenariat contractualisé avec les autres acteurs du développement.

Le présent travail traite donc, du rôle du vulgarisateur ainsi que de l'opportunité de son évolution. Son objectif principal était de mettre en évidence la nécessité d'établir de nouveaux rapports entre les agents de vulgarisation et les organisations de producteurs, basés sur un dialogue autour de différentes alternatives d'amélioration des exploitations agricoles, laissant un libre choix à ces producteurs, c'est à dire en développant le conseil de gestion des exploitations agricoles. Nous avons adopté une entrée par la vulgarisation du fait de notre situation professionnelle future, mais nous avons aussi une expérience directe de ce terrain pour y avoir été l'un des acteurs (dans la période de la mise en place de la vulgarisation) et avons en outre eu un passage par la recherche. Ainsi nous avons choisi de nous intéresser au travail des vulgarisateurs, entrée peu fréquemment adoptée, et cela avec une démarche qui nous a conduit à prendre en compte tous les niveaux de la structure de vulgarisation mais en élargissant l'analyse à l'ensemble du dispositif « création-diffusion » de l'information technique. Ce qui renvoie à appréhender le rôle du vulgarisateur en tenant compte des rôles respectifs (et de leurs articulations), des acteurs qui interviennent dans le processus de l'innovation technique à savoir, d'une part les producteurs et leurs responsables professionnels et d'autre part les chercheurs et leurs responsables. Par conséquent, l'ensemble des questions a été abordé sur la base d'un grand nombre d'entretiens avec les acteurs directs de cette expérience dans la région du Fouta Djallon. La synthèse des résultats de cette étude que présente ce rapport est une contribution à la promotion de l'agriculture guinéenne, à destination des agents et responsables de la vulgarisation. Il constituera certainement un support de discussion avec les différentes parties prenantes des actions de développement agricole pour établir une vision partagée des enjeux, fonctions et méthodes de vulgarisation dans cette région de la Guinée.

1. Contexte général de l'étude

1.1 GENERALITES SUR LA GUINEE

1.1.1 DONNEES GEOGRAPHIQUES

La république de Guinée qui s'étend sur un arc de cercle entre le 7° et le 13° parallèle, couvre une superficie de 246 000 km². Elle est entourée de six (6) pays : la Guinée Bissau et le Sénégal au nord ; le Mali et la Côte d'Ivoire à l'est ; la Sierra Léone et le Libéria au sud ; la franche côtière à l'ouest.

Les deux tiers du pays sont montagneux et bénéficient d'une pluviométrie abondante et régulière ainsi que d'un réseau hydrographique important. Les chaînes de montagnes qui se succèdent du nord-ouest au sud-est permettent de distinguer 4 zones naturelles qui sont : la Basse Guinée, la Moyenne Guinée, la Haute Guinée et la Guinée Forestière, lesquelles se subdivisent elles mêmes en zones agroécologiques distinctes.

1.1.2 POTENTIALITES

Selon le recensement de 1996 du Ministère du Plan et la Coopération, la population guinéenne est de 7 164 894 habitants (y compris les réfugiés) La Guinée est un pays où les femmes représentent 51% de la population et plus de 70% de celles ci sont des rurales. Cette population croît au rythme de 3,1% en moyenne par an, 42% de la population a moins de 15 ans, les personnes âgées de plus de 65 ans ne représentent que 5%.

En 1998, la production agricole était assurée par de 451 000 exploitations familiales, composées en moyenne de 8 personnes, dont 5 actifs. La superficie moyenne cultivée par exploitation est estimée à 2,17 ha Les travaux agricoles reposent essentiellement sur une main d'œuvre familiale avec des techniques manuelles (MAEF 1997)

La superficie totale cultivable de la Guinée est estimée à 6,2 millions d'hectares, soit le quart du territoire national. La superficie actuellement cultivée représente 16,31% de ce potentiel, soit 978 662 ha Le potentiel irrigable est quant à lui estimé à plus de 260 000 ha alors que la superficie actuelle cultivée avec contrôle de l'eau, est évaluée à 66 200 ha soit 25,46 %.(MAEF 1997)

Carte n°1 : Découpage administratif de la Guinée



Source : URL: perso.easynet.fr/~omar2re/mapreg.htm ; (Impression : A. B. BARRY, Nov. 2000)

1.1.3 SITUATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE :

Comme pour tous les secteurs économiques, la lettre de politique de développement agricole (LPDA2) a traduit la volonté de l'Etat de se désengager des activités de production, de commercialisation et des activités bancaires. Ainsi l'Etat encourage l'émergence d'un secteur privé avec un code du travail et des investissements souple, une fiscalité légère et incitative, des mécanismes de développement et le code de promotion des petites et moyennes entreprises, ainsi que l'organisation des producteurs dans le milieu agricole.

Sur le plan administratif, la Guinée est découpée en 8 régions administratives, dont Conakry, 33 préfectures, 38 communes urbaines, dont 5 dans la capitale Conakry, 303 communautés rurales de développement (CRD) et 2214 districts administratifs. Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la vie des ruraux, le Gouvernement vient de négocier avec la Banque Mondiale un Programme d'Appui aux Communautés Villageoises (PACV)

1.1.4 CONTEXTE ECONOMIQUE

La Guinée est un pays essentiellement agricole et minier. A l'intérieur du secteur agricole, l'agriculture proprement dite représente les 2/3 du produit brut. Les produits forestiers et animaux se partagent le reste. C'est avec la libéralisation que le secteur de la pêche commence à prendre un certain essor.

1.1.4.1 Croissance économique et croissance agricole

L'importance du secteur agricole dans l'Economie Nationale est évidente. Il s'agit d'un secteur qui abrite les 4/5 de la population. Pour cette raison d'une part, et compte tenu de l'importance du potentiel qu'il représente d'autre part, c'est un secteur prioritaire porteur de croissance appelé à diminuer la dépendance de l'économie vis à vis du secteur minier.

Dans les exportations, la valeur des produits miniers est en effet prépondérante (95%, dont 85% pour la bauxite et l'aluminium.) La période 1996-1998 est marquée par une croissance de 4,6% légèrement supérieure à celle des trois années précédentes (4,4%), soit un accroissement du revenu par tête de 1,7%. La maîtrise de l'inflation est liée à la mesure de stabilisation du taux de change (6% de variation

par rapport au dollar.) Le taux de croissance moyen annuel du PIB agricole a été de 5,2% en 1998 (MEF, 1999)

Cette performance du secteur agricole est remarquable lorsqu'on la compare à celle des autres pays d'Afrique Subsaharienne. Dans ces pays, la croissance du secteur agricole a été le plus souvent de l'ordre de 1 à 2% en moyenne, et rares sont les pays où elle a été supérieure à 3% (MAEF, 1997)

La croissance a également bénéficié de la stabilité du taux d'investissement (maintenu à 21% du PIB pendant la période) et du taux d'épargne intérieur égal à 17% du PIB, soit un déficit d'épargne de 4% environ contre 7,7% du PIB avant 1996 (MAEF, 1997)

1.1.4.2 Politique monétaire et de change

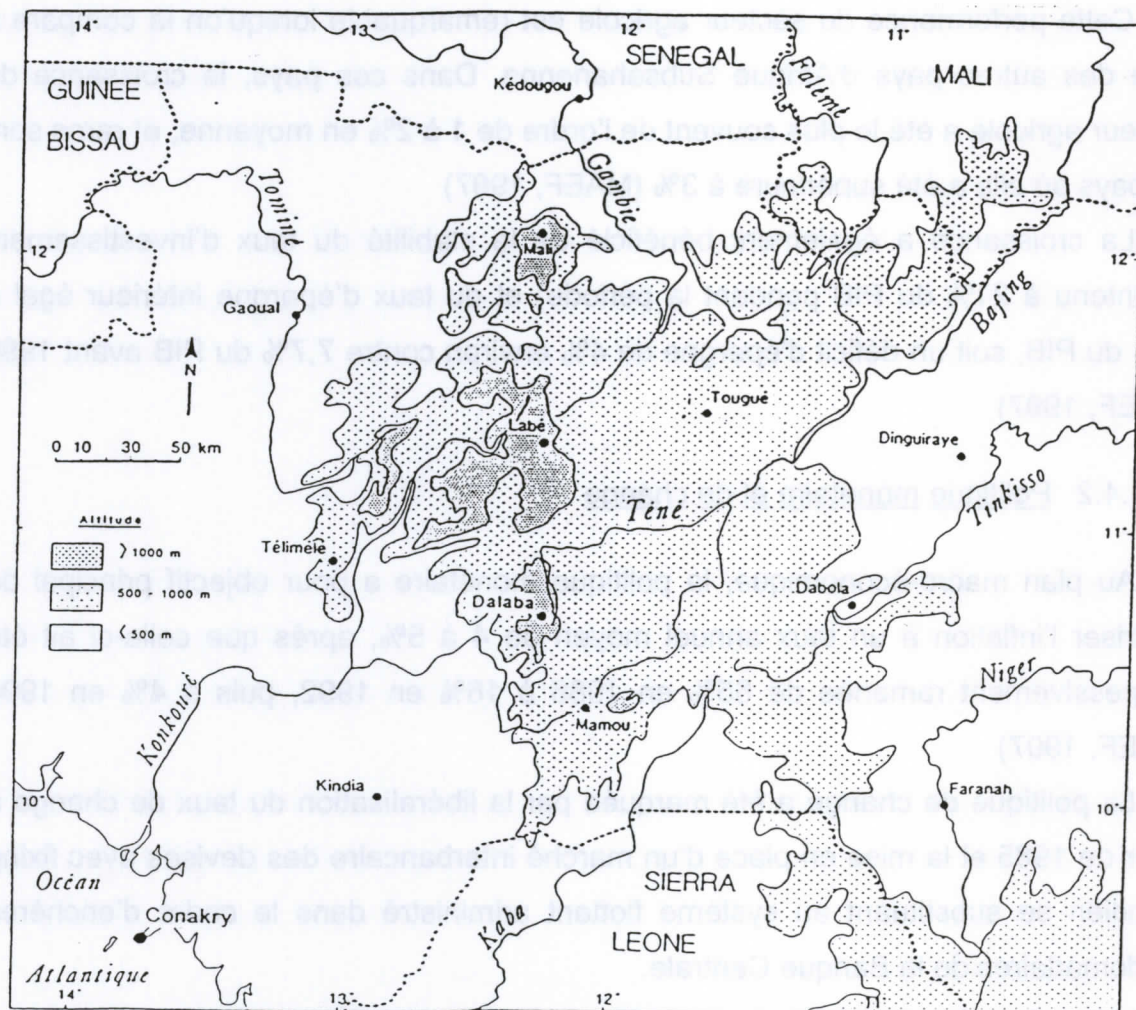
Au plan macro-économique, la politique monétaire a pour objectif principal de maîtriser l'inflation à un taux annuel moyen de 4 à 5%, après que celle-ci ait été progressivement ramenée de 65% en 1986 à 16% en 1992, puis à 4% en 1994 (MAEF, 1997)

La politique de change a été marquée par la libéralisation du taux de change à partir de 1985 et la mise en place d'un marché interbancaire des devises avec fixing quotidien se substituant au système flottant administré dans le cadre d'enchères hebdomadaires de la Banque Centrale.

L'une des conséquences importantes de la politique de contrôle de l'inflation et de la stabilité du franc guinéen par rapport au dollar est que les taux d'intérêt réels sont élevés ; ce qui ne favorise pas l'investissement, le crédit étant très cher. Le système bancaire classique contribue donc faiblement au financement du secteur agricole. Deux projets spécialisés, soutenus au départ par la Coopération française, ont été lancés à cet effet en 1988 : le Crédit Rural de Guinée d'une part et le Crédit Mutuel d'autre part. Par ailleurs, de nombreux projets d'investissement ont leurs propres lignes de crédit. De même depuis 1991, un nouveau programme de crédit, le PRIDE (programme intégré de développement de l'entreprise) a vu le jour avec l'appui de l'USAID. Mais les taux d'intérêt pratiqués par les organismes de crédit varient entre 24 et 30% par an, ce qui représente, compte tenu du faible niveau d'inflation, un taux d'intérêt réel très élevé (de plus de 20%.)

Coupe hypsométrique du Fouta-Djalon

(Gac, 1990)



Par conséquent, la situation du financement du secteur agricole reste délicat lorsque les organismes spécialisés qui s'adressent plus particulièrement aux petits producteurs (organisés ou non) pratiquent de tels taux d'intérêt et que le système bancaire classique n'offre pas de conditions de crédit sensiblement meilleures et ne s'intéresse que marginalement au financement du secteur agricole.

1.2 LA REGION D'ETUDE : LE FOUTA DJALLON

“ Bien qu'étant une entité naturelle reconnaissable et reconnue, il n'existe pas de délimitation géographique précise du Fouta Djallon (...); les hauts bassins montagneux se répartissent dans trois des quatre grandes régions naturelles de la Guinée et débordent légèrement sur les Etats voisins du Sénégal et de la Sierra Leone ” Mais, quand on parle aujourd'hui du Fouta Djallon, on fait généralement allusion à cette partie qui couvre environ 70% de la Moyenne Guinée et correspond à la couverture des régions administratives de Mamou et de Labé.

1.2.1 RELIEF

C'est une région constituée d'un ensemble de collines et de plateaux dont l'altitude se situe entre 500 et 1500 m.

Trois parties composent cette région qui sont du nord au sud.

- Le plateau de Mali avec le massif du Tamgué culminant avec le mont Loura (1531 m)
- Le plateau Central (Pita – Labé – Timbi) dont l'altitude est comprise entre 500 et 1250 m.
- Le massif du Dalaba culminant au mont de Karendou à 1425 m.

A l'est de ce massif, on trouve des plateaux moins élevés (700 m d'altitude en moyenne) et au relief moins compartimenté.

A l'Ouest se rencontrent les plateaux de Gaoual et Télémélé qui dépassent rarement les 600 m mais ont un relief plus abrupt.

Du point de vue géologique, le Fouta Djallon est initialement formé d'un socle granitique et métamorphique sur lequel se déposent des sédiments épais (grès et quartziques), le tout étant traversé d'épanchements de dolérite.

Evolution de la pluviométrie annuelle sur le plateau central du Fouta-Djalou entre 1929 et 1990

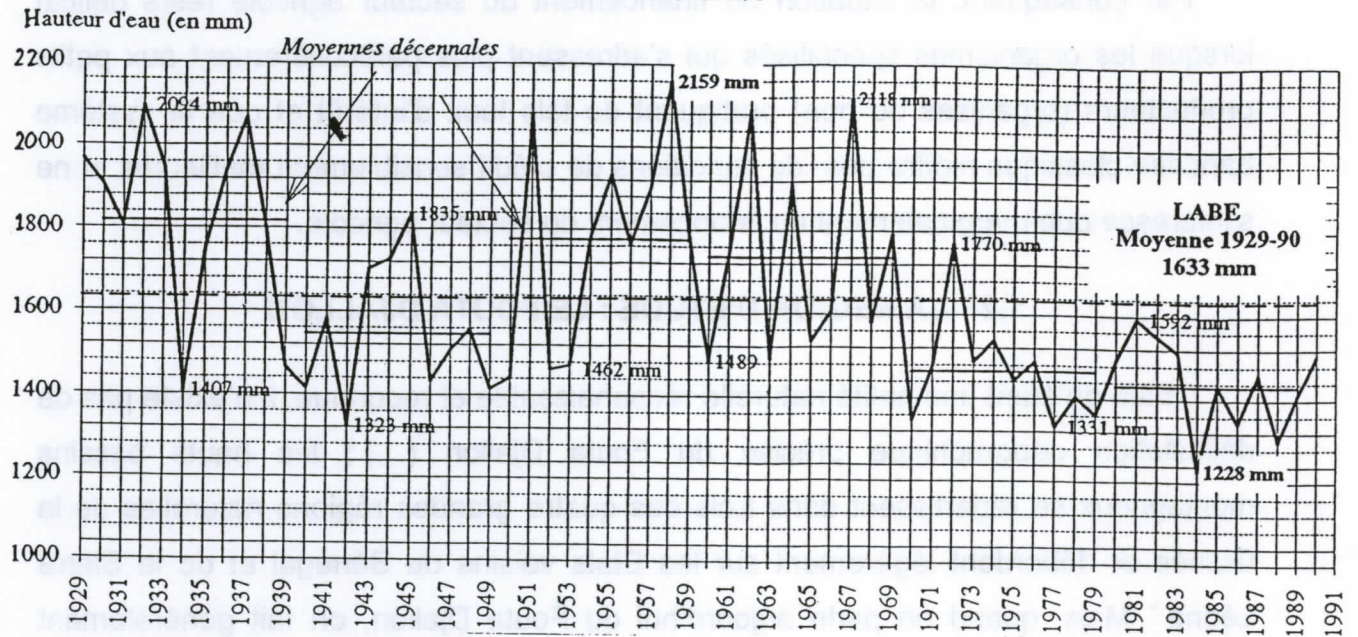
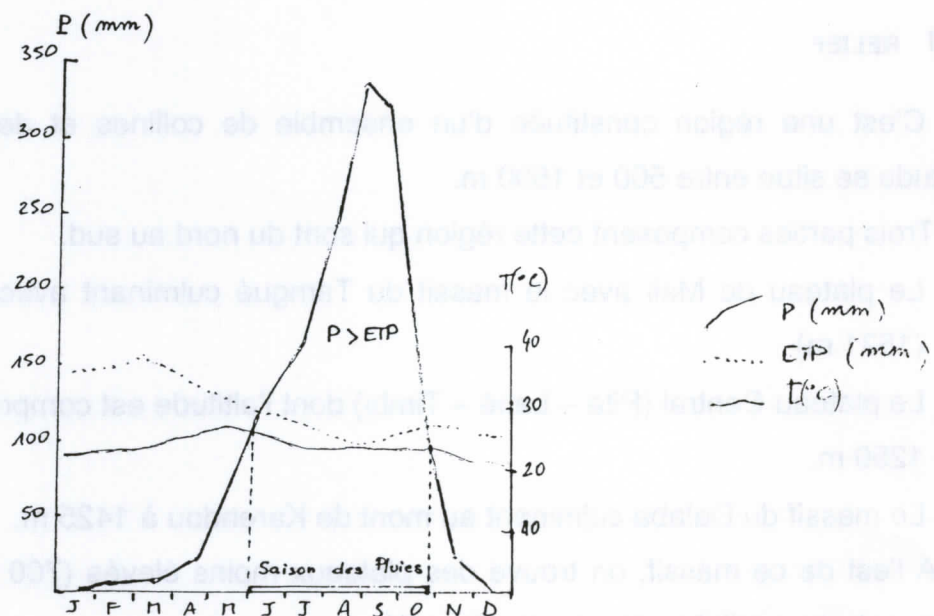


Diagramme ombrothermique de Labé, Période 1940-1980



Source : C. LAUGA - SALLENAVE, 1997 ; GARREAU, 1993 .

1.2.2 CLIMAT

Le climat foutanien est une variante du climat Soudano-Guinéen. Ce climat connaît une saison sèche, accentuée par un harmattan en provenance de l'anticyclone saharien qui dure sept mois (de la mi-octobre à la mi-mai) et une saison pluvieuse de 5 mois caractérisée par de fortes averses provoquées par la mousson en provenance de l'Atlantique sud. Les moyennes annuelles des précipitations varient entre 1200 mm et 2000 mm. La répartition mensuelle montre que plus de 75% des précipitations tombent entre juin et septembre, le maximum se situant au cours des mois juillet et août.

La température moyenne annuelle est de 21,7° C. l'amplitude thermique, en saison sèche, peut atteindre 20° C. Le Fouta Djallon est communément appelé " *Le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest.*" En effet, par son altitude élevée et l'abondance des précipitations, le Fouta Djallon donne naissance aux plus importants cours d'eau de l'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal, la Gambie et certains affluents du fleuve Niger.

1.2.3 SOLS

Il ne s'agit pas pour nous de décrire précisément tous les types de sols du Fouta Djallon. Ceux-ci sont globalement des sols ferralitiques, acides (P^H proche de 5), à association de sols hydromorphes et sols squelettiques d'affleurement de cuirasses. Il s'agit plutôt de se familiariser avec quelques noms vernaculaires en *pular* utilisés pour désigner des types de sols associés généralement avec leur topographie. Si ces appellations ne peuvent pas toujours être rattachées à des dénominations scientifiques, et peuvent varier légèrement d'un endroit à l'autre, elles sont cependant pratiques pour désigner certains lieux de cultures typiques. Ainsi les principaux sols qu'on rencontre au Fouta Djallon sont :

Le Bowal (pl. Bowé) qui sont des sols squelettiques sur cuirasse, incultes mais à couvert végétal pâturé, essentiellement des graminées.

Le Hansanghé (pl. Kansanhè) ces sols à matériaux très hétérogènes sont de fertilité relativement importante. Les jachères y sont arborées ou arbustives.

Le N'Dantari (pl. Dantadiè) sols alluviaux, limoneux à sablo-limoneux, caractéristiques des plaines sèches. Le lessivage important de ces sols se traduit par

leur pauvreté chimique (sol acide PH compris entre 4,1 et 4,5) Le fonio est la culture qui s'y pratique le plus. Les jachères y sont le plus souvent herbeuses.

Le Dunkiré (pl. *Dunkidji*) sols alluviaux, argileux à limono-argileux. Le long des cours d'eau, les sols sont soumis à une inondation périodique. Actuellement, fortement dégradée, elle fait place au maraîchage et aux plantations d'arbres fruitiers.

Le hollandè (pl. *kolladhè*) variante hydromorphe du *N'Dantarari* située dans les zones de légères dépressions où se sont accumulées les argiles limoneuses à argilo limoneuses ; dans le passé on y cultivait du riz avec une technique particulière d'écobuage (*mouki*.)

1.2.4 FORMATIONS VEGETALES

1.2.4.1 Formations naturelles

Les formations naturelles sont en général des forêts secondaires constituées de plusieurs étages arborés ou arbustifs. Caractérisés par l'abondance des lianes et la formation d'une canopée continue, ces forêts sont de plusieurs types :

- Les forêts classées qui sont interdites d'exploitation. Les principales espèces rencontrées dans ces forêts sont le *Kura* (*Parinari excelsa*), le *Téli* (*Erythrophleum guinéensé*), le *Lingue* (*Afzelia africana*), le *Tyimmé* (*Chlorophora regia*) et le *Bani* (*Pterocarpus erinaceus*)
- Les ceintures arbo-arbustives entourant les Bowés sur les parties où la cuirasse se désagrège. Les principales espèces sont le *Néré* (*Parkia biglobosa*) et divers *Poorès* : *Poorè lamman* (*Londolfia hirsita*) et *Poorè Kooduudu* (*Londolfia heudelotri*, les boylé (*Uvaria* sp).
- Les forêts galeries localisées en bordure des cours d'eau sont souvent dégradées. Les principales espèces rencontrées sont le *Kádyo thyângol* (*Syzygium guinéensé*, le *Gobi* (*Carapa procera*) ; le *poopo* (*Mitragyna stipuloza*) et le *Bheydhomodho* (*Anthocleista djalonnensis*).
- Les bois sacrés de quelques centaines de mètres carrés situés en majorité sur les territoires villageois et qui servent de cimetière.

1.2.4.2 Formations anthropisées

Les formations anthropisées sont les jachères qui présentent diverses structures, en fonction de leur durée, de la topographie, du sol et des prélèvements de l'homme. Il y a quatre types de jachères :

- Les jachères arborées plus ou moins densément peuplées d'arbres, sont des formations sur versants. Certaines espèces rencontrées sont protégées par les paysans à cause de leur utilité : *Tyimmé*, *Kahi*, *Lingué* (pour le bois d'œuvre) et *Néré* et *Kura* (produits de cueillette)
- Les jachères arbustives caractérisées par l'absence d'arbres se rencontrent sur sol *Hansanghéré*.
- Les jachères arbo-arbustives de très faible densité d'arbres constituent un type intermédiaire entre les jachères arborées et arbustives.
- Les jachères herbeuses avec très peu d'arbustes, rencontrées le plus souvent sur sol *N'Dantari*. Ce type de formation est caractéristique du plateau Central dans la zone des Timbi.

1.2.4.3 Formations cultivées

Les formations cultivées n'en restent pas moins importantes dans le paysage, surtout dans les zones où les formations naturelles sont peu développées. Nous avons :

- Les reboisements effectués par les services des Eaux et Forêts ou par les projets de développement essentiellement destinés à l'exploitation, pour le bois d'œuvre ou la protection des têtes de source. Les espèces plantées sont « exotiques » (*Gmelina*, Pins, *Eucalyptus*, *Acacias*...)
- Les plantations d'arbres fruitiers (orangers, manguiers, avocatiers) sont l'une des formes de mise en valeur des bas-fonds et des tapades qui constituent la concession des paysans du Fouta Djallon

1.2.5 POTENTIALITES ET SYSTEME AGRAIRE

1.2.5.1 Potentialités

Nous avons vu que le Fouta Djallon correspond à 70% de l'une des 4 régions naturelles de la Guinée, notamment, la Moyenne Guinée. L'ensemble de cette région

représente 25% de la superficie du pays (245 857 km²) et 26% de la population totale (7 164 894.) La superficie cultivable représente 12% du potentiel national (6,2 millions d'ha) et la disponibilité en terre cultivable par habitant est la plus faible de pays (environ 3ha.) La potentialité hydro-agricole est estimée à 3 200 ha de bas-fonds et environ 3 000 ha de plaine, soit respectivement 14% et 18% du potentiel national. La superficie aménagée représente 1% de la superficie aménageable (MAEF, 1997)

1.2.5.2 Système agraire

Le système agraire qui prévaut au Fouta Djallon est le résultat de l'évolution historique de l'agriculture des peuls face aux contraintes pédo-climatiques présentées auparavant. Notre propos n'est pas de faire une description du système mais d'en fixer les caractères généraux.

En effet, c'est une région à tradition pastorale où l'élevage joue un rôle économique et social. La particularité du système agraire liée à la pratique de l'élevage est bien présentée par carole Lauga Sallenave dans « Le cercle des haies. » Cette pratique est extensive et donne beaucoup de liberté au bétail qui divague souvent sans surveillance. Cela oblige une protection des champs cultivés par des clôtures tout à fait remarquables, surtout au niveau des tapades et des bas-fonds.

La majorité des exploitations familiales agricoles pratique un ensemble de productions familiales dont les objectifs et stratégies en matière de gestion ne sont pas strictement économiques mais également sociaux. Les principales cultures pratiquées sont :

Cultures vivrières : le maïs, le fonio, le riz, le manioc, la patate, l'arachide, etc.

Cultures fruitières : orangers, avocatiers, bananiers.

Cultures maraîchères : tomate, choux, laitue, carotte, aubergine, oignon, piment, pomme de terre.

Les activités agricoles sont réalisées aussi bien par les hommes que par les femmes, mais il existe une certaine répartition des responsabilités productives au sein des ménages. En effet, l'homme est responsable de la production des céréales de base (fonio, riz.) Les travaux de défriche, de construction ou réparation des clôtures et des habitations, ainsi que le labour des champs extérieurs (hors tapade)



sont des activités masculines. Les travaux de tapades et de bas-fonds, ainsi que le désherbage des champs extérieurs sont plutôt sous la responsabilité de la femme.

Cette distinction est de moins en moins nette. En effet, le Fouta est fortement influencé par l'émigration et l'exode des jeunes, ce qui oblige les femmes à exécuter des travaux traditionnellement réservés aux hommes, à assumer les fonctions de chef d'exploitation en l'absence des maris. Par contre, les activités rémunératrices du bas-fond ou les cultures de pomme de terre hors bas-fond sont de plus en plus menées par les hommes. La dynamique d'accumulation foncière repose sur le droit de hache et l'héritage.

1.3 CONTEXTE INSTITUTIONNEL

1.3.1 LE SERVICE NATIONAL DE LA PROMOTION RURALE ET DE LA VULGARISATION (SNPRV) : UNE STRUCTURE DECONCENTREE MISE EN PLACE PAR ETAPE

1.3.1.1 Mise en place

A l'avènement de la 2^{ème} République en 1984, de nouvelles orientations politiques ont été données par le Gouvernement pour impulser un développement harmonieux du pays. Ces orientations ont signifié pour le secteur agricole le lancement d'un ensemble de programmes de restructuration et de redynamisation de l'agriculture, considérée à juste titre comme secteur prioritaire. C'est ainsi que la mise en place d'un service de vulgarisation, considéré comme une composante essentielle pour l'amélioration de la production, s'est avéré nécessaire.

En 1986 la Banque Mondiale et le Gouvernement guinéen ont financé un projet pilote de vulgarisation agricole (PPVA) sur six puis dix préfectures. En 1990, il a été reformulé en projet national de vulgarisation agricole (PNVA) qui couvrira jusqu'à vingt préfectures. Encouragé par les résultats des deux premières phases, le Gouvernement a considéré qu'il était nécessaire de créer un Service National pour consolider les acquis et poursuivre les actions de soutien à l'amélioration de la production.

Ainsi par décret n° 94/108/PRG/SGG du 3 novembre 1994, le Ministère de l'Agriculture s'est vu doté d'un Service National de Promotion Rurale et de Vulgarisation (SNPRV) résultant de la fusion de la Direction Nationale de la Formation et Promotion Rurale (DNFPR) et du Projet National de Vulgarisation

Agricole. Le SNPRV a été créé pour garantir un système plus dynamique de diffusion de technologies. Plus précisément, le SNPRV a pour rôle la création d'une capacité de planification, d'exécution et de suivi évaluation des activités de vulgarisation, à l'échelle nationale. Aujourd'hui le SNPRV évolue dans les 33 préfectures du pays. Cette présence sur l'ensemble du pays a permis de toucher 91.7% des communautés rurales de développement (CRD) et 71.5% des districts administratifs.

1.3.1.2 Organisation et fonctionnement

Depuis 1995, la structure SNPRV a sensiblement évolué. En 1999 le dispositif de terrain serait de 1304 agents (hors contractuels chauffeurs, secrétaires, comptables) repartis comme suit : 8 Directeurs régionaux et 82 chargés régionaux (niveau régional), 33 chargés d'opérations agricoles et 88 techniciens spécialisés (niveau préfectoral), 153 superviseurs de zones et 940 agents vulgarisateurs de base. Ces personnes sont encadrées par une Direction générale possédant 4 divisions (vulgarisations, perfectionnement, appui aux organisations de producteurs et appui à la recherche en milieu paysan) et 3 cellules (suivi/évaluation, appui aux femmes rurales, administration et finance) regroupant 75 cadres.

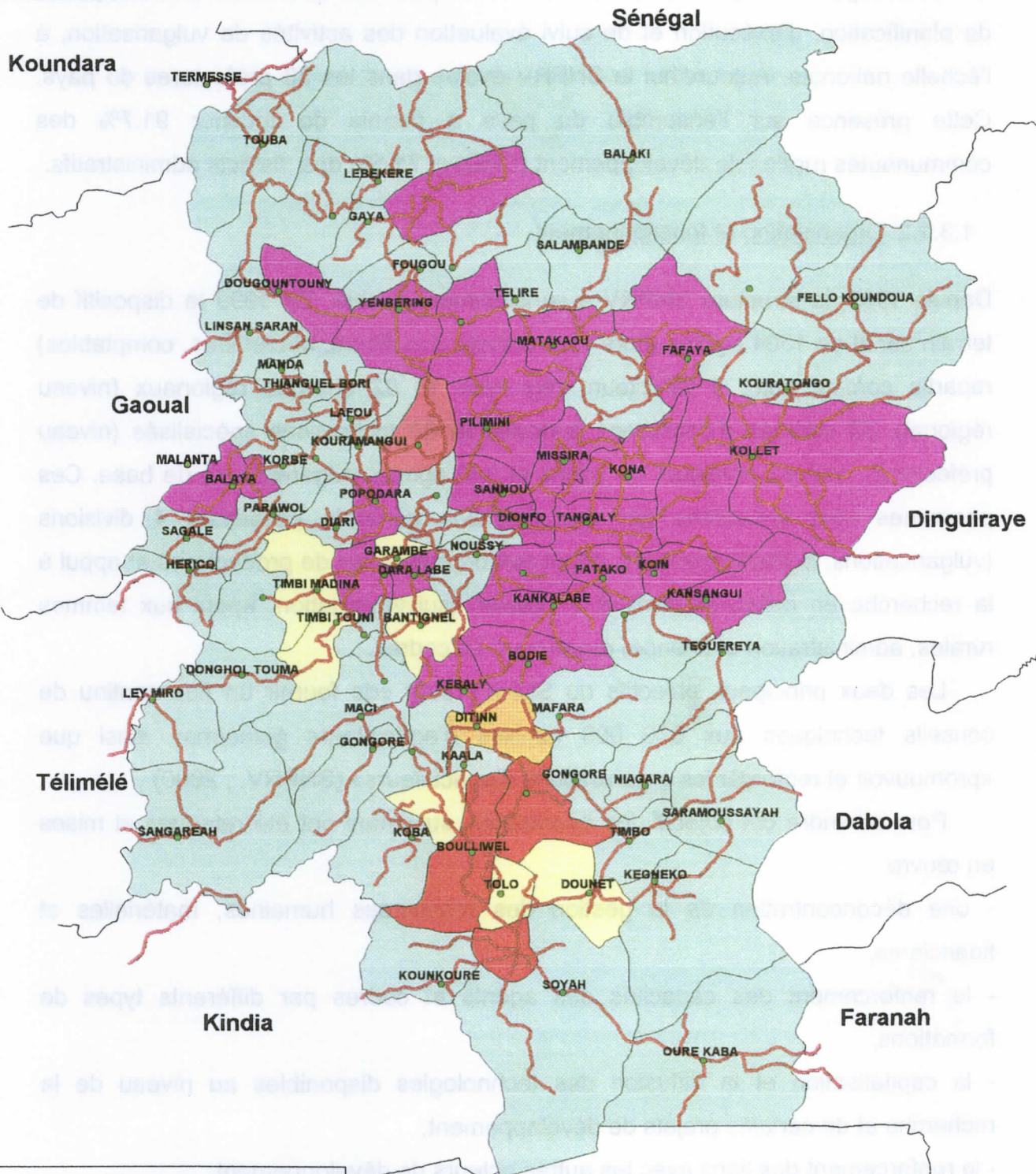
Les deux principaux objectifs du SNPRV sont «de fournir un flux continu de conseils techniques aux 670 000 familles d'agriculteurs guinéens» ainsi que «promouvoir et renforcer les organisations d'agriculteurs» (SNPRV. , 2000)

Pour atteindre cet objectif, les orientations suivantes ont été retenues et mises en œuvre

- une déconcentration de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières,
- le renforcement des capacités des agents et cadres par différents types de formations,
- la capitalisation et la diffusion des technologies disponibles au niveau de la recherche et de certains projets de développement,
- le renforcement des liens avec les autres acteurs de développement,
- l'utilisation de moyens de communication diversifiés telles que les radios rurales et communautaires,
- l'implication des femmes dans les programmes de vulgarisation,



ZONES D'INTERVENTION DE LA FEDERATION DES PAYSANS DU FOUTA DJALON



Légende

Intervention par spéculation

- Néant
- Oignon
- Pomme de terre
- Pomme de terre, Oignon
- Tomate
- Tomate, Oignon

0 25 50
Kilometers

Source : FPFD (2000)

Y. CHALOUB IRAG/CRA-BARENG

JUILLET 20000

- l'appui à l'émergence d'organisations de producteurs à travers la division Appui aux organisations de producteurs.

Cette fonction d'appui aux organisations de producteurs a conduit le SNPRV à faire d'elles des partenaires privilégiés. C'est ainsi que depuis 1995, les directions régionales du SNPRV travaillent étroitement avec les Fédérations de Producteurs, et cherchent à s'adapter en permanence pour mieux répondre à leurs besoins. En effet, l'évolution et la diversification des activités des productions menées par les producteurs groupés induisent de nouvelles demandes à satisfaire et requièrent l'amélioration du niveau et de la qualité des services à offrir. C'est dans ce cadre que les directions régionales du SNPRV de Labé et de Mamou travaillent avec la Fédération des paysans du Fouta Djallon depuis 1995.

1.3.2 LA FEDERATION DES PAYSANS DU FOUTA DJALLON (FPFD) : UNE ORGANISATION PAYSANNE A FONCTIONS MULTIPLES

1.3.2.1 Situation actuelle

La Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD), créée en 1992, est une organisation paysanne qui évolue dans les 8 préfectures et les 2 régions (Mamou et Labé) du Fouta Djallon en République de Guinée. Son siège est à Timbi Madina (Préfecture de Pita.)

1.3.2.2 Objectifs et rôles

Son objectif global est d'augmenter le revenu du producteur par le développement de trois filières de production : la pomme de terre, l'oignon et la tomate, une au moins de ces cultures étant pratiquée par les adhérents. A ce titre, la Fédération cumule plusieurs fonctions : (économique, syndicale et d'intérêt général)

- Elle joue le rôle de coopérative en centralisant l'achat d'intrants (engrais, semences, petit matériel agricole) ou de matériel (motopompes, motoculteurs) pour ses trois filières ; intrants qu'elle revend à ses adhérents, pour la plupart à crédit. Elle joue également un rôle d'interface dans la commercialisation entre producteurs et commerçants.

- Elle coordonne la mise en place d'infrastructures contribuant au développement de ces filières : aménagement de bas-fonds, magasins de stockage.

- Elle a des activités syndicales en défendant les intérêts des producteurs et en les représentant auprès des interlocuteurs publics ou privés pour la mise en place d'un cadre favorable au développement de ces filières.
- Elle met en place des activités d'accompagnement à la maîtrise de ces filières par les producteurs eux-mêmes : formation, conseils techniques en relation avec les services publics de vulgarisation et de recherche, gestion, information, alphabétisation.

1.3.2.3 Organisation

La Fédération s'organise sur plusieurs niveaux : groupements, unions de groupements, Fédération. A ce jour, la FPDF regroupe 12 000 adhérents, 300 groupements, 16 unions de groupements, dites unions de zones, réparties dans tout le Fouta.

Un groupement est, dans la plupart des cas, un ensemble de producteurs qui exploitent le même bas-fond sur des parcelles individuelles. Dans le cas de bas-fonds aménagés, ils gèrent en commun un aménagement collectif. Une union de zone est une organisation de groupements d'une entité géographique donnée. Chaque union appartient à l'une des filières (oignons, pommes de terre ou tomates.) Il est rare qu'une même union regroupe des producteurs produisant deux de ces cultures à la fois (sauf à Ditinn)

Chaque niveau possède ses représentants élus par la base. La Fédération comporte ainsi un bureau composé de 5 membres élus pour 4 ans. Chaque union a un bureau de 4 membres élus pour 3 ans. Les groupements ont 3 ou 4 élus selon la taille du groupement, élus pour 2 ans. Seule la « filière », structure technique qui n'est pas une personne morale, est constituée de personnes désignées (parmi les producteurs les plus qualifiés).

Tous les niveaux n'ont pas la même ancienneté. Historiquement, et contrairement à d'autres organisations paysannes, les unions sont des structures récentes (sauf l'union de Timbi qui s'est constituée en 1992.) De 1992 à 1996, la Fédération était en relation directe avec les groupements au travers des responsables paysans des filières. La mise en place d'unions correspond à deux objectifs précis :

- le premier est d'arriver à une décentralisation de la gestion afin de permettre une fonctionnalité optimale de l'organisation.
- le deuxième est de faciliter l'information en impliquant un plus grand nombre de responsables dans le système de décision de la Fédération.

A cet effet, les principales fonctions dévolues aux unions sont de :

- recenser les besoins en intrants de leurs adhérents,
- répartir et vendre les intrants en respectant les principes de l'organisation : tout groupement ne s'étant pas acquitté de ses dettes n'a pas droit aux intrants,
- gérer le crédit de campagne,
- organiser la commercialisation en liaison avec un groupe de commerçants connus,
- faire circuler l'information,
- gérer les biens collectifs.

Afin de seconder les responsables paysans dans leur tâche, la Fédération a une équipe de 17 personnes composée de 10 salariés contractuels, 4 fonctionnaires mis à disposition, 2 volontaires européens et un assistant technique en appui. Ces salariés sont basés soit au siège de la Fédération (comptable, chargé de la radio, chargés de la formation), soit mis à disposition auprès des unions (cas des techniciens en particulier.) Ils sont dirigés par les responsables paysans.

1.3.2.4 La fédération en chiffres

La Fédération travaille avec 300 groupements et 16 unions (cf. annexe) de zone.

- La filière pomme de terre représente aujourd'hui 60 groupements, 2 000 membres, une production de 2 000 tonnes en 1997 et une superficie de 178 hectares.
- La filière oignon compte 213 groupements, 9 000 membres, une production de 3000 t suivant les années et une superficie de 150 ha
- La filière tomate qui date de 1998 compte 27 groupements, 1000 membres, une production d'environ 1 000 t et une superficie d'une vingtaine d'hectares.

S'agissant des ressources financières, elles viennent de plusieurs sources : des ressources propres, des fonds obtenus sur crédit bancaire, et des subventions.

1.3.2.5 Objectifs pour 1998-2001

L'appui de l'Agence française de développement qui vient d'entamer un nouveau programme de quatre ans avec la FPPD va dans le sens d'une autonomisation financière progressive de la Fédération avec un appui financier ne représentant qu'un complément aux ressources propres de l'organisation et à celles négociées avec des organismes bancaires.

Tableau n°3 : objectifs pour 1998 - 2001

	Oignon	pomme de terre	Tomate	TOTAL
Production actuelle (tonnes)	2500	2000	1500	
Objectifs en tonnes pour 2001	4500	3050	2500	
Chiffres d'affaires producteurs aujourd'hui (millions FG)	894	600	225	1719
Chiffres d'affaires producteurs en 2001 (millions FG)	1125	762	500	2387
Augmentation des revenus des producteurs (en millions FG)	231	162	275	668
Paysans touchés en 98	8500	1800	700	11000
Paysans touchés en 2001	10500	2000	2000	14500

Source : Fédération des Paysans du Fouta Djallon (septembre 2000)

Ces objectifs ne pourront être atteints qu'à certaines conditions.

La mise en valeur de superficies plus importantes, notamment par l'aménagement de bas-fonds, la construction d'infrastructures de stockage, le développement de la mécanisation, sur la pomme de terre en particulier, une amélioration des conditions de commercialisation, notamment par la réfection de pistes. Ces éléments sont l'objet du projet d'appui de l'AFD qui va subventionner les aménagements de bas-fonds, les infrastructures de stockage et financer trois ponts. Le matériel agricole (motopompes, motoculteurs) sera financé sur crédit bancaire contracté par les producteurs et la Fédération et garanti par l'Agence.

L'intensification des activités dites d'accompagnement, notamment de formation. En effet, de 1998 à 2001 le nombre de cycles de cultures annuels devra être doublé ce qui va induire de besoins nouveaux de renforcement des capacités des producteurs ; de même la filière tomate, zone vierge de toute intervention, se met en place ; pendant cette période le nombre de paysans touchés augmentera de 31% et conséquemment le nombre de producteurs à former.

Enfin, l'environnement de la production doit rester stable. C'est en particulier le cas des mesures de protection du marché (blocages ou sur taxation des importations à certaines périodes de l'année) ou de détaxation des intrants agricoles importés. La valeur de la monnaie constitue également un facteur important.

Ces objectifs ne pourront être atteints que si la production et la productivité des producteurs augmentent, ce qui permettrait à la fois une augmentation du revenu des producteurs, ainsi qu'une augmentation du chiffre d'affaires de la Fédération, qui pourrait à terme équilibrer ses comptes pour ses activités productives.

1.3.3 LA RECHERCHE : UN INSTITUT AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

L'institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG) est un établissement public à caractère scientifique qui jouit de l'autonomie administrative, financière et de gestion. Il a été créé par ordonnance 230/PRG/89 du 13 avril 1989 à la suite d'une série de réformes. D'abord simple division de la direction nationale de l'agriculture, celle-ci est devenue direction nationale de recherche agronomique et enfin Institut de recherche agronomique de Guinée. Sa mission est de contribuer au développement rural de la Guinée en entreprenant des recherches sur :

- les productions végétales, animales, forestières et leur transformation agroalimentaire ;
- la préservation et l'amélioration des ressources naturelles concernées par ces productions ;
- les exportations agricoles et leur environnement socio-économique.

Il contribue également à l'élaboration de la politique nationale de développement, à la formation et à l'information scientifique et technique de ses cadres et des autres personnels nationaux. De même il travaille en relation étroite avec la vulgarisation et la profession agricole et ses représentants. L'Institut regroupe 104 chercheurs nationaux pour un total de 389 cadres dont 140 sont des contractuels permanents et temporaires. Ses principaux bailleurs de fonds sont le gouvernement guinéen, la

Banque mondiale (IDA), le fonds d'aide et de coopération (FAC) et l'union européenne (UE)

Pour accomplir ses missions L'IRAG a mis en place une structure de recherche couvrant l'ensemble des différentes zones édapho-climatiques du pays et mène des activités de recherche réparties au sein de 33 programmes dont 6 transversaux et 4 systèmes. Cette structure comprend six centres de recherche agronomique dont le centre régional pour la Moyenne Guinée (centre de recherche agronomique de Bareng) « Le mandat spécifique assigné à ce centre est l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles (tapades et champs extérieurs), l'initiation d'un élevage économique, intégré à l'agriculture et à la protection de l'environnement » (IRAG, 2000) Les programmes du centre concernent les cultures maraîchères, la pomme de terre, le fonio, les systèmes agro-pastoraux bovins, les petits ruminants, la protection et la conservation du milieu physique et la recherche systèmes.

1.4 PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

1.4.1 PROBLEMATIQUE

La volonté de libéraliser l'économie a été fortement affirmée dans le discours programme du 22 décembre 1985, lorsque le chef de l'Etat rendit public le document de la nouvelle orientation politique de la Guinée, élaboré par la 2^{ème} République.

Dans le contexte d'alors, le désengagement de l'Etat des fonctions de production, de transformation, de commercialisation, et en contre partie, la création de conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé dynamique et la responsabilisation de la société civile constituaient les bases de la relance économique.

Dans le secteur agricole, la Lettre de Politique de Développement Agricole (LPDA) qui a été examinée et adoptée à la table ronde des bailleurs de fonds en 1991, énonce les axes prioritaires au regard des orientations de la politique générale : sécurité alimentaire, relance de l'exportation, préservation de la base productive par une meilleure gestion des ressources naturelle, etc.

L'une des stratégies retenues pour atteindre ces objectifs globaux, est l'encouragement à l'émergence d'organisations professionnelles agricoles et l'appui

aux groupements de producteurs pour favoriser la participation, l'appropriation et la pérennisation des actions de développement.

Ceci a eu pour conséquence la naissance, la consolidation et la structuration progressive d'organisations de producteurs autour de filières qui se sont fédérées au niveau régional et national pour certaines. Mais à ces niveaux de structuration, ces organisations de producteurs ont besoin d'interlocuteurs représentant l'Etat, à travers ses services publics.

C'est pourquoi, le Ministère de l'Agriculture des Eaux et Forêts a procédé à la restructuration de ses services techniques en 1994 et s'est doté d'un service national de la promotion rurale et de la vulgarisation (SNPRV) pour assurer la diffusion des technologies.

La stratégie d'intervention du SNPRV se fonde sur le système Formation et Visite (F&V) conçu par la Banque Mondiale, dont les principes confèrent à l'agent vulgarisateur le rôle de diffuseur de thèmes techniques, en considérant qu'il doit consacrer tout son temps aux tâches de vulgarisation à l'exclusion de toutes autres.

Swanson. , Claar (1988) soulignent que les problèmes les plus importants que le système F&V tente de résoudre sont :

- L'adoption d'une ligne directe d'assistance technique et de contrôle administratif
- L'amélioration des déplacements par la fourniture des moyens
- L'amélioration de la liaison recherche – vulgarisation
- L'amélioration des connaissances techniques du vulgarisateur par un recyclage continu
- L'amélioration de la couverture de la vulgarisation par la limitation du nombre de familles ou de ménages.

Selon Gentil. , Devèze (1988), les défauts essentiels du système actuel reposent sur le fait que l'on a cherché à le construire à partir de quelques principes simples d'organisation et de pédagogie, sans tenir compte des situations concrètes et du contenu que devait véhiculer le système.

Pour Dufumier (1996, p.125), « il convient de redéfinir le rôle des techniciens à la campagne. Pour remplir convenablement leurs rôles de conseillers, ces derniers doivent être capables de dialoguer avec les agriculteurs sur la totalité des problèmes qui leur sont présentés.

C'est pourquoi, il est largement partagé aujourd'hui par les acteurs du développement, que la vulgarisation doit, au-delà des fonctions d'information et de

formation des producteurs dans le cadre de transfert de technologies, assumer une fonction de conseil. Cette fonction renvoie à l'animation des échanges directs entre producteurs, à l'appui à la résolution des problèmes identifiés et au conseil des producteurs tant sur le plan technique, économique qu'organisationnel.

Des organisations des producteurs agricoles constituent certainement un cadre approprié à la mise en œuvre d'un conseil en gestion des exploitations agricoles, car elles correspondent le mieux aux critères de participation par la formulation de demandes et l'appui à l'innovation. Depuis 1995, le SNPRV a connu de fortes évolutions, tant au point de vue de son organisation sur le terrain que sa stratégie d'intervention auprès des OPA qui développent des activités technico-économiques basées sur une culture marchande comme la pomme de terre et l'oignon.

Mais, par rapport à cette nouvelle vision, la question centrale qui se pose est de savoir :

En quoi et selon quelles modalités le rôle du vulgarisateur devra-t-il évoluer vers une position de conseiller en gestion des exploitations agricoles qui soit d'une part généraliste, capable de définir avec le chef d'exploitation (ou les producteurs groupés) la trajectoire d'évolution de l'exploitation agricole adaptée aux ressources de l'exploitation, d'autre part spécialisé, capable d'offrir des réponses techniques appropriées aux problèmes rencontrés par les paysans dans leurs activités.

L'objectif global de notre étude est de mettre en évidence la nécessité d'établir de nouveaux rapports entre les agents de vulgarisation et les producteurs, basés sur un dialogue autour de diverses alternatives d'amélioration des exploitations et le libre choix des exploitants agricoles.

L'efficacité de cette relation est d'autant plus aisée qu'elle s'exerce dans le cadre d'une organisation paysanne qui joue un rôle de médiateur et de coordination des actions et des services au profit des producteurs, en fonction de ses objectifs de développement. Le choix de terrain d'investigation s'est porté sur la zone d'intervention de la FPDF qui dispose d'une expérience significative avec la recherche et la vulgarisation. L'orientation de notre choix tient aussi compte de notre intérêt personnel de nous replacer en situation professionnelle comme il est recommandé pour le stage de fin d'études en "vulgarisation et organisations professionnelles agricoles (VOPA.)" Cela nous permet surtout de prendre du recul et de revoir avec un œil extérieur, les changements intervenus dans une zone où

nous avons travaillé de 1990 à 1995 au compte de la vulgarisation et en 1996 à la recherche,

Le choix de porter une attention particulière aux OPA découle de plusieurs raisons : en effet, la LPDA2 prescrit de faire des OPA le pivot de l'action rurale ; depuis 1996, elles sont donc les interlocutrices privilégiées de la recherche et de la vulgarisation tout au long de leur démarche pour discuter le diagnostic, définir et réaliser des expérimentations, organiser des échanges entre producteurs. Elles ont également fait preuve de leur efficacité pour gérer l'environnement de la production, c'est-à-dire la distribution d'intrants, l'importation de semences et de plants, l'attribution et la récupération de crédits, la réalisation d'infrastructures de stockage, la collecte primaire des produits pour la commercialisation.

La poursuite de cet objectif global nous conduit à nous fixer les objectifs spécifiques suivants :

- Connaître la position des producteurs et de leurs responsables professionnels sur le transfert de technologies pour clarifier l'état de leur demande en matière de conseil technique, économique et organisationnel.
- Mettre en évidence les capacités d'action et d'adaptation des agents et cadres de la vulgarisation par rapport à ces perspectives en analysant en particulier l'évolution du SNPRV depuis 1995 dans un contexte de collaboration avec les organisations de producteurs et la recherche.
- Connaître le point de vue des responsables des organisations de producteurs et des autres partenaires, ainsi que leur volonté de s'impliquer dans le processus de réforme de la vulgarisation.

La réalisation de ces objectifs permettra de répondre à plusieurs questions qui se posent parmi lesquelles :

- la perception du vulgarisateur de son métier, ses capacités à prendre en compte la diversité de situations dans laquelle il exerce son travail, les aspects relationnels avec les producteurs et avec le dispositif technique de la FPDF.
- les composantes de l'exploitation prises en compte, la place de la culture marchande (pomme de terre et oignon) dans l'exploitation, les objectifs poursuivis par les producteurs et leurs attentes en matière de conseil, l'apport de solutions par la vulgarisation et la contribution de la recherche.
- Le point de vue des responsables des OPA et leurs souhaits d'amélioration des services offerts par la vulgarisation.

Par conséquent, du point de vue de la vulgarisation, les résultats de cette étude pourront directement alimenter la réflexion en cours sur la réforme des dispositifs et méthodes de vulgarisation agricole en Guinée, engagée par les responsables nationaux.

La question de départ dont découlent les objectifs que nous nous sommes fixés renvoie à la formulation des hypothèses suivantes :

Les organisations de producteurs à option technico-économique sont porteuses de demandes spécifiques qu'il est souhaitable de prendre en compte. En effet, la condition d'une bonne coopération entre la vulgarisation, les organisations professionnelles agricoles et la recherche est qu'elles soient explicitement d'accord sur les problèmes pour lesquels on cherche des solutions.

Les informations dont ont besoin les producteurs ne sont pas seulement d'ordre technique. Ils doivent en particulier améliorer en permanence la gestion des ressources rares dont ils disposent pour optimiser leurs résultats. Chaque exploitation étant spécifique, elle doit pouvoir bénéficier d'un conseil de gestion adapté à sa situation particulière.

La culture marchande fait partie d'un système global. Chaque composante répond à des objectifs, mobilise des ressources. Le conseil agricole doit prendre en compte probablement, l'exploitation dans son ensemble, ainsi que la stratégie des producteurs pour proposer des solutions appropriées.

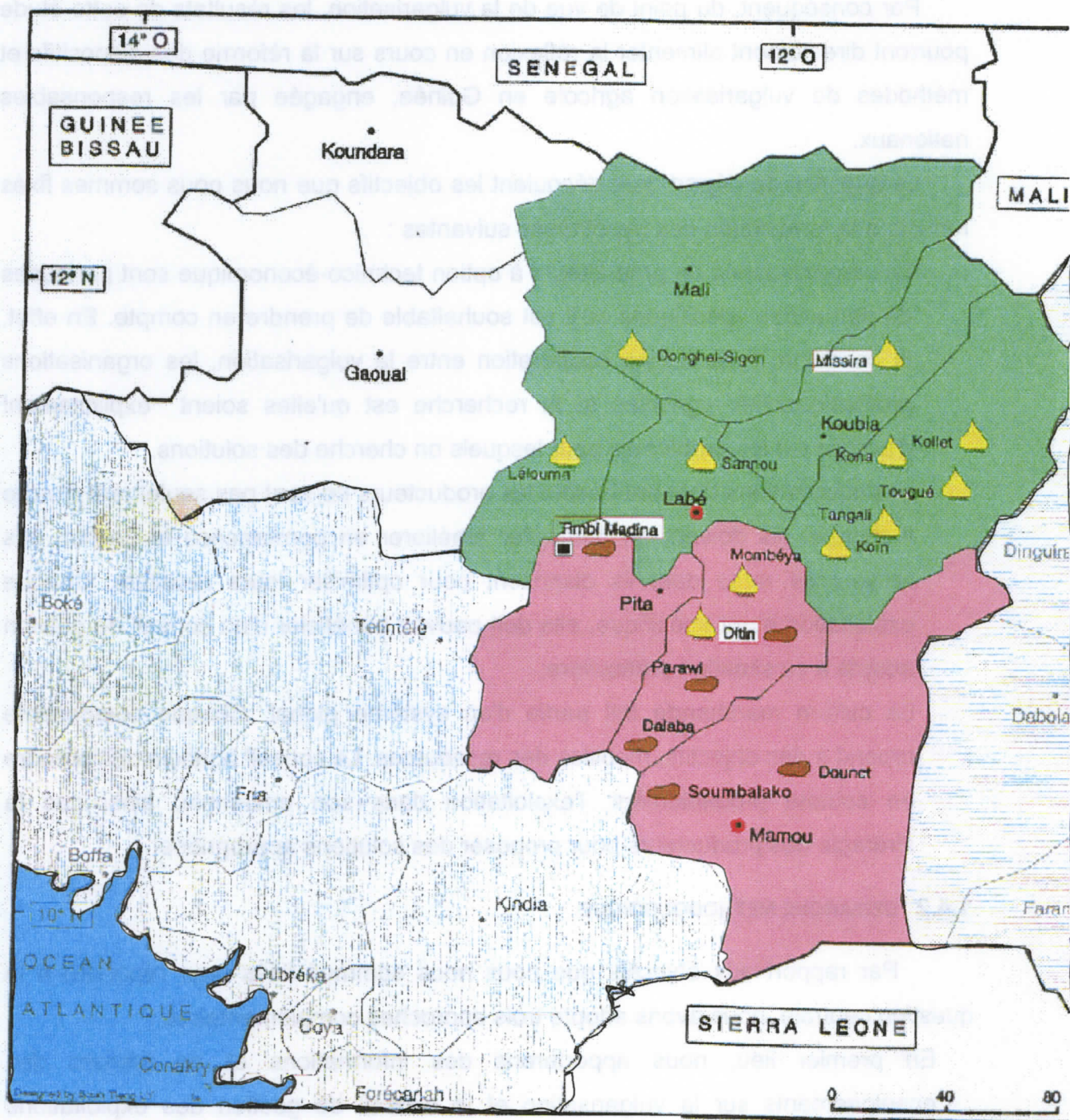
1.4.2 DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Par rapport aux objectifs que nous nous sommes fixés pour répondre à la question centrale, nous avons adopté trois approches complémentaires :








En premier lieu, nous apporterons des informations et en tirerons des enseignements sur la vulgarisation et le conseil de gestion des exploitations agricoles par une approche historique à partir des expériences de quelques pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine, mises en œuvre dans divers contextes économiques et institutionnels.

En second lieu, nous analyserons le travail des vulgarisateurs, à partir de l'expérience de collaboration entre le SNPRV (régions de Labé et de Mamou), la Fédération des paysans du Fouta Djallon et la recherche. Nous avons adopté une démarche qui nous a conduit à prendre en compte les différents niveaux de la structure de la vulgarisation mais aussi en élargissant l'analyse à l'ensemble du

Carte n°5 : Localisation des unions de groupements, Fédération des Paysans du Fouta et D. Rég. S.N.P.R.V.



Légende

-  Oignon
-  Pomme de terre
-  Siège Fédération des Paysans de Fouta
-  Siège Dir. Régionale S.N.P.R.V.
-  Zones d'enquêtes
-  Région de Mamou
-  Région de Labé

Source : Enquêtes (A.B. BARRY, juillet 2000)

dispositif « création-diffusion » de l'information technique. Les entretiens avec les acteurs directs de cette expérience nous permettent de comprendre le mode d'intervention de la vulgarisation et les inter-actions avec les organisations de producteurs et la recherche sur les questions d'innovations technique, économique et organisationnelle.

Enfin, nous nous inspirerons des enseignements théoriques acquis sur le conseil de gestion des exploitations agricoles pour une confrontation avec les réalités de terrain afin d'appréhender les nécessités et modalités probables d'évolution vers un conseil de gestion. Ces modalités sous forme de propositions ne sont que le produit de notre propre appréhension et ne peuvent constituer qu'une base de réflexion future pour définir une véritable démarche qui devra impliquer directement les acteurs eux mêmes.

Avant le terrain

Recherche bibliographique : Pour nous familiariser avec le sujet, nous avons eu un premier exercice de lecture où nous nous sommes concentrés sur des ouvrages généraux, principalement sur la vulgarisation agricole, le système F&V et son introduction en Afrique, le conseil en gestion de l'exploitation agricole, la lettre de politique agricole de Guinée, sous sa version LPDA2. Ensuite, nous avons privilégié des documents spécifiques sur l'objet de notre étude. Ce qui nous a permis d'avoir une idée sur les connaissances et expériences accumulées sur le sujet, les lieux, les concepts et références théoriques, les méthodes et outils utilisés. Cette bibliographie a été complétée au cours de nos enquêtes sur le terrain (cf. annexe)

Elaboration des guides d'entretien. L'élaboration des guides d'entretien a porté sur des thèmes pour lesquels nous avons des informations à rechercher au près des différents interlocuteurs concernés (cf.annexe1)

Sur le terrain.

Une rencontre avec les responsables nationaux du SNPRV nous a permis de présenter notre projet, de faire valider ses objectifs et d'organiser notre travail.

Choix des zones d'enquêtes : Sur le terrain nous avons pris contact avec les Directions régionales du SNPRV de Mamou et Labé qui constituaient notre structure d'accueil sur le terrain, la Fédération des paysans du Fouta Djallon et le centre de recherche IRAG de Bareng dont les responsables se sont fortement impliqués pour nous faciliter le travail. C'est au cours de cette étape que nous avons choisi les zones d'enquêtes qui sont:

- pour la région de Mamou :

- Timbi-Madina (dans la préfecture de Pita) qui abrite une union de producteurs de pomme de terre,
- Ditinn (dans la préfecture de Dalaba) qui produit de la pomme de terre et de l'oignon.

- pour la région de Labé, nous avons choisi la zone de Missira (dans la préfecture de Koubia) qui abrite une union de producteurs d'oignon.

Nous avons choisi les zones de façon raisonnée en nous basant sur des cas concrets dans lesquels les vulgarisateurs travaillent avec des groupements affiliés à la Fédération des paysans du Fouta. Toutefois nous avons tenu compte du fait que Timbi est la première union, elle est sensée avoir plus d'expérience et plus d'informations que les autres avec la présence sur place du siège de la Fédération ; Ditinn abrite des groupements qui pratiquent à la fois la culture de pomme de terre et d'oignon et enfin Missira qui pratique la culture d'oignon dans des conditions différentes de celles de Ditinn. Ce choix a été approuvé par les responsables de la Fédération et ceux des Directions régionales du SNPRV de Labé et Mamou.

Enquêtes sur le terrain : Nos enquêtes ont porté sur quatre principaux domaines à savoir : la reconstitution de la trajectoire des relations depuis 1995 entre le SNPRV (régions de Labé et de Mamou), la Fédération des paysans du Fouta Djallon et le centre régional de recherche, le mode de vulgarisation tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, la compréhension des systèmes de cultures mis en œuvre par les producteurs qui constituent le cadre d'intervention des vulgarisateurs, et l'opinion des producteurs sur les conseils qui leur sont donnés.

- Compréhension de l'évolution des relations entre le SNPRV la FPDF et le centre de recherche de Bareng.

En plus de l'exploitation de références bibliographiques, nous avons analysé ce point à partir d'entretiens en groupes séparés sur la base d'un guide, avec six cadres de la direction régionale du SNPRV de Labé, cinq de celle de Mamou, quatre responsables et techniciens de la Fédération et neuf responsables des unions. Ces entretiens ont été complétés par ceux tenus avec les responsables et chercheurs du CRA de Bareng (au nombre de treize) Ceci nous a permis de :

- connaître les conditions de l'établissement des relations et les facteurs ayant favorisé la collaboration,

- connaître les domaines de collaboration (information, formation, essai en milieu paysan, vulgarisation, suivi-évaluation),
- comprendre le rôle de chacun des partenaires,
- connaître les implications de la collaboration pour le SNPRV en terme de couverture, organisation du travail des vulgarisateurs, renforcement des capacités des agents et choix des thèmes,
- les résultats (problèmes résolus et en suspens),
- s'enquérir de l'opinion des responsables des organisations de producteurs sur l'intervention actuelle de la vulgarisation et des améliorations souhaitées,
- connaître les perspectives.

- Compréhension du mode de vulgarisation tel que pratiqué aujourd'hui.

Elle a été obtenue grâce à des entretiens individuels avec les agents vulgarisateurs de base (AVB) et superviseurs (Sup) des zones concernées, et en groupe des responsables (COA) et formateurs (TS) au niveau des préfectures. Au total, 17 AVB, 3 Sup, 6 TS et 3 COA ont été interviewés. Ceci nous a permis de :

- connaître la démarche d'identification des problèmes,
- connaître et catégoriser les thèmes diffusés ainsi que le mécanisme de leur choix
- connaître le mode vulgarisation au niveau des groupements et producteurs individuels, ainsi que le rapport entre vulgarisateurs et techniciens de la Fédération,
- comprendre le rôle des responsables de groupement dans l'application des conseils,
- apprécier le niveau et les capacités d'initiatives des AVB, l'organisation de leur travail et les difficultés.

- Compréhension des systèmes de culture et du niveau de leur prise en compte par la vulgarisation.

Nous avons compris au cours de notre pré-enquête pour le choix des groupements au niveau des zones retenues, qu'il existe une diversité au point de vue systèmes de culture selon que les agriculteurs travaillent dans des bas-fonds aménagés et irrigués, des plaines non irriguées ou des champs extérieurs (hors bas-fonds) avec des cultures pluviales. Il s'avère donc nécessaire de mettre en évidence comment les producteurs associent plusieurs activités et techniques agricoles compte tenu de la diversité des conditions dans lesquelles ils travaillent. Ceci permet de comprendre les différentes solutions mises en œuvre pour résoudre les

problèmes techniques auxquels se trouve confrontée chaque catégorie de producteurs et de savoir comment cette diversité est prise en compte par les vulgarisateurs dans l'adaptation des solutions.

Pour réaliser cette enquête, nous avons mené des entretiens semi-structurés avec les groupements, et des observations dans les exploitations.

Au total, nous avons travaillé avec 113 producteurs répartis dans 16 groupements. Les entretiens ont porté essentiellement sur la connaissance des différentes composantes des systèmes de production, les objectifs poursuivis par les agriculteurs, les pratiques, les contraintes des systèmes de production et l'apport de la vulgarisation. Cela nous a permis de comprendre le fonctionnement des exploitations agricoles et appréhender les stratégies mises en œuvre par les producteurs.

- Nous avons au cours de la même étape cherché à apprécier les apports de la vulgarisation par le recueil des opinions des bénéficiaires.
- Compte tenu du temps qui nous était imparti nous avons procédé au fur et à mesure à la restitution des résultats de nos enquêtes. Ainsi nous avons pris soin de toujours rapporter aux membres des groupements, les informations notées, pour les faire valider et avoir des compléments éventuels. De même au niveau des zones, une restitution était faite aux responsables de l'union et membre de la Fédération résidant dans la zone concernée, en présence des agents de la vulgarisation afin de recueillir leurs opinions. Quant au siège de la Fédération, nous avons pu nous entretenir avec le président de la Fédération et les techniciens et en profiter pour rendre compte de notre travail sur le terrain. Nous avons travaillé aussi avec les cadres au niveau des préfectures (COA et TS) et des régions après avoir terminé les enquêtes dans les zones. Enfin, le tout a été restitué à la Direction générale du SNPRV.

1.5 REVUE DE LA LITTÉRATURE : VULGARISATION ET CONSEIL DE GESTION

1.5.1 VULGARISATION AGRICOLE : CONCEPTS, EVOLUTION ET APPROCHES

1.5.1.1 De la définition et de son importance

L'objet de ce paragraphe n'est pas de faire l'histoire de la vulgarisation qui a valu maintes publications, mais d'essayer d'en cerner la notion dans un contexte de développement agricole.

Selon Swanson, Claar (1988, p.3), il est certes malaisé de définir l'expression "vulgarisation agricole" qui peut être employée dans des acceptions différentes. Cependant, les interprétations proposées ont toutes quelques traits communs. Beaucoup pourquoi ils considèrent que «Toute vulgarisation se présente comme une démarche permanente consistant à transmettre des informations utiles (c'est son aspect de communication) et à aider un public donné à exploiter cette information ou cette technologie (c'est son aspect éducatif.) Le but de cette démarche est généralement de rendre ce public capable d'utiliser ces informations, ces connaissances et ces techniques pour améliorer la qualité de vie.

Maunder (1977, p.3) écrit dans le Manuel de vulgarisation agricole (1^{ère} édition, version abrégée) que la vulgarisation est «Un service ou un système qui, au moyen de procédés éducatifs, aide la population rurale à améliorer les méthodes et les techniques agricoles, à accroître la productivité et le revenu, à améliorer son niveau de vie et à élever les normes sociales et éducatives de la vie rurale»

L'importance accordée à la vulgarisation dans le processus du développement agricole part du postulat que celui-ci implique souvent l'abandon de méthodes traditionnelles de production au profit de méthodes scientifiquement fondées, qui comportent de nouveaux éléments technologiques (nouvelles variétés, nouvelles pratiques culturales, engrais minéraux, pesticides), de nouvelles cultures, voire de nouveaux systèmes de culture.

Ainsi, si l'on veut faire adopter ces technologies, il faut d'abord les faire connaître aux agriculteurs, puis apprendre à ceux-ci à les utiliser correctement en les intégrant dans leurs systèmes de cultures par l'intermédiaire de la vulgarisation.

1.5.1.2 Aperçu historique

Après cette introduction relative à la vulgarisation et à son rôle, il est aussi intéressant qu'utile de cerner l'origine de la notion et quelques étapes de son évolution. En effet, Swanson, Claar (1988), parlant des premiers programmes de type vulgarisation écrivent «On commença à faire appel à des enseignants itinérants pour améliorer l'agriculture en Amérique du Nord en 1843, quand le Comité de l'Agriculture de l'assemblée de New York demanda que la Société d'Agriculture de l'Etat soit légalement autorisée à recruter un fermier ayant des connaissances pratiques et scientifiques pour donner des conférences publiques dans tout l'Etat sur les sujets relevant de sa compétence»

Dans l'Ohio, en 1845, N.S. Townshand qui devint par la suite doyen du Collège of Agriculture, proposa que la Société d'Agriculture de l'Etat puisse sélectionner un nombre suffisant de personnes compétentes pour donner des conférences.

En 1948, quand l'Etat du Maryland a crée le poste de Chimiste Agricole d'Etat, le décret obligeait les chimistes à donner une conférence publique dans chaque circonscription.

En 1853, Eward Hitchcok, président de l'Amherst Collège et membre du Board of Agriculture de l'Etat du Massachussetts, préconisa la création d'Instituts d'agriculteurs qui furent les vrais précurseurs de la vulgarisation aux Etats-Unis. Durant l'année 1914 qui fut celle où la vulgarisation fut officiellement installée dans ce pays, il a été organisé 8 861 instituts qui ont accueilli 3 050 150 personnes (True, 1928, cité par Swanson 1988)

Parlant de l'essor de la vulgarisation, Jones (1982, p.11) affirme que « Le premier service moderne de consultation et d'enseignements agricoles fut créé en Irlande pendant la grande famine de la pomme de terre du milieu du 19^{ème} siècle. Ce service fonctionna de 1847 à 1851...»

Mais le terme actuel "extension" (en français : vulgarisation) trouve son origine en Angleterre, en 1866, dans un système de vulgarisation rattaché à l'Université, qui fut inauguré en premier lieu par les universités d'Oxford et Cambridge avant d'être adopté par les autres. Selon Farquhar (1973) «L'expression "extension-éducation" a été employée pour la première fois en 1873 par l'université de Cambridge pour décrire cette innovation en matière d'éducation»

Tableau n°3 : Caractéristiques de quelques approches de vulgarisation agricole

Désignation	Objectifs	clientèle	Organisation et champ d'application	Approche	Rôle du personnel
Approche classique en matière de vulgarisation	Accroissement productions agricoles nationales (vivrières, d'exportation et animales)	Tous les producteurs à travers des leaders et agriculteurs de contact	Rattaché au Ministère de l'Agriculture et/ou d'autres ministères : - enseignement - intrants - collecte de données agricoles	Méthode individuelle avec visite (foyer, bureau, exploitation)	Educateur Informateur
Le système de Formation et de Visite	Accroissement de la production et du revenu	Tous les agriculteurs des secteurs confiés à un agent à travers quelques-uns des du village	Ministère Agriculture Desservir les familles ou ménages	Méthode de groupe de contact avec visite par 15 jours	Diffuseur de messages techniques
La vulgarisation agricole organisée par les universités	organisation de programmes éducatifs sur des matières spécialisées	Ceux intéressés par la spécialité	Etat (universités)	Educative basée sur la recherche	Diffusion Encouragements
Système de production et développement des produits de base	Produire et commercialiser dans de bonnes conditions	Agriculteurs des zones propices aux produits recherchés	Société d'intervention généralement un produit	"vulgarisation sous contrat"	Recommandations Distribution intrants
Programme de développement agricole intégré	Accroissement de la production vivrière ou agricole de la zone intéressée par le projet	Tous les agriculteurs de la zone du projet	Structure propre au projet avec assistance technique	Encadrement et fourniture spéciale de crédit et intrants	S'occupe de tous les aspects
Programme de développement rural intégré	Economiques et sociaux	Zones rurales à différents niveaux	Structure propre au projet ou personnel détache	Approche projet en commençant par une phase pilote	Faciliter et canaliser la participation de tous les ruraux

Source : Tableau élaboré à partir de la bibliographie (SWANSON, 1988 ; BENOR ; BAXTER, 1997 ; MORIS, 1981)

Aux Etats-Unis, l'enseignement para-universitaire fut introduit par les bibliothèques municipales, notamment à Buffalo, à Chicago et à St Louis. De même dans le secteur privé, on prit un vif intérêt à ces activités de vulgarisation, pour soutenir les progrès de l'agriculture.

«Dans le tiers-monde, le développement de l'agriculture, la vulgarisation, a été dans une large mesure, un phénomène qui a suivi l'indépendance. En Amérique Latine et dans les Caraïbes, la plupart des organismes nationaux de vulgarisation agricole ont été créés dans les années 50, en Asie et en Océanie, aux alentours de 1960 et, pour certains pays africains, les organismes de vulgarisation agricole furent introduits plus tardivement ; la plupart d'entre eux ne sont en effet entrés en activité que dans les années 60 et 70» (Swanson et Rassi, 1981)

Ainsi, différentes approches ont été suivies en vue du développement et de l'amélioration des systèmes nationaux de vulgarisation. Swanson, Claar (1988) les classent en six modèles différents dont nous reprenons les caractéristiques principales dans le tableau ci contre.

1.5.1.3 Organisation

La vulgarisation est souvent reconnue comme composante essentielle du développement agricole. En effet, la vulgarisation a longtemps été considérée et reste encore, dans la plupart des pays, une des fonctions majeure du Ministère de l'Agriculture. Selon L.H. Watts (1988) aucune nation quel que soit son niveau d'urbanisation, ne peut se désintéresser de la gestion de son agriculture et du bien être de sa population rurale. D'ailleurs, dans beaucoup de pays, et spécialement ceux en voie de développement, l'essor de l'agriculture est l'un des objectifs les plus importants du développement global de l'économie. C'est pourquoi, l'Etat crée des Ministères et Organismes destinés à donner une impulsion au développement. Moris (1981, p.121) note que «Arrivés à un certain point de développement rural, les agriculteurs doivent en venir à prendre contact avec l'organisme officiellement responsable des programmes Inévitablement la tâche d'établir des liens avec les exploitants doit faire l'objet d'une fonction publique spécialisée, la vulgarisation, comme on l'appelle maintenant ». Dès lors, la vulgarisation a fondamentalement été considérée comme une fonction éducative, mais ces activités peuvent considérablement varier d'un pays à l'autre. Toutefois, l'attente envers la

vulgarisation est qu'elle informe, conseille et instruit de façon concrète. Reste entendu, pour la plupart des auteurs, que bien que la vulgarisation soit un support du développement, son succès dépend de la qualité de la recherche, de l'environnement économique et politique qui encourage plus ou moins l'adoption des nouvelles techniques et du degré d'efficacité de la structure elle-même.

1.5.1.4 Introduction du système Formation et Visite en Afrique

Depuis les années 80, la Banque Mondiale a consacré des ressources importantes dans la recherche et la vulgarisation pour l'introduction ou la réforme de systèmes existants. Il existe aujourd'hui une vingtaine de pays à travers le monde ayant adopté le système Formation et Visite, longtemps soutenu par la Banque.

Ce système se fonde sur l'amélioration des connaissances des vulgarisateurs par une formation régulière, à un rythme de 15 jours, sur des messages à transmettre aux paysans. Cela suppose, évidemment, comme nous l'avons vu, une liaison avec la recherche, censée disposer d'innovations techniques et ensuite des démonstrations sur le terrain sous la supervision rigoureuse de la hiérarchie. Il sépare clairement le travail du vulgarisateur des autres fonctions, en amont et en aval de la production (approvisionnement, crédit, commercialisation, etc....)

Le système F&V a eu de grands succès en Turquie et en Inde où il a été mis au point et largement adopté. Selon Russel (1985), son succès est dû essentiellement à la disponibilité de technologies au niveau de la recherche et de l'existence de dispositifs d'approvisionnement et de mécanismes de commercialisation maîtrisés par le secteur privé. Par contre, son introduction en Afrique a conduit à des résultats contrastés à cause du contexte qui n'est pas le même. C'est pourquoi, au cours de ces dernières années, des interrogations se sont fait jour sur «l'universalité» du système. En effet, Russel (1985) fait observer que l'adoption de nouveaux thèmes techniques dépend davantage de la qualité des thèmes (ceci renvoie à la recherche), de leur rentabilité, de la capacité des producteurs d'acquérir des intrants, de l'existence de débouchés, que du système de vulgarisation lui-même. Par ailleurs, il est de plus en plus reconnu que les paysans disposent de connaissances très précises sur les conditions particulières où ils travaillent (sol, calendrier, semences) et ont souvent montré une capacité à expérimenter et sélectionner qu'il convient de prendre en compte. Les solutions proposées par certains auteurs, consistent à établir

des recommandations à la vulgarisation à partir de l'étude des pratiques agricoles et des systèmes de production des paysans. Cette démarche renvoie à la nécessité de prise en compte de l'exploitation dans sa globalité.

1.5.1.5 Tendances actuelles

Ces dernières années, les débats sont devenus plus critiques sur l'efficacité de la vulgarisation dans les pays d'Afrique au sud du Sahara. Ces critiques incluent l'approche "Formation et Visite" introduite et soutenue par la Banque Mondiale. Cependant, les divergences des points de vue dans les débats ont permis de progresser. En effet, «la vulgarisation comme moteur du développement est relativisée, mais elle reste reconnue comme une composante importante de la politique agricole. On note dans certains pays des alternatives intéressantes grâce à la prise de recul des acteurs de la vulgarisation et à la préoccupation des politiques agricoles pour un "développement soutenable"» (Initiative de NEUCHATEL 1998)

Ainsi la tendance actuelle porte sur deux considérations :

- La vulgarisation doit, au-delà des fonctions d'information et de formation dans le cadre de transfert de technologie, assumer une fonction d'animation des échanges directs entre les producteurs, d'appui à la résolution des problèmes identifiés et de conseil aux producteurs, tant du point de vue technique qu'économique et organisationnel.
- De même, la vulgarisation devra impliquer les acteurs à tous les niveaux, parmi lesquels :
 - les acteurs publics qui sont représentés par les services de vulgarisation, de recherche, d'éducation et des médias,
 - les acteurs du secteur privé qui s'intéressent à l'approvisionnement (semence, engrais, matériel agricole), à l'achat des produits agricoles, à la formation, aux médias ou à la presse,
 - les acteurs professionnels, syndicat, coopérative, fédérations ou autres associations,
 - les ONG qui sont des acteurs non négligeables, compte tenu de leur engagement et de l'importance qu'elles accordent aux zones en difficultés.

Le succès de la vulgarisation dépend donc de deux facteurs importants :

- un facteur lié à la politique agricole des pays, concernant l'accès au marché, et la politique de prix des produits agricoles, la disponibilité et le prix des intrants, la disponibilité et l'accès aux crédits, ainsi que la sécurité foncière.
- un deuxième facteur qui est plutôt interne, est lié à l'organisation, aux contenu et actions de la vulgarisation, la mise en place d'un dispositif déconcentré doté d'autonomie, le renforcement des capacités de négociation et de gestion des organisations de producteurs, la circulation de l'information.

C'est pourquoi, pour favoriser l'évolution des dispositifs actuels, les agences de coopération encouragent les politiques nationales négociées entre les différents acteurs et partenaires plaçant les producteurs au centre des dispositifs nationaux de vulgarisation.

1.5.2 CONSEIL DE GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : CONCEPTS, METHODES ET EXPERIENCES

1.5.2.1 De la définition et de son importance

Dans le chapitre précédent, nous avons fait une lecture rapide des théories sur la vulgarisation en identifiant son rôle dans le développement agricole, son évolution et quelques méthodes. Ce deuxième chapitre concerne la notion de conseil en gestion des exploitations agricoles. Pour nous familiariser avec le concept, nous nous efforcerons toujours sur une référence théorique de le définir, le replacer dans un contexte d'appui au développement agricole, repérer les grandes étapes de son évolution et passer en revue quelques expériences sur différentes méthodes initiées, introduites ou adaptées dans des pays d'Europe et d'Afrique.

En effet, la nécessité d'améliorer les résultats de la vulgarisation dans un contexte économique évolutif a conduit beaucoup de pays d'Europe à étendre le champ de la vulgarisation à des dimensions économiques et sociales. Ces orientations étaient intimement liées à l'évolution du concept de l'exploitation agricole, considérée par certains économistes, comme une entreprise et devant fonctionner comme telle. Pour Chombart de Lauwe (1966, p.10) «La gestion des exploitations agricoles consiste à prendre des décisions basées sur le raisonnement économique au sens large et concerne les opérations des exploitations agricoles considérées comme une entreprise (business) La gestion des exploitations comprend l'observation, l'analyse, le choix des solutions, l'acceptation des

responsabilités, l'exécution et le contrôle» Il considère tout d'abord la «gestion de l'exploitation comme une branche de la science économique », tout en précisant que celle-ci est basée sur trois idées fondamentales qui caractérisent l'essence de cette activité économique. :

- rareté des ressources : la terre, le travail et le capital d'exploitation sont toujours en quantités limitées,
- nécessité pour l'homme de faire des choix dans les objectifs à atteindre, c'est-à-dire d'établir des priorités,
- nécessité pour atteindre un objectif déterminé de sacrifier d'autres fins, c'est-à-dire de ne pas détourner à leur réalisation des ressources qui sont en quantités limitées.

Ainsi, les décisions basées sur le raisonnement économique ne concernent pas seulement le choix des ressources, elles s'appliquent aussi au choix des productions (est-il plus avantageux de produire de la pomme de terre que du riz) et au choix des techniques (est-il plus avantageux de semer le riz à la volée ou le repiquer.) Par ailleurs, l'exploitation est aussi considérée comme un ensemble : les références sont techniques et économiques. En effet, pour le même auteur, «Dans l'étude des décisions basées sur le raisonnement économique, la gestion des exploitations agricoles considère l'exploitation agricole comme un ensemble parce que tous les éléments de l'exploitation agricole sont solidaires. Par exemple, si la décision est prise de supprimer une unité de travailleurs dans une exploitation familiale, d'autres décisions seront nécessaires pour modifier l'ensemble du système de production (achat d'un tracteur, intensification des cultures, développement des productions animales, etc.) afin d'obtenir un nouvel équilibre plus avantageux entre le produit brut et les charges» Mais, l'exploitant agricole de l'époque était jugé ne pas avoir une formation économique suffisante pour gérer rationnellement son exploitation agricole. D'où la nécessité du conseil de gestion des exploitations agricoles.

Selon Chombart de Lawe (1966, p.45) «le conseil de gestion des exploitations agricoles concerne les méthodes utilisées et l'information dispensée par les agents de vulgarisation agricole pour aider les exploitants agricoles à résoudre leurs problèmes de gestion ». Dans ses commentaires, il précise que le conseil de gestion des exploitations agricoles poursuit deux buts principaux :

- apprendre aux exploitants à considérer et à diriger leur exploitation comme une entreprise : cela suppose un changement du comportement de l'exploitant qui doit

devenir un entrepreneur qui ne sera sensible qu'à une forme particulière de la vulgarisation.

- orienter les activités de la vulgarisation.

Pour O. Heady (cité par Chombart de Lawe), seule la gestion des exploitations donne «une perspective en dehors de chaque science agronomique particulière et considère tous les aspects de l'agriculture comme ayant des relations entre eux» et est capable d'établir des priorités dans les actions à entreprendre grâce au calcul économique. Par conséquent, il est normal que la gestion des exploitations agricoles constitue un cadre pour la mise en œuvre efficace des actions de vulgarisation agricole.

1.5.2.2 Quelques méthodes du conseil de gestion des exploitations agricoles

1.5.2.2.1 Généralités

«Etant donné que la science économique est une science humaine d'observation, les méthodes de conseil de gestion des exploitations agricoles doivent tenir compte des contraintes, non seulement physiques et économiques, mais encore sociales» (Chombart de Lawe, 1966.) Ceci conduit à prendre en compte :

- les particularités physiques de la région agricole en question (qualité des sols, répartition des pluies, etc.), économiques (par exemple la dimension des exploitations, la situation par rapport aux marchés, etc.) ou sociales (comme le niveau d'instruction).
- l'ensemble des facteurs qui déterminent la situation économique (prix, débouchés). Ce qui implique la nécessité d'une liaison entre la gestion des exploitations et la gestion de la mise en marché des produits.
- Enfin des possibilités de l'exploitant agricole et de sa famille et les motivations qui influent sur ses décisions.

1.5.2.2.2 Classification des quelques méthodes de conseil de gestion

Les méthodes de conseil de gestion des exploitations sont nombreuses, variées et en perpétuelle évolution. Il ressort de beaucoup de publications que les agents de vulgarisation agricole emploient tantôt une méthode, tantôt sont conduits à en combiner plusieurs, compte tenu des circonstances. Chombart de Lawe et al (1966)

Groupe 1	Méthodes	Démarche et outils	Avantages	Inconvénients
Méthodes fondamentales pour l'élaboration de la gestion des exploitations agricoles	Type 1 Méthodes comparatives pour l'analyse d'exploitations agricoles	Analyse de groupe d'exploitations agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Simple • Peu coûteux • Facilement comprise 	<ul style="list-style-type: none"> • En cas d'erreur , repercuton chez les autres • Décisions non basée sur calcul économique
		Méthode dite de vulgarisation socio-économique	<ul style="list-style-type: none"> • Initiation à la gestion • Résultats, comptabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'intégration de la dimension sociale
		Méthode de calcul des coûts de production de l'exploitation agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluations des coûts de production à l'unité de production • Prise de décision en comparant prix de revient par unité de production et prix du marché 	<ul style="list-style-type: none"> • Repartition des charges fixes entre les différentes spéculations de l'exploitation alors qu'elle constituent un bloc par rapport à l'exploitation dans son ensemble
	Type 2 Méthodes de planning de l'entreprise agricole (Farm business)	Méthode de budget	<ul style="list-style-type: none"> • Caractérisation des systèmes de production • Fait appel au calcul économique (revenu agricole, travail, capitaux investis) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne permet pas de maximiser le résultat financier
		Programme linéaire	<ul style="list-style-type: none"> • Fournit une solution optimale basée sur la technique mathématique • Ne nécessite pas de contrôle à postériori 	<ul style="list-style-type: none"> • Compliquée
		Programme planning	<ul style="list-style-type: none"> • Peut être aisément comprise par agents de vulgarisation et exploitants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Moins précis • Nécessite une longue série d'opérations • coûteux
		Marges brutes	<ul style="list-style-type: none"> • Fait gagner du temps • On peut bâtir plusieurs plans suivant les spéculations 	<ul style="list-style-type: none"> • Approximatif
	Type 3 Méthodes pour l'étude des problèmes spéciaux	Etudes des exploitations spécialisées (fruitières horticoles)	<ul style="list-style-type: none"> • Permet d'approfondir un problème particulier 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande des études spécifiques
		Etude du travail de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en évidence des pointes d travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande un suivi régulier pour le relevé du temps de travail
		Etude du capital de l'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Permet d'étudier la situation financière de l'exploitant agricole pendant quelques années 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite la tenue d'une comptabilité

Source : Tableau élaboré à partir de la bibliographie (Chombart de Lawe 1963 ; Bonnal, 1992)

classent différentes méthodes utilisées en Europe (pays membres de l'OCDE) en trois groupes.

Méthodes fondamentales pour l'élaboration des décisions de la gestion des exploitations agricoles

Ce sont des méthodes dites empiriques qui consistent à analyser l'exploitation agricole en comparant les résultats financiers et les éléments de son système de production à des références constituées, provenant de groupes d'exploitations agricoles. C'est à partir de cette comparaison que les décisions de la gestion des exploitations agricoles sont élaborées. Dans ce premier groupe, ils retiennent 3 types de méthodes :

- *les méthodes comparatives pour l'analyse d'exploitations agricoles,*
- *les méthodes de planning de l'entreprise agricole (Farm Business planning),*
- *les méthodes pour l'étude des problèmes spéciaux portant sur un facteur de production comme par exemple le capital.*

Méthodes de présentation de solutions pour la gestion des exploitations agricoles

Ces méthodes sont employées, principalement, mais non exclusivement, pour orienter les activités de vulgarisation. Elles permettent ainsi de faire bénéficier des informations à un nombre élevé d'exploitants agricoles, alors que les méthodes fondamentales ne s'appliquent le plus souvent qu'à un nombre restreint d'exploitations agricoles. Leur but final est de transmettre les concepts de la gestion des exploitations agricoles et de présenter les solutions convenables pour l'exploitant agricole. Dans ce deuxième groupe, ils ont rangé :

- *la méthode des exploitations pilotes,*
- *la méthode des zones pilotes,*
- *la méthode locale de vulgarisation agricole,*
- *la méthode des modèles d'exploitations agricoles (Farms models plans)*

Méthodes d'informations sur la gestion des exploitations agricoles.

En plus des méthodes fondamentales pour l'élaboration de décisions de la gestion des exploitations agricoles et des méthodes pour la présentation des

Tableau n° Caractérisation de quelques méthodes de conseil en gestion des exploitations agricoles (suite)

Groupe 2	Méthodes	Démarche et outils	Avantages	Inconvénients
Méthodes pour la présentation des solutions de la gestion des exploitations agricoles	Type 1 Méthode des exploitations pilotes	<ul style="list-style-type: none"> Définition du problème Sélection des moyens Construction de la solution Présentation de la solution 	<ul style="list-style-type: none"> Utile pour établir une relation de coopération entre vulgarisateurs polyvalents et spécialistes lors de l'établissement des plans d'organisation et de leur exécution 	<ul style="list-style-type: none"> Ne peut être que complément d'autres méthodes de gestion L'exploitation pilote n'est pas toujours représentative de la région Difficultés d'assimiler les conseils de gestion par les visiteurs au cours d'une simple discussion
	Type 2 Méthode de zones pilotes	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration des plans d'organisation des exploitations par une équipe d'agents de vulgarisation Analyse détaillée de la région agricole 	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs exploitations suivies dans la zone Efficace pour la diffusion des informations techniques 	<ul style="list-style-type: none"> Moins efficace pour donner le conseil de gestion des exploitations agricoles
	Type 3 Programme local de Vulgarisation agricole	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement par agents et exploitants de programme de vulgarisation pour un type d'exploitation agricole (caractérisé par la dimension et le système de cultures) 	<ul style="list-style-type: none"> Orientation sur les productions (maintien ou abandon) Etablissement de priorités dans les investissements Présentation des actions techniques à entreprendre Suggestion pour la commercialisation, proposition des moyens de financement des actions, établissement de recommandations pour la vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> Doit être adapté aux besoins de chaque exploitation
	Type 4 Méthodes de modèles d'exploitation (Modèles plans)	<ul style="list-style-type: none"> Etablissement des modèles d'exploitation agricoles par méthode de programme linéaire pour les différents types d'exploitations agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en évidence du dispositif de production économiquement optimum pour une exploitation évoluant dans un cadre de ressources, de contraintes et de techniques déterminés 	<ul style="list-style-type: none"> Nécessite une technicité plus poussée

Source : Tableau élaboré à partir de la bibliographie (Chombart de Lawe (dir), 1963 ; Bonnal, 1992)

solutions, les méthodes d'information sur la gestion des exploitations agricoles complètent le conseil de gestion des exploitations agricoles. Elles font appel à une gamme classique de méthodes de vulgarisation de masse. Dans ce groupe, il est classé :

- *les manuels de gestion des exploitations agricoles,*
- *les manuels de référence,*
- *les publications périodiques,*
- *les conférences, etc....*

Toutefois ces différentes méthodes ne sont jamais restées figées et ont évolué suivant les changements des contextes politiques et économiques. Par exemple l'expérience française nous offre de riches enseignements dans son évolution pendant les cinquante dernières années. En effet, « l'évolution de l'agriculture française depuis 1945 est intimement associée à la mise en place d'un important secteur d'appui au développement qui s'est efforcé de définir et de diffuser de nombreuses méthodes de conseil de gestion » (Bonnal. , 1996). D'après C. Roman (1986) cité par Bonnal (1996 p.35) cette évolution est principalement due à :

- l'amélioration des rendements due à l'introduction massive d'innovations dans le processus de production (engrais, variétés sélectionnées, hybrides, pesticides)
- le recours généralisé à la mécanisation et à l'amélioration des bâtiments d'exploitation ;
- la spécialisation progressive des exploitations en cohérence avec les potentialités des régions de production.

Dans cette évolution, la place et le rôle des principaux acteurs vont considérablement se modifier. Par exemple :

- les organisations professionnelles agricoles vont progressivement émerger et prendre en charge la transformation de l'agriculture (participation à la définition de la politique agricole, prise en charge d'activités de diffusion du progrès technique, organisation des marchés, autant d'activités naguère dévolues à l'Etat)
- l'Etat pour sa part va donc céder progressivement un certain nombre de prérogatives aux organisations professionnelles agricoles (définition de la politique de structure, formation des agriculteurs, crédit agricole, défense et promotion des systèmes de production etc.)

Ces changements sont intervenus au cours d'un processus qui a commencé dès après la guerre dont les périodes les plus marquantes sont :

- de 1945 à 1960 : on assiste à l'organisation des producteurs et la mise en place des services de vulgarisation car «la production agricole ne permet pas de couvrir les besoins alimentaires : la production de 1945 n'atteint que 45% de celle de 1938; les équipements et techniques sont en retard par rapport à certains pays (Etats Unis, Hollande, Danemark) Donc, l'objectif poursuivi par les deux premiers plans (1946-1953 et 1953-1957) est bien l'auto suffisance alimentaire. C'est dans ce contexte que vont se développer d'autres initiatives pour renforcer les services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture comme par exemple :
 - ✓ la création en 1944 de centres d'expérimentation technique (CETA) et de groupements de vulgarisation agricole (GVA) réunissant agriculteurs avec ou sans techniciens pour étudier essentiellement des problèmes techniques et le choix de matériel végétal ;
 - ✓ la mise en place (1946) par le Ministère de l'agriculture de réseaux de fermes pilotes pour conduire des actions de démonstration et de formation des agriculteurs;
 - ✓ l'engagement par les chambres d'agriculture, des premiers conseillers agricoles pour appuyer des groupes d'agriculteurs;

Durant cette période des acquis importants sont relevés par rapport à l'expérience et aux méthodes des services de vulgarisation à savoir : l'organisation des producteurs et leur volonté de moderniser leur exploitations; l'évolution des rapports entre techniciens et agriculteurs, devenus de véritables partenaires ; l'association du changement technique à des références locales, à la conduite d'expérimentations et de tests de validation, à l'organisation de discussions comparant des résultats.

- de 1960 à 1975 : C'est la période marquée par les nouvelles orientations de politique agricole (lois de 1960 et de 1962) qui s'appuient sur une conception libérale de l'agriculture et la définition d'un type de d'exploitation familiale moderne à 2 UTH. Ainsi la mission du conseiller agricole qui avait déjà bénéficié d'un statut spécifique en 1959 se précise; en 1967, un décret, venant avaliser des expériences déjà anciennes, définit le type de conseil à promouvoir, il distingue d'une part « les actions générales de développement qui doivent atteindre la masse des agriculteurs, auxquels il convient d'apporter le maximum de

références et solutions techniques compte tenu des conditions et caractéristiques propres à chaque petite région, elles sont donc en même temps des actions collectives de développement» et d'autre part «les actions spécifiques qui portent sur une production agricole déterminé et permettent de définir les facteurs techniques qui concourent à son amélioration» (APCA, op. cit.)

Ainsi plusieurs méthodes ont été développées et utilisées suivant l'objectif poursuivi dont :

- *la méthode de la marge brute* qui correspond à la différence entre le produit brut et les charges variables;
- *la méthode de prix des revient*, portant sur la détermination du coût de production, en cherchant à évaluer l'ensemble des charges directes et indirectes relatives à la production ;
- *l'analyse de groupe*, est une méthode globale dont le but est de « déceler les effets sur le niveau de profit, de la variation de la composition des facteurs variables, facteurs sur lesquels on peut agir dans le terme d'une campagne » (cordonnier et al., 1970 cité par Bonnal., 1996, p.42)
- *Les méthodes prévisionnelles*, consistent, soit à calculer des budgets d'adaptation destinés à évaluer l'intérêt présenté par une modification légère au niveau du système de culture, soit à élaborer des budgets de transformation consécutifs à une intervention importante touchant la structure de l'exploitation ;
- *Les budgets partiels* consistent à évaluer les pertes ou les gains occasionnées par la décision, au moyen de relations simples basées sur le coût d'opportunité : gains générés par la modification (charges en moins et produits en plus) ; pertes générées par la modification (charges en plus et produits en moins)
- *la programmation linéaire*, définie par J.Brossier (cité par Bonnal., 1996), comme «un modèle mathématique de recherche de maximisation ou de minimisation d'un objectif quantifié, tout en satisfaisant un certain nombre de contraintes », est longtemps apparue comme l'instrument le plus achevé pour identifier une solution élaborée en matière de programmation agricole.

Toutefois dès 1975, suite aux excédents agricoles enregistrés à partir de 1970 apparaissent des *méthodes de comptabilité et de recherche de référence* pour permettre une meilleure simulation financière à l'image des entreprises industrielles et commerciales. Actuellement avec la remise en cause des stratégies de

développement basées sur la recherche de l'augmentation de la productivité on cherche à promouvoir en permanence de nouvelles pratiques de conseil de gestion.

1.5.2.3 Expériences de conseil en gestion en Afrique de l'Ouest et Amérique latine

Des efforts considérables ont été consentis dans nombreux pays en développement pour l'adaptation de différentes méthodes de conseil agricole. Pour le cas précis du conseil de gestion des exploitations agricoles, nous allons nous référer principalement à l'adaptation de l'expérience française dans des pays de l'Afrique de l'Ouest (région qui inclut la Guinée) et de l'Amérique latine (Colombie). Ce deuxième cas nous a intéressé à cause du contexte dans lequel il a été mis en œuvre à savoir, en collaboration avec une organisation professionnelle agricole (Fédération nationale des producteurs de café) de Colombie.

Sénégal : Dans la sous région Ouest africaine, c'est au Sénégal que les premières expérimentations sur les méthodes de vulgarisation furent réalisées. Dans le cadre des "Unités expérimentales du Sine Saloum" la nécessité s'était fait sentir aux chercheurs de s'intéresser directement au problème de transfert de technologies en milieu paysan. C'est ainsi que l'équipe pluridisciplinaire de chercheurs se lance dans une recherche – action de 1973 à 1981. Selon Kleene (1996) «La méthode de conseil de gestion développée par l'Institut sénégalais de la Recherche Agricole (ISRA) est allée loin dans l'élaboration de fiches, de référentiels techniques, de modes de calculs prévisionnels et la formation du personnel de la vulgarisation. Les propositions d'améliorations étaient essentiellement basées sur l'intensification des pratiques agricoles grâce à des investissements en équipement, l'intégration agriculture – élevage, l'utilisation d'intrants, etc., rendues accessibles notamment par le programme agricole annuel. Il s'agissait d'un instrument de la politique agricole qui faisait partie d'un ensemble de mesures gouvernementales en faveur de l'agriculture, qui comprenait un volet de stockage et de distribution de semences d'arachide, un volet engrais (sur crédit à court terme) ainsi qu'un volet matériel agricole (sur crédit à moyen terme)» La société de développement agricole (SODEVA), chargée de la vulgarisation et partenaire de l'ISRA a repris à son compte les acquis des unités expérimentales et a lancé une opération de conseil de gestion. Mais cette opération s'arrêta en 1980 après des mesures prises par le Gouvernement d'alors, notamment l'arrêt du programme agricole et la réduction des

activités de la SODEVA. Ces mesures ont été prises suite à de graves périodes de sécheresse et des chutes successives du prix de l'arachide. Dans ces conditions, il fut impossible de continuer l'action du « conseil de gestion », qui n'a malheureusement jamais été reprise au Sénégal.

Mali : Une approche de conseil de gestion fut introduite tout d'abord au niveau de la recherche système de production (IER/DRSPR) à Sikasso à partir de 1980 et ensuite dans le cadre d'une activité de pré vulgarisation entre la recherche et le développement en zone Mali-Sud. La méthode appliquée reposait sur quatre étapes.

- collecte des données sur l'environnement de l'exploitation débouchant sur une fiche d'exploitation, établie à partir d'enquêtes légères menées avec les participants prenant en compte les données disponibles au niveau de l'agent vulgarisateur
- analyse de la situation débouchant sur un diagnostic des contraintes et opportunités. L'analyse porte principalement sur des points pour lesquels des normes sont définies à savoir : respect des rotations des cultures, besoins alimentaires et monétaires, superficie cultivée par actif, équipement par superficie cultivée, marge brute coton et revenu net.
- élaboration d'un plan de campagne prévisionnel, suite à une analyse menée avec le paysan, pour formuler des propositions techniques précises en fonction des objectifs spécifiques des paysans.
- propositions techniques et évaluation en cours et fin de campagne. Cette étape est appuyée par des démonstrations.

Cette démarche a permis la mise au point d'une méthode standardisée et simplifiée et la connaissance des possibilités et limites de la méthode. En 1986, la méthode est entrée dans une phase de vulgarisation à une échelle intermédiaire, avec un suivi léger organisé par le service de formation de la CMDT avec l'appui de la recherche. Au début des années quatre-vingt-dix la recherche a enrichi la méthode (IER/DRSPR) par « l'approche de conseil de gestion de terroir. Selon Kleene (1996) « l'expérience malienne a permis d'élaborer une méthode de conseil de gestion qui répond aux attentes des paysans et qui est adaptée aux besoins de l'organisme de vulgarisation, mais des dispositions institutionnelles n'ont pas été prises pour l'intégrer pleinement à la démarche de vulgarisation de la CMDT »

Burkina Faso : La méthode de conseil de gestion des exploitations agricoles a été élaborée en zone cotonnière, à l'ouest du Burkina Faso, dans la période 1992-1995. Le Conseil de gestion des exploitations agricoles est alors entendu comme : "une

méthode de vulgarisation qui prend en compte l'ensemble de la situation d'une exploitation et cherche, en dialogue avec le paysan, un cheminement d'amélioration qui s'étend souvent sur plusieurs années (Kleene et al, 1989.) Il est considéré comme une méthode participative, de la part du paysan qui remplit lui-même les fiches de suivi et du conseiller qui s'engage dans un processus d'animation et d'appui. La méthode a permis d'élaborer des supports pédagogiques parmi lesquels :

- des documents pour l'analyse de l'exploitation : le carnet conseil de gestion, le manuel d'utilisation du carnet de conseil de gestion, la fiche de suivi du calendrier cultural,
- des fiches et modules de formation technique en appui aux actions en faisant le point sur un thème technique,
- des supports pédagogiques pour la formation des formateurs : guide de l'animateur en conseil de gestion, support pédagogique pour un atelier de démarrage.
- des fiches de suivi – évaluation : le résumé du carnet de conseil de gestion destiné au dépouillement des données et à l'analyse des systèmes d'exploitations, des fiches de suivi des actions techniques.

L'expérience du Burkina Faso montre que le conseil de gestion des exploitations agricoles s'est fait en collaboration avec les services et agents de la vulgarisation existant (F&V) Cependant, Kleene (1996) souligne que l'introduction du conseil de gestion des exploitations agricoles dans un système de vulgarisation basé sur le F&V suppose qu'un certain nombre d'aspects soient pris en compte, à savoir : un personnel compétent, une introduction du conseil de gestion progressive, d'abord à une petite échelle, puis l'étendre progressivement à une échelle plus large en fonction des résultats et de la demande, un minimum d'autonomie en matière d'intermédiation et une capacité d'adaptation constante pour renouveler le contenu des programmes.

Bénin : «Le conseil de gestion des exploitations agricoles a été conçu comme un outil pédagogique polyvalent pour les étudiants en Agronomie (et spécialement pour ceux de la future option "conduite de l'entreprise agricole"), qui devrait faciliter leur insertion professionnelle du fait des compétences acquises et des liens créés avec la profession. L'objectif est d'habituer les étudiants à travailler "en vraie grandeur" sur les exploitations, à la recherche de solutions concrètes aux problèmes pratiques de gestion, et de les rendre aptes à appuyer l'agriculteur dans la mise en œuvre de ces solutions » (Herin , Marcos 1996, p.53) Il s'agit donc, pour l'appui aux producteurs

de créer tout d'abord une cellule à vocation professionnelle dans les domaines du suivi et du conseil en gestion des exploitations agricoles, puis d'appuyer des centres régionaux de gestion qui ont un rôle d'aide à la constitution de projets d'installation d'agriculteurs. Ces structures relais ont pour rôle d'identifier les exploitants agricoles, d'assurer le suivi et de collecter les données, de participer à l'analyse des données et aux formations des adhérents. Elles permettent au conseil de gestion des exploitations agricoles d'avoir des partenaires impliqués dans le développement local et un rayonnement plus élargi, de favoriser la formation en gestion de leurs responsables et de mieux appréhender les réalités du Bénin (coton pour le Nord, ananas au Sud et palmier à huile à l'Est.) La gamme d'outils (fiche d'exploitation, fiches parcellaires, planning de production parcellaire, cahiers de caisse, de temps des travaux, de production et divers) a fait l'objet de transcription en langues vernaculaires (FON et MINA.)

Côte d'Ivoire (1982-1994) : Selon Nicolas Peltier (1996, p.21), le conseil de gestion a eu pour objectif d'aider l'exploitant agricole à prendre les meilleures décisions quant à la conduite technico-économique de son exploitation. Le Conseil de Gestion des exploitations agricoles a permis de suivre dans différentes régions des exploitants qui ont des situations très diversifiées

- *Région forestière* : exploitants pratiquant cultures vivrières sur brûlis et ceux pratiquant les cultures maraîchères ;
- *Région de savane* : exploitants pratiquant la polyculture et l'élevage
- *Région centre* : exploitants installés dans le cadre d'un projet, exploitants pratiquant l'aviculture, exploitants pratiquant la polyculture-élevage, tournés vers la commercialisation de leurs produits.

Le principe est de répondre à une demande, il est basé sur la libre adhésion de l'exploitant mais peut être contractualisé sur demande d'un bailleur. Il permet de faire l'analyse de la situation présente, la définition des objectifs à atteindre, l'élaboration de prévisions et la mise en œuvre. Il utilise aussi divers outils et supports.

Colombie : Selon Huet (1996) cette expérience a été acquise grâce à la demande d'une organisation professionnelle agricole (Fédération Nationale de Producteurs de café) économique et professionnelle regroupant 350 000 producteurs. Elle a pris l'initiative en 1992, grâce à l'appui du Ministère des affaires étrangères de la France, d'inviter un spécialiste des centres de gestion pour présenter l'expérience française

dans le cadre d'un symposium international. Cette demande concerne la mise en place d'un outil au service des petits et moyens producteurs de café pour les accompagner dans des évolutions visant à l'optimisation et la diversification de leurs systèmes de production. En 1994 un accord concernant quatre départements pilotes désignés par la Fédération, fut signé. Après formation, les conseillers offraient principalement des services de diagnostic d'exploitation, de comptabilité, de gestion et d'analyse financière. La démarche mise en œuvre s'appuie sur des groupes d'agriculteurs pour l'observation des résultats (analyse de groupe) et formation.

1.5.2.4 Enseignements sur le conseil de gestion

Les expériences en conseil de gestion des exploitations agricoles sont nombreuses et diversifiées. Par conséquent, différents outils sont utilisés dont la complexité et la finalité varient en fonction de l'objectif poursuivi, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de recette standard.

«En Europe, dans les années 50, des initiatives ont été prises afin de revitaliser la vulgarisation agricole, en développant des approches s'intéressant à la gestion technico-économique de l'exploitation. En France le conseil aux exploitations agricoles familiales a été introduit par le biais des CETA (centre d'étude des techniques agricoles), regroupant des agriculteurs soucieux d'améliorer les performances de leurs unités de production» (CHOMBART de LAUWE, 1963) Les expériences se sont ensuite diversifiées : développement de centre de gestion, émergence de réseaux de fermes de références etc. «Ces méthodes cherchent essentiellement à optimiser les facteurs de production au sein d'une économie marchande.» (Faure, Klenne, Ouedraogo, 1996) Mais, Bonnal., (1994) précise : «Actuellement, avec la remise en cause du modèle productiviste, les services de développement savent renouveler leurs concepts. Les nouvelles approches mettent d'avantage l'accent sur l'intégration de la diversité et la recherche de la durabilité de l'exploitation»

«En milieu tropical, les expériences ont été moins nombreuses même si les réflexions sur l'amélioration des systèmes de vulgarisation ont toujours suscité beaucoup d'intérêt » (Faure, Klenne, Ouedraogo, 1996) Toutefois, ces expériences offrent de riches enseignements pour l'initiation du conseil de gestion des exploitations agricoles à savoir :

- il faut introduire le Conseil de Gestion des exploitations agricoles tout d'abord à une petite échelle, puis étendre progressivement à une échelle plus large en fonction des résultats obtenus et de la demande émergente.
- les zones où les exploitations sont partiellement intégrées à l'économie du marché constituent un champ plus sûr de réussite.
- il est aisé de commencer dans des zones où les paysans sont conscients des problèmes liés aux marchés et aux conséquences des fluctuations du marché sur les choix culturels et économiques.
- le Conseil de Gestion des exploitations agricoles est une méthode non figée qui demande une adaptation constante.
- le Conseil de Gestion des exploitations agricoles peut s'intégrer sans difficulté majeure au système F&V, et peut renforcer les objectifs recherchés par ce dernier à condition que ses exigences spécifiques soient respectées.
- les organisations paysannes constituent un cadre très approprié à la mise en application du Conseil de Gestion des exploitations agricoles, car correspondant mieux aux critères de participation volontaire, de confidentialité des résultats et d'autonomie dans l'appui logistique à l'innovation technique (ex : Association de Cikelaw qui regroupe 150 maraîchers répartis en différents groupements villageois d'intérêts communs (GIC) de la ceinture maraîchère de Bobo Dioulasso).
- le Conseil de Gestion des exploitations agricoles pratiqué avec des groupes mixtes de lettrés et d'analphabètes permet aux uns d'aider les autres, parfois avec un appui personnalisé du conseiller agricole, comme l'illustre le cas du Burkina.

2. De l'expérience de collaboration entre le SNPRV, la FPPD et le CRAB

2.1 PRISE EN CHARGE PAR LE SNPRV DE LA FONCTION D'APPUI TECHNIQUE AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS.

2.1.1 FONDEMENTS ET CONDITIONS DE LA COLLABORATION

Jusqu'en 1994 la stratégie de vulgarisation agricole était de type classique, c'est à dire basée sur un encadrement directif et des paysans récepteurs de recommandations techniques. De ce fait, les thèmes de vulgarisation étaient très simples, sous forme de techniques généralisés dans toutes les zones. Tout agriculteur était appelé à respecter ces recommandations orientées vers l'augmentation de la production par une amélioration du rendement, qui portaient sur des techniques culturales et quelque peu sur l'utilisation des engrais (doses et mode d'emploi.). A cette date il existait trois systèmes de vulgarisation dans la région du Fouta Djallon

- le système de vulgarisation public qui s'adressait aux paysans individuels directement ou via des groupes de contact, dans la région de Mamou, couverte par le projet national de vulgarisation agricole (PNVA),
- le système de vulgarisation qui s'adressait aux paysans via des associations villageoises dans la région de Labé couverte par le projet de réhabilitation agricole du Fouta Djallon (PRAFD)
- le système de vulgarisation de la Fédération (FPPD) via les groupements et l'organisation de filière dans les zones qu'elle couvre au niveau des deux régions.

En 1995 une stratégie nationale veut que le système de vulgarisation soit uniformisé. Le SNPRV est alors créé en fusionnant le PNVA et la Direction nationale de la formation et de la promotion rurale (DNFPR.) Dorénavant, la division d'appui aux organisations de producteurs (DAOP) est directement intégrée au SNPRV. La création du SNPRV a permis de couvrir tout le territoire national et de s'orienter vers une stratégie de conseil où participation paysanne et encadrement non directif devraient être les maîtres mots. Au même moment, la Fédération des paysans du Fouta Djallon qui assurait l'encadrement technique de ses membres s'est vue débordée par l'extension de ses zones d'intervention et la multiplicité des fonctions à

assumer. C'est ainsi qu'à la demande de la Fédération, cette fonction d'appui technique a été reprise par le SNPRV. Par contre avant cette date il existait déjà des partenariats bilatéraux avec la recherche : « organisations des producteurs-recherche » d'une part et « Vulgarisation-recherche » d'autre part, dans la région de Mamou qui était couverte par le projet national de vulgarisation agricole (PNVA) d'alors.

La demande de la Fédération était précise envers la vulgarisation : des appuis spécifiques, une fréquence accrue aux périodes de pointe de travail dans le système de culture considéré (installation et suivi des pépinières, transplantation, récolte) et la résidence des vulgarisateurs dans les zones concernées, ce qui veut dire que le SNPRV se mette au service de la Fédération et exerce ses activités dans un cadre défini par cette organisation professionnelle. Il s'agissait là non pas d'un changement, mais d'un bouleversement puisqu'il impliquait une toute autre conception de la vulgarisation agricole et une évolution notable des mentalités. Cette demande de la Fédération a conduit donc les responsables régionaux du SNPRV à réorganiser la couverture géographique et redéfinir les tâches des vulgarisateurs, afin de garantir une offre de service de qualité adaptée à la demande.

2.1.2 MESURES PRISES POUR LA REORGANISATION LE TRAVAIL

La région du Fouta abrite deux Directions régionales du SNPRV, à Labé et Mamou qui correspondent à des zones d'intervention de la Fédération sur des cultures différentes. En effet, la région de Labé est concernée par la filière oignon et celle de Mamou par la filière pomme de terre avec une production d'oignon seulement localisée à Ditinn dans la préfecture de Dalaba. Ainsi la Fédération travaille avec les deux Directions régionales sur ces deux cultures.

Au départ, toutes les zones de production n'étaient pas couvertes par les agents du SNPRV. Ainsi, la première disposition prise a consisté à pourvoir en vulgarisateurs non permanents, les zones non couvertes (ex : la zone de Donnhel Sigon), ainsi que celles où les activités sont plus importantes et ne peuvent être assurées par un seul agent (ex : Timbi Madina et Ditinn) Cette disposition a été rendue possible parce que les agents qui n'étaient pas dans des zones de productions maraîchères étaient relativement sous employés en saison sèche, période durant laquelle ces deux cultures sont en place. De même, la Fédération a étendu ses activités d'approvisionnement en engrais et semences à des zones où le

SNPRV travaillait avec des groupements non affiliés (ex : Dougoun Touni). Chaque vulgarisateur devait travailler avec deux groupements, norme fixée par la Fédération et retourner dans sa zone d'origine pendant la saison des pluies. C'est en 1997 que le SNPRV a procédé à l'affectation définitive des agents dans les zones couvertes par les différentes unions de producteurs. Au point de vue opérationnel :

- on est passé d'un programme fixe où les vulgarisateurs rencontrent les producteurs à un rythme d'une fois tous les quinze jours, à un programme de travail établi en fonction des besoins des producteurs et en accord avec ceux ci.
- la formation des agents est passée d'une formation de quinzaine à un programme périodique défini en fonction des besoins.
- des délégations de pouvoir ont été faites à des équipes mixtes. C'est ainsi que la cellule formation de la Fédération ainsi que les chargés des OP, responsables de formation et spécialistes des cultures concernées des Directions régionales du SNPRV, ont été responsabilisés dans ces fonctions d'élaboration et de mise en œuvre des programmes.

2.1.3 DOMAINES DE COLLABORATION

De 1995 à 1998, date à laquelle le Bailleur l'a recommandée, il n'y a pas eu de convention officielle définissant des domaines spécifiques de collaboration. Cependant les axes favorisant la mise en œuvre des actions nécessaires dans le cadre de cette collaboration ont été de fait les suivants :

2.1.3.1 Information réciproque des équipes.

Elle a consisté tout d'abord en une présentation mutuelle des institutions qui a porté sur les objectifs, l'organisation et le fonctionnement respectifs de chacune. S'agissant des informations sur les dispositions prises par la Fédération en terme d'approvisionnement et de programme de formation, des rencontres sont organisées en début de campagne. En fin de campagne le SNPRV assiste à l'assemblée générale des unions de producteurs au cours de laquelle celles-ci font le bilan de la campagne. Cependant, d'un commun accord, des rencontres ont lieu pour régler les problèmes qui surgissent. Du côté de la vulgarisation, l'équipe de la Fédération est conviée à assister à toutes les missions d'évaluation des activités du service.

2.1.3.2 Formation des cadres et responsables de producteurs

La formation des agents est souvent définie au sein d'une démarche qui comporte des volets partant de la définition des problèmes, de la recherche de solutions techniques (avec la collaboration de recherche), de test des solutions en milieu paysan.

La définition des problèmes se fait à différents niveaux. Les vulgarisateurs font remonter à leur hiérarchie les préoccupations des paysans, les techniciens de la Fédération le font au niveau de la Fédération, les unions le font à l'occasion du bilan de la campagne en assemblée générale et les missions conjointes de la Fédération et des Directions régionales sur le terrain leur permettent de se mettre à l'écoute des producteurs. Ainsi le traitement de ces différentes sources d'information aboutit à des orientations qui mettent en évidence les domaines dans lesquels la recherche doit travailler. De son côté, la recherche contribue au choix des opérations à mener sur le terrain, à la mise au point de protocoles et de la méthodologie de suivi. Les agents sont donc formés dans le cadre de ces essais qu'ils doivent suivre, mais aussi sur des problèmes dont la solution a été trouvée. Le choix des thèmes se fait en concertation avec le SNPRV, puis, le programme (plan, contenu et budget de formation) est élaboré par la cellule chargée de la formation au niveau de la Fédération et est approuvé par le bureau de celle-ci. L'exécution est faite par le SNPRV, avec le soutien financier de la Fédération.

Les aspects liés aux autres cultures qui ne sont pas prises en charge par la Fédération sont sous la responsabilité exclusive du SNPRV. Les thèmes sont choisis à partir des demandes des vulgarisateurs, des recommandations de la Direction Générale ou sur appréhension, par la Direction Régionale, de la nécessité d'un thème.

La formation des responsables de groupements et d'unions de producteurs sur les aspects non techniques, relevait exclusivement des techniciens de la Fédération. Il s'agit de types de formation liés à l'appui direct aux unions (formation en gestion, conduite des enquêtes techniques), organisation d'une campagne de commercialisation, organisation d'une assemblée générale, alphabétisation. En effet, les équipes de formateurs du SNPRV n'avaient pas de connaissances sur ces aspects avant qu'ils ne soient formés par l'équipe de la Fédération. C'est en 1999, compte tenu des connaissances acquises dans ces domaines, que la Fédération a

sollicité pour la première fois, l'équipe de Labé pour exécuter (sur la base d'un contrat) ce type de formation. Les thèmes sont définis par la Fédération et les contenus sont collectivement préparés par les formateurs de la Fédération et ceux du SNPRV. Cette disposition, qui offre d'autres capacités aux formateurs du SNPRV, renforce la capacité d'intervention de la Fédération.

2.1.3.3 Unités d'expérimentation paysannes (UEP)

Les UEP constituent, après les points d'essais, la dernière étape de validation des résultats de recherche, obtenus en station. Elles sont installées en milieu paysan en partenariat entre chercheurs, vulgarisateurs et paysans. Cependant, confrontés à des demandes de solutions urgentes des paysans, les chercheurs peuvent décider de l'installation de certaines UEP, sans passer par les étapes précédentes pour gagner du temps.

Les responsabilités sont clairement définies entre les différents partenaires. C'est ainsi que le choix des thèmes se fait par la Fédération (qui fournit les moyens) et la recherche (qui définit le protocole et assure la formation), la programmation est faite en concertation avec la vulgarisation (qui est chargée de l'exécution)

2.1.3.4 Vulgarisation :

Les thèmes de vulgarisation sur la pomme de terre et l'oignon sont donc issus des résultats des essais en milieu paysan qui répondent aux préoccupations de la Fédération. Cependant, celles des producteurs ne se limitent pas aux seules cultures encadrées par la Fédération (oignon et pomme de terre) et ils s'adressent toujours au même vulgarisateur pour trouver des solutions. A partir des demandes formulées par les producteurs, les vulgarisateurs sollicitent des formations correspondantes (cf. annexe), tout d'abord au niveau de leurs TS (techniciens spécialisés chargés de la formation au niveau des préfectures) Ces TS peuvent soit directement répondre à la requête, ou bien s'adresser à la région pour une programmation. Celle ci dégage alors les moyens et mobilise des personnes ressources. Suivant les thèmes et le nombre d'agents concernés par un thème, la formation peut être dispensée aux TS qui vont former les agents, ou directement aux vulgarisateurs.

2.1.3.5 Suivi - Evaluation :

En matière de Suivi-Evaluation, la stratégie vise à pouvoir émettre un jugement, d'une part sur le déroulement des actions au cours de la campagne agricole, d'autre part sur l'impact de ces actions sur les exploitations agricoles. C'est à partir de 1996 qu'un suivi ponctuel par une équipe conjointe a été décidé, avec une périodicité de trois mois. De même, des fiches d'opinion des producteurs sont élaborées par la Fédération dont le contenu est défini en concertation avec le SNPRV. Enfin les responsables des unions, dans leur rapport de campagne présenté au cours de l'assemblée, générale, émettent leurs avis sur le déroulement de la campagne et la contribution de la vulgarisation.

En résumé, le développement d'une stratégie régionale de vulgarisation, prônée par les responsables nationaux et mis en œuvre par les Directions Régionales a rendu possible l'amélioration de l'efficacité du SNPRV. Dans cette démarche, la Fédération des paysans du Fouta Djallon a joué un rôle central pour la recherche de solutions aux différents problèmes techniques des producteurs sur la base de concertation entre producteurs, vulgarisateurs et chercheurs. Ces solutions sont apportées à travers des formations, des essais en milieu paysan, et des conseils aux producteurs. L'élaboration commune d'un programme régional de vulgarisation et la prise de décision commune ont permis de prendre en compte les préoccupations des producteurs et d'adapter les solutions à leurs problèmes spécifiques. Par conséquent, le système de formation est amélioré car il tient compte des demandes spécifiques formulées, soit par les responsables paysans, soit par les producteurs à travers les vulgarisateurs. Ainsi, les responsables du SNPRV sont unanimes à affirmer que les vulgarisateurs ont bénéficié de formations adéquates. En tout état de cause, le contenu de formation semble suffisamment étoffée (cf. annexe 3) et a permis aux vulgarisateurs d'aborder avec les producteurs beaucoup de problèmes qui les concernent (gestion de l'eau, itinéraires techniques, conservation des produits et.). Pour la plupart d'entre eux, ils ont acquis au contact des producteurs, une bonne maîtrise de tous ces problèmes. Cependant, les vulgarisateurs soulignent dans la plupart des cas n'avoir pas de compétences dans certains domaines où ils sont souvent sollicités : diagnostic d'exploitation, élevage, foresterie et calculs économiques.

En ce qui concerne la recherche, elle ne se mène plus seulement en station mais elle a diversifié ses voies et lieux de travail afin de proposer des solutions adaptées aux réalités locales. Les opérations de recherche sont définies sur la base des problèmes identifiés et sont inscrites dans les programmes à moyen terme (PMT) des chercheurs concernés (pomme de terre, cultures maraîchères). L'exécution de ces opérations est entièrement financée par la Fédération. Elles concernent globalement les itinéraires techniques, les doses optimales des engrais, les variétés, les époques de semis etc. Le suivi de ces essais et l'évaluation des résultats portent essentiellement sur des aspects techniques et physiques. Or, toute introduction d'innovation doit tenir compte de sa rentabilité et du changement qu'elle peut induire dans le fonctionnement du système de culture (voire du système de production) On peut imaginer qu'une prise en compte de la dimension économique dans l'évaluation des essais permet de mieux éclairer les producteurs et leurs responsables dans leurs prises de décision. Pour ce faire, l'implication du programme recherche-système semble être une perspective favorable.

Sur le plan organisation du travail, le SNPRV assure la couverture des zones de grande production. Les vulgarisateurs éprouvent de l'intérêt pour leur travail et planifient avec les paysans les actions qu'ils doivent mener. Toutefois, les indicateurs utilisés dans le suivi-évaluation sont plus orientés vers le contrôle des opérations liées aux actions menées que vers la mesure de l'impact technico-économique de ces actions dans les exploitations agricoles. Par conséquent, ils ne permettent pas de connaître l'évolution et la variabilité de l'impact d'une action dans les différentes zones. C'est pourquoi, le renforcement des capacités des agents pour une prise en compte de la dimension socio-économique dans l'évaluation des actions s'avère nécessaire.

2.2 CHAMP D'APPLICATION DES ACTIVITES DE VULGARISATION

Le travail du vulgarisateur repose essentiellement sur l'amélioration des systèmes de production. Or, nous avons vu au cours de notre pré-enquête que tous les groupements ne travaillent pas tous de la même façon. En effet, «Une même zone considérée comme relativement homogène du point de des grandes transformations de l'agriculture peut aussi présenter des hétérogénéités internes qui proviennent pour l'essentiel de variations agro-écologiques locales et d'inégalités

socioéconomiques entre exploitants agricoles» (Dufumier, 1996, p.68) C'est pourquoi l'examen de ces différences au sein des différentes zones choisies s'avère nécessaire. L'objectif est de comprendre les pratiques mises en oeuvre par les paysans, de vérifier dans quelle mesure les vulgarisateurs prennent (ou non) en compte la diversité de situations et quelles sont les implications de celles ci pour la vulgarisation, en termes d'organisation du travail, de recherche de solutions et de formations spécifiques.

L'analyse d'un système de production commence souvent par la caractérisation de ses divers sous systèmes constitutifs. Pour notre cas, nous nous intéresserons spécifiquement aux systèmes de cultures dont l'amélioration fait l'objet de l'intervention de la vulgarisation. Ces systèmes de culture sont définis au niveau des parcelles ou groupe de parcelles (lieu de rencontre entre vulgarisateurs et producteurs) traitées de façon homogène, avec les mêmes itinéraires techniques et successions culturales. En effet, selon M. SEBILOTTE (1982), le système de culture est « l'ensemble des modalités techniques mises en oeuvre sur des parcelles identiques. Chaque système de culture se définit par :

- la nature des cultures et leur ordre de succession
- les itinéraires appliquées à ces différentes cultures, ce qui impliquent le choix des variétés pour les cultures retenues

JOUVE (1998 p.24) précise : «un système de culture (S.C.) correspond à une combinaison donnée dans l'espace et dans le temps de cultures et de jachère» .Il représente un mode d'exploitation et de mise en valeur en culture homogène d'un milieu. Sur les mêmes parcelles qui relèvent du même du même système de culture on trouvera donc.

- une même gamme de cultures se succédant suivant un ordre déterminé au cours du temps;
- éventuellement le même type d'association;
- et un itinéraire technique comparable pour chacune des cultures pratiquées.

2.2.1 LES SYSTEMES DE CULTURE DANS LES ZONES D'ENQUETE

Rappelons que notre but n'est pas de réaliser un diagnostic cultural qui peut faire l'objet d'une étude en tant que telle, mais de chercher à comprendre la situation d'exploitation agricole dans laquelle travaillent les agents. Ainsi, pour appréhender la diversité de situations, nous avons pris comme critères de différenciation, les types

Tableau n° 6 Classification des systèmes de cultures pratiqués par les groupements de producteurs de Timbi Madina, Ditinn et Missira

Groupe	Culture de base	Cultures pratiquées	Type de combinaison	Zone concernée	Groupement concerné
Système de culture de bas-fond irrigué	Pomme de terre	Pomme de terre Maïs/arachide Riz repiqué	Succession /association	Timbi Madina	Lafou 1
	Pomme de terre	Pomme de terre Maïs Riz repiqué	Succession	Timbi Madina	Dioungol
	Pomme de terre	Pomme de terre Maïs repos	Succession	Timbi Madina	Dioungol
Système de culture basfond semi irrigué	Pomme de terre	Pomme de terre Maïs	Succession	Timbi Madina	Lafou 4
Système de culture de basfond non irrigué	Pomme de terre	P. de terre Maïs Riz repiqué	Succession	Ditinn	Télico
	oignon	Oignon Maïs repos	Succession	Missira	Missira centre Sarè kindia Koûtè
	oignon	Oignon Tomate/aubergine/piment repos	Succession	Missira	Koundièya
Système de culture de plaine irrigué	Pomme de terre	Pomme de terre Maïs Riz (semis à la volée)	Succession	Ditinn	Dokal
	oignon	Oignon Maïs	Assolement/rotation	Ditinn	Dokal
	Piment/tomate	Piment/tomate Maïs Riz semé (à la volée)	Assolement/rotation	Ditinn	Dokal
Système de culture pluviale de champ extérieur (anciennes tapades)	Pomme de terre	Pomme de terre Patate douce	Succession	Timbi Madina	Thiaguel sonké yéradé

Source : enquêtes : (A. B. BARRY, Août 2000)

de terrains (bas-fond, plaine etc.), l'accès à l'eau, la culture de base et les différentes combinaisons (association, succession et rotation) qui sont déterminants dans le choix des systèmes de cultures.

2.2.1.1 Zone de Timbi Madina

2.2.1.1.1 Système de culture de bas-fond irrigué à base de pomme de terre avec rotation /association de trois cultures (appliqué par le groupement de Laafou 1)

Le groupement de Laafou1 s'est constitué suite à l'aménagement de leur bas-fond réalisé par le projet de développement agricole de Timbi Madina financé par la coopération française. Ce projet s'est mis en place fin 1987 et avait attiré 200 paysans au départ. Mais la participation des paysans aux travaux d'aménagement a permis de sélectionner une trentaine qui étaient les plus motivés, qui ont bénéficié des 5 premiers hectares aménagés et y ont cultivé d'abord du riz et divers légumes (fraise, persil, chou, laitue, carotte etc.) jusqu'en 1989, avant d'introduire la culture pomme de terre. Le système de culture actuel s'est mis en place en réponse aux objectifs des paysans qui poursuivent une stratégie d'accumulation maximale, objectifs qui ont eux-mêmes évolué au cours des années. A présent, le groupement dispose de 45 ha dont 25 ha sont exploités. L'exploitation de ces 25 ha tout au long de l'année se fait grâce à l'accès permanent à l'eau d'irrigation. En effet, le système actuel est généralisé sur tout le périmètre et comporte une succession de quatre cultures, dont certaines sont associées par relais. C'est ainsi que la pomme de terre, culture principale autour de laquelle se sont organisés les producteurs, vient en tête de succession. Sa culture se pratique sur billon avec un écartement de 45 cm sur les billons et 70 entre les billons.

En 1993-94, les paysans se sont rendu compte que les charges de la pomme de terre (semence, engrais et main d'œuvre) ne permettaient pas d'optimiser le profit avec cette seule production de pomme de terre. Constatant la culture du riz, qui entrait en succession avec la pomme de terre, ne commençait qu'au mois de juillet, soit trois mois après la récolte de pomme de terre ils ont décidé d'introduire de nouvelles cultures. C'est ainsi, qu'un essai réussi a permis d'introduire la culture du maïs avec des variétés hâtives fournies par la recherche. Il s'agit de la CJB

(Composite Jaune de Bareng) (CJB) et de la K9101 (de Kilissi) Ce maïs est semé entre les billons avec un écartement moyen de 50 cm sur les lignes, 2-3 graines par poquet. Ce système sera complété par l'introduction de la culture d'arachide. Il s'agit de semer l'arachide sur les deux flancs du billon en quinconce avec les plants de pomme de terre qui occupent le centre du billon. Ce semis s'effectue entre 30 et 45 jours après la plantation de la pomme de terre et coïncide avec l'opération de binage et de rebutage. L'opération de récolte de la pomme de terre permet une mise à plat en ramenant la terre des billons autour des plants d'arachide et de maïs. Ainsi, il reste sur les parcelles le maïs et l'arachide qui s'intercalent avec une rangée de maïs pour deux d'arachide. Ensuite, la récolte de l'arachide intervient avant celle du maïs. Enfin le riz repiqué, dont les pépinières sont installées à la mi-mai, arrive en fin de succession. Dès la récolte du riz le terrain est de nouveau préparé pour accueillir la pomme de terre, et le cycle recommence.

L'efficacité du système est appréciée par les paysans en terme de bonne gestion de la fertilité, de gain de temps en combinant certaines opérations, d'utilisation de l'espace disponible pour quatre cultures ainsi que les revenus de certaines cultures pour soutenir d'autres. En effet, la production de pomme de terre, obtenue avec un rendement moyen estimé à 24,5 t/ha, donne après calibrage, d'après les paysans, environ 70% de gros calibre et 30% de petit. Le gros calibre est vendu à la Fédération et sert à rembourser le crédit de campagne (semences et engrais minéraux) avant d'épargner le reste. Le calibre moyen (30%), conservé et pré-germé avant la saison des pluies, est utilisé en partie comme semence dans les tapades et le reste vendu sur le marché pour pouvoir payer la main d'œuvre temporaire au moment de la préparation du terrain, du repiquage et du désherbage (au besoin) du riz. L'arachide et le maïs sont vendus frais et contribuent à acheter du fumier (qui est utilisé dans le compostage des chaumes de riz), et à payer la main d'œuvre pour la culture de la pomme de terre. Les petits épis non vendus entrent dans l'auto consommation. Le riz est exclusivement utilisé pour l'auto consommation et la semence. Le gain de temps se traduit par le semis de l'arachide et du maïs à l'occasion des travaux d'entretien de la pomme de terre. De même, l'opération de récolte de la pomme de terre est combinée à celle du sarclo-binage de l'arachide et du maïs.

Quant à l'efficacité économique du système, nous n'en avons pas fait l'évaluation car cela ne figurait pas dans nos objectifs. Toutefois, selon Bosio et

Laborde-Debat (1999), le produit brut de la pomme de terre représente en moyenne près de 73% du produit brut du bas-fond ; le maïs et l'arachide, qui succèdent à la pomme de terre, y contribuent pour 11% en moyenne, le riz qui succède à l'association maïs-arachide y contribue pour 16% . La vente de pomme de terre à la Fédération représente 64% du revenu de la pomme de terre ; les autres recettes proviennent de la vente du petit calibre comme semence (à la récolte ou pendant la saison des pluies) ou de la valorisation de cette semence par une culture hors bas-fond (cf annexe 8)

2.2.1.1.2 Système de culture de bas-fond irrigué à base de pomme de terre en succession avec deux cultures (appliqué par le groupement de Dioulgol)

Les groupements (hommes et femmes) de Dioungol sont constitués essentiellement de membres d'une grande famille à laquelle appartiennent les terres. Le domaine, qui a été aménagé avec l'appui d'une ONG italienne, était anciennement exploité pour la riziculture pluviale avec des techniques de *muki* (écobuage) En 1991, le domaine est entré en exploitation avec un système d'irrigation permettant de travailler toute l'année sous l'encadrement de l'ONG. C'est après le départ de l'ONG en 1996 que les groupements ont adhéré à la Fédération qui y a fait affecter un vulgarisateur. Comme dans le cas précédent, le système appliqué à Dioungol s'est mis en place au fil du temps. En effet, c'est en 1991, que la pomme de terre fut introduite avec la mise en place d'un essai qui a pris 70kg de semence. Cependant, de 1992 à 1993, c'est la culture du riz repiqué en ligne qui a été pratiquée. Compte tenu des contraintes de main d'œuvre, cette technique a été abandonnée au profit du riz pluvial semé à la volée jusqu'en 1997. Les deux variétés utilisées étaient : IRAT 112 (issue de la recherche) et Sambakonkon (variété locale). En 1994, la culture de la pomme de terre est reprise avec l'introduction de deux variétés, Désirée et Astérix. C'est l'introduction de la culture du maïs en 1996 qui a permis d'arriver à une succession de trois cultures pomme de terre, maïs, riz. En 1998, avec la reprise de l'appui technique par le SNPRV les producteurs ont repris le repiquage du riz avec l'introduction de la variété CK211 venue de la recherche (centre de KILISSI). Un autre système de culture est mis en œuvre à cause d'un problème de sol. En effet, le domaine regroupe deux types de sols : *le Hollandé* (anciennement exploité avec la technique de *muki*) et le type *N'Dantari*. Ceux qui

travaillent sur sol *N'Dantari* ont un problème d'assèchement et d'échauffement du sol. Cette caractéristique fait qu'ils n'ont pas exactement le même calendrier cultural pour la pomme de terre. Sur conseils du vulgarisateur, ils plantent plus tôt et récoltent la pomme de terre à un stade moins avancé (75 j, au lieu de 90-100j) car au-delà, ils enregistrent des flétrissements. La pomme de terre récoltée sur ces parcelles n'est pas commercialisée au niveau de la Fédération mais vendue directement au marché pour la consommation courante. Cette faveur est accordée par la Fédération car la qualité (maturation) du produit ne permet pas sa conservation jusqu'à la campagne de commercialisation qui se tient au mois d'avril. Toutefois, c'est une production qui est vendue à un bon prix car elle est la première sur le marché.

Les producteurs de Dioungol ont un problème de ressources en eau pour l'irrigation du riz. Pour gérer cette insuffisance, le vulgarisateur et les responsables des groupements établissent un programme de mise en eau, pour le repiquage, et l'irrigation. L'exécution du programme est confiée à un des membres qui est chargé, d'ouvrir et fermer les vannes en fonction du temps prévu (24 h/bloc). Néanmoins, un problème réside dans le fait que les premiers qui ont repiqué n'ont pas droit à l'irrigation avant que le repiquage de l'ensemble des parcelles ne soit terminé. Or, l'assèchement prolongé des casiers favorise l'attaque des plants de riz par une chenille.

2.2.1.1.3 *Système de culture de plaine semi irrigué à base de pomme de terre en succession avec une culture associées (appliqué par le groupement de Lafou 4)*

Ce groupement dont les membres sont plus jeunes s'est constitué en 1997. Leur domaine de travail se trouve en aval de Lafou 1, mais ne bénéficie pas du réseau d'irrigation. C'est pourquoi, l'irrigation est faite à l'aide d'une motopompe, obtenue à crédit grâce à l'appui de la Fédération. Le système de culture actuel a été plutôt simplifié. Au départ, une rotation de trois cultures, à savoir la pomme de terre, le maïs (ou arachide) et le riz. Mais compte tenu de l'état du sol (moins approprié à la culture du riz), et des coûts de l'irrigation (75000 FG pour le remboursement et 35000 FG pour le fonctionnement de la motopompe) le système a évolué et met en succession aujourd'hui la pomme de terre et le maïs ou l'arachide. En outre, toujours pour réduire les coûts, le calendrier cultural a changé. En effet, la plantation qui avait

lieu en décembre-janvier est ramenée en intersaison (septembre-octobre) afin de réduire le nombre d'arrosages

2.2.1.1.4 Système de culture de tapade à base de pomme de terre en succession avec une autre culture (appliqué par le groupement de Thianguel Sonke Yeradé)

Ce groupement, lui aussi récemment constitué (1997), travaille dans des conditions toutes différentes. L'exploitation se fait collectivement sur des champs (anciennes tapades) empruntés à deux des membres. La pomme de terre est plantée en début de saison de pluies au mois de mai et est suivie de la patate douce au mois d'août ou septembre. Le groupement achète au comptant les intrants à la Fédération mais ne commercialise pas par ce canal. Une autre particularité réside dans le fait qu'une partie de la production (gros calibre) est vendue et épargnée au compte du groupement à la caisse mutuelle. La pomme de terre de calibre inférieur est répartie entre les membres pour toute utilisation personnelle.

2.2.1.1.5 Enseignements sur la zone de Timbi Madina

Dans cette zone la diversité des conditions d'exercice de l'agriculture (accès à l'eau, sol etc.) induit des comportements et des modes de gestion différenciés tant au point de vue du nombre des cultures et de leurs combinaisons, que du point de vue du calendrier cultural et le niveau d'intensification. Conséquemment, les objectifs, les moyens à mobiliser et les contraintes à surmonter ne sont pas identiques. Par exemple nous avons noté des différences entre des producteurs d'un même groupement (Dioungol) évoluant dans un même périmètre mais sur deux types de sol. De même les groupements de Lafou 1 et Lafou 4 qui sont respectivement en amont et en aval du même domaine ont des systèmes différents parce que les uns ont accès à l'irrigation permanente et les autres utilisent une motopompe. Quant aux producteurs de Sonké qui évoluent dans des anciennes tapades, ils ne peuvent faire que de la culture pluviale. Toutefois, les systèmes mis en œuvre par les uns et autres concourent toujours à une optimisation des ressources disponibles. Par ailleurs, il existe une limite partagée par tous les producteurs, qui est l'impossibilité d'étendre l'exploitation au niveau des bas-fonds. C'est pourquoi la tendance actuelle est de développer un nouveau système de culture en cultures de plaines. Il s'agit de la culture de pomme terre en « inter

saison» au mois de septembre –octobre, suivi de maïs au mois de mai. Ce système sera mis en œuvre champs extérieurs (plaines) sur sol *N'Dantari* et *Holladé* (longtemps considérés comme impropre à cette culture) Cette tendance est encouragée par les bons résultats enregistrés par certains paysans novateurs, par la disponibilité actuelle de ces terres et les possibilités de mécanisation qu'elles offrent.

Dans cette diversité, chaque vulgarisateur travaille en fonction des conditions (sol, eau, cultures) dans lesquelles se trouvent les agriculteurs de sa zone et intervient dans l'amélioration des techniques culturales, dans la gestion de l'eau, le calage du calendrier cultural, la fertilisation ou l'évaluation du matériel végétal mais ne raisonne que par culture prise isolément. Or, nous avons bien constaté que même si la pomme de terre est la culture motrice dans le bas-fond, le maïs, l'arachide et riz occupent une place non négligeable dans le revenu agricole en bas-fond (27%). C'est pourquoi il paraît souhaitable d'apprendre à raisonner sur la base de l'ensemble du système pour formuler des conseils d'amélioration car il suffit par exemple d'introduire une variété d'une culture dont le cycle ou les exigences sont différentes de la précédente, pour rompre l'équilibre actuel du système.

2.2.1.2 Zone de Ditinn

2.2.1.2.1 Systèmes de culture de plaine irriguée à base d'oignon ou de pomme de terre en assolement/rotation avec deux autres cultures (pratiqués par les groupements de Dokkal)

Les groupements de Dokkal se sont constitués suite à l'aménagement du domaine, réalisé par un projet du FENU. Le domaine, anciennement travaillé avec un système de riziculture sur *muki*, appartenait à diverses familles que sont, les *Adamayankés*, les *Kabayankés* et les *Malayankés*. Cet aménagement réalisé en 1986-87 concerne 30 ha dont 28 irrigables. Après aménagement, le projet a introduit en 1987-88 la culture de la pomme de terre qui n'a pas eu autant de succès que dans la zone de Timbi. En 1992, la culture de l'oignon a été introduite, suivie en 1994 par celle du maïs. Ces dernières années, d'autres cultures maraîchères, comme la tomate et surtout le piment, sont de plus en plus pratiquées, exclusivement par les femmes, et la culture du riz reprend de l'essor. Ainsi, les groupements de *Dokkal* n'ont pas un système de culture unique généralisé pour l'ensemble des exploitants. En effet, bien que travaillant dans les mêmes conditions de terrain et d'accès à l'eau

d'irrigation, on note tout d'abord une différence de rotation des cultures entre les parcelles des hommes et celles des femmes. La disponibilité en main d'œuvre est également un autre facteur déterminant dans le choix des producteurs. Enfin, un facteur spécifique concerne une certaine catégorie de producteurs : il s'agit de ceux qui n'appartiennent pas à l'une ou l'autre des familles propriétaires et qui travaillent sur des parcelles empruntées. En effet, les propriétaires octroient des parcelles sans contre partie monétaire affirmée, mais peuvent déplacer l'emprunteur d'une année à l'autre, et même d'une campagne à l'autre, afin de prévenir les tentatives d'appropriation qui pourraient découler d'une installation pérenne ; ce n'est pas sans conséquences sur les pratiques culturelles.

Contrairement à la zone de Timbi, les groupements de *Dokkal* n'ont pas un système généralisé dans le périmètre, bien qu'il soit irrigué. Les facteurs qui influent sur le choix du système de cultures sont : le sexe, le statut foncier et la force de travail. Ainsi, les hommes ont deux systèmes :

- un système à base de pomme de terre qui entre en assolement rotation avec d'autres cultures (maïs – riz),
- un système à base d'oignon qui entre en assolement rotation avec toujours les mêmes cultures.

Chaque culture vient toujours en culture pure sur une même sole. Pour le premier système, la pomme de terre est plantée généralement au mois de janvier avec un écartement de 40 x 70 cm. La variété Nicolas est la plus courante et a été retenue après des essais variétaux pour son rendement et sa couleur. A la différence de la zone de Timbi, les engrais organiques utilisés sont les fientes de poules qui s'acquièrent facilement avec la présence de fermes avicoles dans la localité. Cette fiente est apportée à raison de 25 sacs de 50 kg par sole d'une superficie de 2500 à 3000 m², soit en moyenne 5 t/ha. Cette quantité a été fixée à l'initiative des paysans et des vulgarisateurs. Toutefois, à leur demande, la Fédération a contracté avec le centre de recherche de Bareng pour mener un programme de recherche sur la dose optimale à appliquer. Par contre, les engrais minéraux (triple 15 ou 17) sont fournis à crédit par la Fédération. La pomme de terre qui est récoltée en mars est suivie de la culture de maïs avec un semis qui s'effectue en avril pour une récolte en juin. La différence avec la zone de Timbi est que le maïs ne vient pas en association (relais) avec la pomme de terre et il est vendu en maïs grain. Enfin le riz est semé à la volée entre les mois de juillet et octobre. Cette culture demande beaucoup de travail pour

le désherbage. Après ce cycle, sur cette même sole, le paysan débute la campagne suivante avec l'oignon (novembre-mars) suivi du maïs, ensuite du riz ou repos de la parcelle.

S'agissant du système à base d'oignon, la pépinière est installée en octobre et le repiquage a lieu en novembre pour une récolte en avril. Les techniques appliquées à cette culture sont issues des résultats des unités d'expérimentation paysanne réalisées en collaboration entre la Fédération, la recherche et la vulgarisation. En matière de variétés, quatre (Sivan, Texas early grano, Ori et Galil) ont été comparées et deux ont été retenues par les paysans : Sivan, à cause de son aptitude à la conservation (6 mois) ; Texas pour sa productivité; Ori a un cycle très intéressant (3 mois) mais pose un problème pour l'obtention de la semence. Ensuite, trois écartements (20 x 10cm ; 15 x 10 ; 10 x 10) ont été testés, ils ont permis de retenir (15 x 10). Quant à l'époque de repiquage (octobre- novembre – décembre), le mois de novembre s'est avéré le plus indiqué. Pour les engrais organiques, le type et les doses utilisées (par unité de surface) sont les mêmes qu'en culture de pomme de terre. Après la culture de l'oignon, la sole est soit semée en maïs, suivi d'un repos, soit laissée en repos, suivi de la culture de riz. Sur la même sole, la campagne suivante peut débuter, soit avec la pomme de terre soit avec l'oignon. Chez les femmes on note en plus de l'application des systèmes sus cités, un système d'assolement rotation incorporant d'autres cultures maraîchères (tomate, piment) avec le maïs et le riz. Ainsi donc, au moment même de la mise en place de la pomme de terre, elles réservent certaines soles pour ces autres cultures qui leur garantissent un revenu supplémentaire.

2.2.1.2.2 Système de culture de bas-fond non irrigué à base de pomme de terre en succession avec deux cultures (appliqué par les groupements de Télico (1 et 2))

Les groupements de Télico se sont constitués en 1997 et exploitent un domaine de 20 ha soumis à des crues du cours d'eau qui le borde. C'est pourquoi, ces groupements ne font pas de culture d'oignon, dont la mise en place a lieu au mois de novembre, période pendant laquelle le domaine est encore trop humide. Ainsi, s'il faut attendre l'assèchement de la plaine pour mettre en place l'oignon, celui-ci ne peut pas boucler son cycle (long de 5 à 6 mois) avant la tombée des premières pluies ce qui entraîne la pourriture des bulbes. Le domaine était anciennement

travaillé en cultures maraîchères et en riz inondé semé à la volée. C'est en 1997, avec la constitution des groupements, que la culture de la pomme de terre a été introduite. Cette introduction a beaucoup modifié le système de cultures et on arrive aujourd'hui à une succession de trois cultures au cours de l'année soit : pomme de terre-maïs-riz inondé, mais cette fois repiqué sur les recommandations techniques du SNPRV. Cette technique de repiquage a été introduite au moment même où la variété issue de la recherche (CK 211) sur demande du SNPRV a été disponible. De même, l'insertion de la culture de maïs entre celles de la pomme de terre et du riz a été une autre innovation. Néanmoins, certaines femmes continuent à faire quelques planches de tomate, aubergine, piment, épinard, pour des besoins d'auto consommation. La différence avec les systèmes des groupements de *Dokkal* réside dans le fait que les cultures se succèdent sans assolement et l'arrosage se fait à la main avec des arrosoirs. Les itinéraires pour la pomme de terre restent cependant les mêmes que dans les systèmes vus précédemment.

2.2.1.2.3 Enseignements sur la zone de Ditinn

A Ditinn les systèmes de culture sont aussi très divers et ne sont pas identiques à ceux de Timbi, même à *Dokkal* où les producteurs ont accès à l'irrigation pendant toute l'année. De même, divers systèmes sont pratiqués à l'intérieur du même périmètre. En outre, le travail repose essentiellement sur la force individuelle, car on ne fait pas appel à la main d'œuvre salariée comme c'est le cas à Timbi. Cette différence conduit l'agent à donner des conseils différenciés mais toujours dans le même sens que ce que nous avons déjà décrit pour Timbi. La diversité des systèmes de culture n'est pas analysée avec eux pour voir le système le plus rentable. Chaque paysan est suivi et conseillé dans ce qu'il fait. En outre les tendances actuelles ne vont pas dans le même sens à *Dokkal* et *Télico* car les uns sont plus préoccupés à améliorer leurs techniques de productions que les autres qui pensent surtout à la maîtrise de l'eau. En effet à *Télico* faute d'aménagement de leur domaine, les producteurs cherchent à acquérir une moto pompe pour alléger leur charge de travail à l'arrosage; ils en ont perçu l'intérêt à partir de l'utilisation par un des membres d'une mini motopompe prise en location la campagne agricole précédente. Combien de moto pompes faudrait-il? cet investissement est-il rentable? est ce qu'ils ne seront pas dans les mêmes limites que ceux de Lafou 4 à Timbi? Autant de questions auxquelles le vulgarisateur devrait pouvoir donner la réponse.

2.2.1.3 Zone de Missira

La zone de Missira présente aussi une certaine variété de systèmes de cultures, mis en œuvre par les producteurs. Tous les systèmes observés sont à base de culture d'oignon (arrosé). Cette culture n'est pas récente dans la zone et se pratique depuis une trentaine d'années en succession avec le tabac. La culture de tabac a été progressivement abandonnée à cause de la cigarette manufacturée qui a gagné le marché; quant à la culture de l'oignon, elle a été interrompue, suite à l'interdiction, par les services des Eaux et Forêts (au temps de la 1^{ère} République), de l'exploitation des terres qui longent les cours d'eau, lieux où elle se pratiquait. Elle a connu une reprise effective avec la mise en place de la filière oignon de la Fédération des paysans du Fouta. Dans la zone, les critères de choix des systèmes tiennent surtout compte de la distance des domaines par rapport au village et de la superficie disponible. Ainsi ceux qui travaillent à côté du village disposent de terres qui leur permettent de faire de l'oignon et du maïs (Groupements de Missira centre, Saarè kindia et de Koûtè) Par contre le groupement de Koundièya ne fait pas de maïs après l'oignon mais plutôt du piment, du gombo et de l'aubergine.

2.2.1.3.1 Système de culture de bas-fond non irrigué à base d'oignon en succession avec le maïs (appliqué par les groupements de Missira et Saarè Kindia et Koûtè)

Une spécificité de cette zone par rapport aux autres qui pratiquent l'oignon (Ditinn par exemple) réside dans les itinéraires techniques pratiqués. En effet l'oignon est généralement semé en pépinière pour être repiqué à partir de 45 jours. Or, depuis une trentaine d'années, les paysans de cette localité ont toujours eu l'habitude de semer à la volée. Cette pratique permet d'avoir un cycle plus court, des bulbes moyens qui se conservent plus longtemps et une suppression de l'opération de repiquage. Par contre, elle demande plus de semences, pose plus de problèmes pour l'entretien et la commercialisation (les commerçants préfèrent les gros bulbes). Les techniciens de la Fédération qui faisaient l'appui technique avant le SNPRV et les vulgarisateurs depuis 1996 ont déployé beaucoup d'efforts pour faire adopter les techniques de repiquage mais «*nous préférons semer*», disent les producteurs. C'est pourquoi la Fédération, le SNPRV et la recherche ont entrepris des essais en milieu paysan pour améliorer cette pratique. Il s'agit de semis en ligne avec une

densité plus faible afin de faciliter les travaux d'entretien. Il arrive de procéder à un démariage/ regarnissage.

2.2.1.3.2 Système de culture de bas-fond à base d'oignon en succession avec autres cultures maraîchères (piment, gombo, aubergine), appliqué par le groupement de Koundièya :

Les paysans de Koundyèya ne font, ni du riz, ni du maïs après l'oignon à cause de l'éloignement des parcelles par rapport au village et de l'obligation de surveiller. Le riz est exclusivement cultivé sur les coteaux et le maïs dans les tapades. C'est au village que les pépinières de piment et d'aubergine sont installées et la transplantation a lieu après la récolte de l'oignon.

2.2.1.3.3 Enseignements sur la zone de Missira

Les producteurs de la zone de Missira exploitent des parcelles plus petites et non aménagées. Cette situation n'encourage pas les producteurs à introduire la culture du riz (qui exige une surveillance) dans leur système. Ils appliquent des itinéraires différents de ceux des producteurs d'oignon de Ditinn à cause de leur contrainte en eau, due au tarissement des cours d'eau vers le mois d'avril, les obligeant ainsi, à creuser des puits dans les parcelles. Cette contrainte semble aussi être un facteur encourageant le maintien du semis à la volée de l'oignon, qui permet de réduire d'un mois le cycle de la culture. Une action originale dans cette zone est la recherche de l'amélioration de cette pratique à laquelle les paysans sont attachés, par les vulgarisateurs avec le concours de la recherche. De même, l'échange entre les agents qui a permis d'utiliser des expériences paysannes d'une autre zone pour répondre à des demandes des paysans de la zone sur la conservation des cossettes de manioc. Au cours de la campagne agricole 2000 des essais réussis de riz après le maïs, suscitent beaucoup d'intérêt auprès de ceux qui ont leurs domaines à proximité du village.

2.3 MODE DE VULGARISATION

Dès sa création, le SNPRV a travaillé dans un esprit de prise en compte des préoccupations des producteurs, et d'actions communes pour trouver des solutions efficaces à leurs contraintes. C'est à cette tâche que les vulgarisateurs se sont attelés en collaboration avec les groupements des producteurs. Les conseils

apportés par les vulgarisateurs sont issus d'une collaboration entre la Fédération, la recherche et le SNPRV. Ces efforts de complémentarité ainsi manifestés visent à répondre à deux préoccupations :

- favoriser l'adéquation entre les programmes de recherche et les préoccupations des producteurs.
- favoriser l'intégration durable des innovations au sein des exploitations encadrées.

Ainsi, les rôles des différents agents ont été redéfinis au sein d'une démarche collective. La tâche dévolue aux vulgarisateurs comprend essentiellement une fonction de diffusion des résultats issus des expérimentations en milieu paysan, l'appui au renforcement des capacités internes des groupements et de leurs responsables.

2.3.1 PROCESSUS DE GENERATION ET DE DIFFUSION DES INNOVATIONS.

2.3.1.1 Mise au point des innovations.

Nous avons déjà souligné que la recherche de solutions est directement liée aux objectifs définis par la Fédération qui elle-même fait référence aux facteurs qui entrent en jeu dans l'amélioration de la productivité et de la qualité. Ces facteurs ont été globalement plus techniques les quatre premières années. En effet, sur la base d'un recueil des problèmes (techniques) qui se posent au niveau des différentes zones et pour les différentes cultures soutenues par la Fédération (pomme de terre, oignon), une hiérarchisation a été faite par les techniciens. Les aspects retenus constituent ainsi les bases de négociation contractuelle avec le centre de recherche de Bareng pour la recherche de solutions. Les programmes directement concernés sont de fait ceux de la pomme de terre et des cultures maraîchères. Dorénavant, le mandat spécifique assigné au programme pomme de terre est de mettre au point des référentiels techniques utilisant les facteurs de production disponibles localement, les techniques culturales et la protection des cultures contre les nuisibles. Il a pour objectif d'introduire et d'évaluer des variétés de pomme de terre en Moyenne Guinée, de mettre au point des méthodes de lutte intégrée contre les principaux insectes et maladies.

S'agissant du programme cultures maraîchères, entre autres cultures il se fixe comme objectif d'introduire et d'évaluer des variétés performantes d'oignon de jours

courts. Ceci a permis de formuler cinq projets de recherche pour l'oignon et quatre pour la pomme de terre (cf annexe 4)

Par ailleurs, l'ambition d'étaler la production de l'oignon à la saison hivernale, période pendant laquelle le marché est déficitaire a conduit à explorer d'autres voies. Il s'agit de la production de bulbilles avec la variété Violet de Galmi (semis au mois de janvier et récolte en fin mars) pour les planter en septembre et récolter en fin octobre (pour la vente). De même, le souci de récupérer les produits de mévente après la commercialisation les amène à recycler ces bulbes en les plantant en saison hivernale. Dans ce processus, la vulgarisation est associée au niveau de l'identification des problèmes. Il revient à la recherche de concevoir le protocole, de choisir les sites et de former les vulgarisateurs. Ces derniers choisissent les producteurs, mettent en place les essais et assurent le suivi sur la base de fiches pré établies par les chercheurs concernés.

2.3.1.2 Mode de diffusion des innovations.

Le moyen qui avait prévalu jusqu'en 1994 dans la diffusion était la démonstration de l'innovation sur une parcelle, avec le postulat que les résultats de celle-ci, comparés à ceux d'une parcelle témoin inciteraient le producteur à changer de méthode. L'intervention des agents est facilitée aujourd'hui par le partenariat avec les groupements de producteurs. En effet, la diffusion se fait de plusieurs façons à savoir :

- A partir des résultats des unités d'expérimentation paysanne, les producteurs appliquent directement ce qui leur semble meilleur pour eux.
- A partir des échanges techniques basés sur des visites inter groupements que la Fédération organise. Les producteurs visiteurs reçoivent directement les informations nécessaires de leurs homologues visités (identifiés par les vulgarisateurs)
- A partir de simples conseils ou indications donnés par le vulgarisateur. Dans ce cas, les responsables des groupements jouent un rôle important dans l'application des recommandations. Ils sont souvent les premiers à l'appliquer et veillent à ce que tous les membres le respectent surtout quand il s'agit de la fertilisation, au point qu'un producteur peut se voir obligé d'appliquer la quantité recommandée en engrais organique pour bénéficier de l'engrais minéral. Cette

règle est appliquée pour garantir un bon rendement, afin de pouvoir s'acquitter du crédit de campagne.

- Pour la culture de l'oignon des fiches techniques dessinées et transcrites en "pular - caractères arabes" sont remises aux agriculteurs pour s'y référer.
- Dans la zone de Timbi Madina les producteurs utilisent beaucoup la main d'œuvre temporaire pour différentes opérations culturales. Cette spécificité n'entrave cependant pas l'application des recommandations techniques. En effet, ces tâcherons qui viennent généralement d'autres villages (voire villes) travaillent sous la surveillance des producteurs qui les utilisent et sont obligés de respecter toutes les techniques. Ils acquièrent l'expérience sous la direction des producteurs qui eux-mêmes font leur apprentissage avec le vulgarisateur. Une fois une technique maîtrisée chez les premiers producteurs, les tâcherons l'exécutent désormais seuls chez d'autres, et contribuent ainsi directement à la diffusion de l'innovation.

S'agissant du nombre de groupements à encadrer, il a sensiblement augmenté suivant les vulgarisateurs et les localités, avec une moyenne de cinq à huit contre deux initialement fixé par la Fédération en début de collaboration. Le vulgarisateur prédéfinit son programme de travail avec chaque groupement, contrairement au programme fixe de quinzaine qu'il élaborait chaque année en début de campagne et qu'il fallait respecter rigoureusement toute la campagne durant. De même, son programme de formation est désormais lié au juste besoin et au moment indiqué pour résoudre un problème.

2.3.1.3 Domaines d'intervention

L'intervention de la vulgarisation a concerné surtout les aspects techniques et a essentiellement porté sur les itinéraires, la fertilisation (doses et modes), la conservation, les périodes de plantation, l'évaluation et le choix de variétés. Mais depuis 1999, le SNPRV élargit ses activités au renforcement interne des groupements de producteurs. Ainsi, les aspects comme l'organisation pour la gestion de l'eau, l'organisation de la commercialisation, les enquêtes techniques et le compte d'exploitation sont de plus en plus pris en compte. Pour les aspects de traitements phytosanitaires les vulgarisateurs remontent les demandes des producteurs au niveau des agents privés traitement phytosanitaire (AFTP) de la préfecture, qui

négocient directement avec les concernés, pour intervenir. Mais il serait prématuré de se prononcer sur l'efficacité de l'intervention de ces agents qui se sont installés en 1999. Toutefois l'effectif de deux agents prévus par préfecture ne semble pas en mesure de répondre à toutes les demandes éventuelles de la préfecture. De même, ces agents, bien qu'étant des agronomes qui ont opté pour le privé, ne peuvent avoir toutes les compétences requises dans un domaine aussi délicat sans des formations intenses et pointues sur le diagnostic phytosanitaire et les moyens de lutte contre les ennemis et maladies des plantes. En outre, il faut aussi ajouter les questions d'obtention de matériel de traitement adéquat.

Par ailleurs nous avons vu que les vulgarisateurs travaillent avec les producteurs sur d'autres cultures que l'oignon et la pomme de terre. Ces cultures qui viennent en succession, association ou assolement/rotation avec les cultures principales revêtent une importance dans les systèmes de culture mis en œuvre par les producteurs. Face aux préoccupations liées à ces cultures (incluant des aspects de conservation et transformation), les vulgarisateurs ont recours à leur hiérarchie qui recherche la solution en collaboration avec autres partenaires (recherche, ONG, etc.) Les agents ainsi formés pour répondre à ces demandes intègrent les activités prévues à cet effet dans leur programme d'intervention (cf.annexe3) En dehors de ces thèmes, les Directions Régionales assurent des formations sur d'autres qu'elles estiment opportuns. De même, la Direction Générale recommande souvent des thèmes qui portent sur des aspects plus généraux qui requièrent des actions d'information et de sensibilisation. Ces thèmes sont issus de convention de collaboration entre le SNPRV et certains services techniques du Ministère de l'agriculture (Génie rural, Eaux et Forêts) ou d'autres Ministères comme ceux de la santé et de l'environnement.

2.4 ENSEIGNEMENTS SUR LA COLLABORATION

La collaboration entre le SNPRV, la Fédération des paysans et la recherche dans un processus de génération et de diffusion d'informations techniques a permis une adéquation des services offerts, aux préoccupations des producteurs. De même, cette collaboration a eu des implications positives au niveau de l'organisation de la vulgarisation et de la recherche. En effet,

2.4.1 DU POINT DE VUE DE LA VULGARISATION

La préparation concertée de la campagne a permis d'utiliser plus efficacement les ressources (temps, personnel, et certainement les fonds.) De même l'établissement d'un calendrier d'activités coordonnées et, par-là cadrer les efforts des agents avec les besoins du moment, durant une période déterminée, a eu pour conséquence : l'adaptation du programme de travail des vulgarisateurs à la demande des producteurs, l'accroissement de la fréquence de visites aux périodes de pointes et la remontée régulière des problèmes rencontrés. Sur le terrain, il s'est établi une confiance telle, entre vulgarisateurs et paysans, qu'ils n'ont plus recours à des parcelles de démonstration pour prouver le bien fondé de leurs propositions comme l'affirmait la présidente du groupement féminin de Dokkal à Ditinn «*nous ne sommes plus au moment où ils nous tenaient la main pour nous apprendre à bien planter*». Ainsi, pour la pomme de terre et l'oignon, les solutions liées aux itinéraires techniques sont souvent issues des résultats des unités d'expérimentation paysanne, menées ensemble par les vulgarisateurs et les paysans, sur proposition de la recherche. Outre ces solutions, les agents apportent des conseils sur la base de formations reçues en fonction de leurs demandes, de fiches techniques élaborées en collaboration entre les techniciens de la Fédération, les formateurs du SNPRV et les chercheurs concernés, ou de leurs expériences personnelles sur le sujet, comme par exemple le traitement au piment des semences de maïs contre les charançons et sa conservation dans des bouteilles (Télico). En outre, les vulgarisateurs s'efforcent à prendre en compte la diversité des situations et des cultures dans leurs activités. Ainsi nous avons vu l'exemple de Timbi où le vulgarisateur établit, avec les paysans, un calendrier cultural spécifique pour ceux qui travaillent sur sol *N'Dantari* à Dioungol. De même, le vulgarisateur qui travaille avec deux groupements (Lafou1 et Lafou4) donne des conseils adaptés à chaque situation, parce qu'ils n'ont pas le même accès à la ressource en eau.

Du point de vue recherche de solutions, on note une tendance à l'élargissement des relations à d'autres acteurs comme l'ONG SG2000, un pharmacien privé pour la formation en santé animale, l'Institut Agronomique de Faranah pour la formation au compte d'exploitation. En plus, une autre innovation est le début de prise en compte d'expériences paysannes d'une zone à l'autre autre; c'est le cas des agents de Missira (Koubia) qui ont bénéficié à leur demande, d'une formation donnée par un

paysan sur ses pratiques de conservation des cossettes de manioc. Cet atelier a eu lieu à Matakaou (autre zone de Koubia) avec l'appui de la Direction régionale. Pour les vulgarisateurs, un autre aspect important est l'implication des femmes dans les activités de vulgarisation; en effet que ce soit avec les groupements mixtes ou les groupements féminins, les vulgarisateurs travaillent avec elles comme avec les hommes, ce qui n'était pas facile pour les agents, à cause de la coutume de la région qui veut qu'on s'adresse à la femme, par l'intermédiaire du mari ou tout au moins avec l'autorisation de celui-ci. Par conséquent, le contenu du programme de vulgarisation a évolué en raison des orientations que la Fédération donne pour atteindre ses objectifs d'une part, les demandes spécifiques des producteurs ainsi que des recommandations du SNPRV sur des aspects généraux d'autre part. En effet, pour :

- la région de Labé, 50% des thèmes enseignés l'ont été sur la demande de la Fédération et des producteurs à travers les vulgarisateurs, 34% de la Direction régionale, 13% de la Direction générale et 2,6 % par d'autres. Pour l'ensemble des thèmes 51% sont liés à des aspects autres que les itinéraires techniques (conservation, transformation, gestion, élevage...), et sur ces autres aspects 40% sont des demandes de la Fédération et des producteurs (cf. annexe)
- la région de Mamou, 62.7% des thèmes enseignés sont des demandes de la Fédération et des producteurs, 13.5% de la Direction régionale, 8.4% de la Direction générale et 15.2% par d'autres. Pour l'ensemble des thèmes enseignés, 30.5% concernent des aspects autres que les itinéraires techniques (agro-foresterie, élevage, organisation planification...). Pour ces aspects, 27.7% des thèmes sont sur demande de la Fédération et des agriculteurs. (cf. annexe 3) Cependant, toutes les interventions consistent à accompagner les producteurs sur les systèmes mis en place, culture par culture. Les agents ne semblent avoir une vision du fonctionnement global pour raisonner « systèmes » ou faire avec les paysans des évaluations économiques des actions mises en œuvre.

Le suivi conjoint de la campagne au regard des objectifs, porte généralement sur des points comme le respect des échéances, la mesure dans laquelle les engagements ont été respectés, alors que l'évaluation en fin de campagne (bilan) est plutôt centrée sur l'appréciation des changements désirés.

En somme la vulgarisation a acquis une grande flexibilité; qui a permis de diversifier de plus en plus les thèmes qui sont choisis en fonction de la région, de la

zone, de la localité et même des conditions spécifiques dans lesquelles travaillent les agriculteurs. Cela a favorisé l'adoption par les agriculteurs des techniques culturales, l'utilisation de semences sélectionnées, engrais organiques et minéraux à des doses optimales, le respect du calendrier agricole, l'exploitation judicieuse des terres, des techniques de conservation, de soins primaires des animaux etc. Toutefois dans l'avenir on pourrait encore décentraliser la planification des activités au niveau des zones où les unions joueraient le même rôle que la Fédération au niveau régional.

2.4.2 DU POINT DE VUE RECHERCHE AGRICOLE

L'amélioration est aussi importante car il y a eu re-définition des modalités de prise en compte des demandes paysannes exprimées par leur organisation et évolution des mentalités. En effet, avant 1995, les chercheurs en collaboration avec la vulgarisation installaient des unités d'expérimentation paysanne (UEP). qui étaient considérées par les chercheurs comme la dernière étape de leur démarche classique de mise en place des essais (station - points d'essais - UEP). Ces UEP étaient supportées par la recherche (semences, engrais, déplacement des chercheurs) et portaient uniquement sur les introductions variétales (maïs, pomme de terre, orangers etc.) mais jamais sur des techniques culturales ou de conservation pas plus que sur les doses d'engrais. Du côté de la vulgarisation, le nombre d'UEP installées constituait un critère d'évaluation pour la préfecture. Ainsi la planification se faisait en début campagne au centre de recherche de Bareng, par les chercheurs et les responsables de la vulgarisation d'alors. Le nombre total d'UEP dépendait de la disponibilité en semences au niveau de la recherche et la répartition entre préfectures était à l'initiative de la vulgarisation. Le même scénario était appliqué au niveau des préfectures pour la programmation des UEP dans les différentes zones. Les paysans quant à eux s'y intéressaient parce la production revenait gratuitement au paysan ayant cédé sa parcelle. Toutefois, cela a permis de faire connaître le matériel végétal disponible et de le disséminer. A présent, le concept d'UEP est complètement renouvelé car les chercheurs ne considère plus l'exploitation agricole des paysans comme un simple lieu d'expérience ou d'application pour diffuser leurs "recettes", mais un lieu d'échange technique avec les agriculteurs et les vulgarisateurs pour chercher la solution à un problème réel des agriculteurs. Ce changement leur a permis d'orienter leurs activités de recherche sur les problèmes techniques prioritaires des organisations de producteurs (cf annexe 4).

Par exemple, pour répondre à la demande de variétés d'oignon, sur les 85 variétés introduites et étudiées en station, huit ont été évalués en milieu paysan (Texas Early grano, Ori, Sivan HA-202, Galil H-7, P5 x 13 489, BGS 71 F1, HA 950, Granex) De ces huit variétés, les variétés Sivan HA – 202 et Texas Early grano ont été adoptées dans toutes les zones et font l'objet de commandes de la Fédération. Trois densités de peuplement avec des écartements correspondant ont été testées en milieu paysan 500 000 plants par hectare (20x10 cm), 666 000 plants (15x10 cm) et 1 million de plants (10x10 cm) A l'issue des tests en milieu paysan, les deux premières se sont révélées les meilleures et ont été adoptées respectivement 20x10cm pour la saison pluvieuse et 15x10cm pour la saison sèche. Pour la fumure minérale quatre doses de triple 17 ont été comparées à un témoin (sans apport d'engrais minéral) Ces doses ont été de 300, 550, 750 et 1000 kg par hectare de triple 17 sur un fond de 20 tonnes de matière organique (fumier bien décomposé); le meilleur rendement (50 tonnes) a été obtenu avec la dose de 1000 kg contre 24 tonnes pour le témoin. Cet essai sera poursuivi avec l'évaluation économique. Ainsi, l'introduction et l'évaluation de nouvelles variétés par le centre de recherche de Bareng ont permis aux producteurs de disposer de variétés adaptées et de favoriser l'augmentation des rendements qui sont passés d'une moyenne générale de 8 tonnes en 1993 à 20 tonnes en 1998.

Pour la pomme de terre, huit variétés ont été introduites et comparées à la Nicolas habituellement plantée par les producteurs, dans le but d'identifier des variétés adaptées aux conditions d'altitude (700 à 1000 m). Du point de vue longueur de cycle, 3 variétés se sont révélées plus précoces avec 75 jours (70 050/96, 71 343 et Anaïs). En matière de rendement, deux variétés ont dépassé Nicolas avec 21,01 tonnes contre 20,2 tonnes. En ce qui concerne la richesse en matière sèche, les variétés 70 050/96 (20,80%) et 71 343 (20,20%) se sont montrées meilleures; pour la tolérance aux nuisibles, Nicolas, Mondial et Pompadour se sont montrées moins sensibles. Les principales maladies identifiées lors de cette étude sont la fonte de semis, l'alternariose, la fusariose, le flétrissement, la jambe noire, les maladies virales la gangrène. Grâce à tous ces efforts les rendements moyens sont passés de 12 à 20 tonnes par hectare.

2.4.3 DU COTE DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

La Fédération des paysans du Fouta a pris une initiative positive en faisant assumer certains rôles qu'elle s'était vu dans l'obligation d'assumer, à la recherche et la vulgarisation. En effet, la Fédération a démarré en s'efforçant à la fois d'apporter tous les appuis nécessaires (information, approvisionnement, crédit, commercialisation etc.) à ses membres. La création d'un environnement institutionnel plus favorable (décentralisation des activités de vulgarisation au niveau régional, réorganisation de la recherche) en 1995, la bonne structuration des producteurs de la base au niveau régional, la capacité de la Fédération à orienter et accompagner le développement des filières, ont été autant de conditions qui ont favorisé la mise en place d'un dispositif régional au sein duquel le rôle de chaque acteur vient en complément de l'autre. Dans cette dynamique, les organisations de producteurs se sont montrées aptes à construire et développer le partenariat avec les services de développement. Cette capacité se traduit par l'orientation et la formation des agents, la contribution à l'élaboration et à l'exécution collectives des programmes de recherche et vulgarisation, l'établissement de contrats et le paiement de certains services, la participation aux instances de décision ainsi que le suivi et l'évaluation des activités et des résultats. Cette collaboration a permis à la vulgarisation elle-même d'adapter ses méthodes de travail, de mieux prendre en compte les demandes des producteurs et d'arriver à une large diffusion des technologies; de rapprocher les chercheurs des réalités de terrain et d'aller souvent plus vite dans la mise au point et l'adaptation des technologies; aux organisations de producteurs de disposer de plus de temps pour s'occuper des aspects économiques et d'alphabétisation des paysans.

3. Vers un conseil de gestion des exploitations agricoles

3.1 FACTEURS FAVORABLES

Au cours de ces dernières années, l'agriculture a sensiblement évolué de telle sorte qu'une nouvelle lettre de politique de développement agricole (LPDA2) a été nécessaire. Ces changements et les perspectives de développement du secteur agricole définies par la LPDA2 rendent de fait, indispensables, des ajustements de la vulgarisation agricole. De même, la nécessité d'appui aux organisations professionnelles agricoles considérées désormais comme le « pivot des actions de développement agricole » (MAEF, 1997), exige une adaptation continue de la vulgarisation aux nouveaux besoins exprimés par ces organisations. C'est pourquoi, dans cette partie nous ferons un bref aperçu des perspectives de développement du secteur agricole, l'évolution de la demande des producteurs, et la nécessité d'une adaptation constante de la vulgarisation aux nouveaux besoins des producteurs. Ensuite, nous verrons quelques modalités probables pour l'évolution du mode de vulgarisation actuel vers un conseil de gestion des exploitations agricoles.

3.1.1 PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

La performance du secteur agricole est une composante importante dans l'effort national de résorption de la pauvreté car celle ci est essentiellement un phénomène rural. Selon un rapport du Ministère du Plan et de la Coopération, 52,5% de la population rurale est en situation de pauvreté. La distribution de revenus en zone rurale par le développement d'activités agricoles sera donc l'un des moyens prioritaires de lutte contre la pauvreté.

La mise en œuvre des mesures préconisées par la LPDA1 a permis d'améliorer globalement les performances du secteur agricole et de créer de multiples dynamiques régionales et nationales au sein du monde rural.

La production vivrière a enregistré une nette progression contribuant ainsi au renforcement de la production nationale et a permis de diminuer de façon significative le niveau des importations qui sont passées par exemple pour le riz, de 228 000 tonnes en 1996 à 180 000 tonnes en 1997. Les mesures préconisées dans la LPDA2 devraient permettre de consolider cette tendance.

Les actions prévues au titre des infrastructures rurales permettront de réhabiliter les pistes rurales et d'en entretenir environ 12 000 km, construire 1900 ouvrages de franchissement, 19 grands ponts et d'aménager 18000 ha de bas-fonds.

Du point de vue institutionnel, les différentes mesures envisagées par la LPDA2 devraient permettre de rendre plus performantes les structures d'appui au monde rural, notamment les services chargés de la vulgarisation et de la recherche agronomique où un accent particulier est mis sur le renforcement des capacités par la formation des ressources humaines.

La promotion du secteur privé et la création d'emploi en milieu rural constituent les enjeux stratégiques de la LPDA2 auxquels un intérêt particulier est attaché. D'ores et déjà, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a entrepris une expérience pilote de formation de ses agents à l'esprit et à la création d'entreprises dans le cadre du Projet National des Services Agricoles (PNSA). L'objectif de cette composante, dont l'exécution est confiée à l'ONG PRIDE, est de sensibiliser et de sélectionner des candidats motivés, présentant les aptitudes nécessaires pour devenir des chefs d'entreprises.

Pour le sous secteur de l'Agriculture, sachant qu'en 1995 son taux de croissance était estimé à 3,6% et celui du sous secteur forêts à 3%, il est envisagé que le PIB agricole (toutes productions végétales confondues) atteigne les 6% en l'an 2000 et un taux de 10% en l'an 2010 (MAEF, 1997)

La LPDA2 propose de créer les conditions pour améliorer l'efficacité des marchés, stimuler l'initiative privée, créer des conditions pour l'efficacité des exportations et optimiser les choix publics locaux. Cela doit contribuer à faciliter les dynamiques d'investissement privé de production et de recherche d'amélioration de la productivité dans l'agriculture. On peut aussi en atteindre l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction des importations de riz. Ces résultats, couplés aux efforts d'exportation, devraient améliorer très progressivement la balance des paiements et permettre au même rythme, de baisser les taux d'intérêts, créant les conditions d'une croissance des investissements, pour constituer un cercle vertueux de développement économique.

En somme, compte tenu des récents changements de l'agriculture et de la nouvelle orientation de la politique agricole, il est logique que la vulgarisation intègre des notions économiques tout en conservant une approche technique. Ceci ne veut aucunement dire que la vulgarisation agricole négligera la diffusion des techniques

de production; bien au contraire, le perfectionnement de ces techniques est encore plus nécessaire pour accroître l'efficacité des exploitations agricoles. Cela signifie seulement que les techniques seront déterminées en tenant compte des contraintes et opportunités économiques.

3.1.2 EVOLUTION DE LA DEMANDE DES PRODUCTEURS EN MATIERE D'APPUI

De nos jours, les OPA sont perçues comme une alternative favorisant le développement agricole dans un contexte de désengagement de l'Etat. En effet, elles reprennent des fonctions (économiques, techniques ou d'intérêt général), anciennement dévolues à l'Etat. A cet égard, « ces organisations ont souvent besoin de se « professionnaliser », de devenir plus compétentes et plus efficaces sur le plan opérationnel (Mercoiret, Berthomé. 1994) L'appui à cette professionnalisation doit porter sur les activités autour desquelles se sont organisés les paysans. Pour notre cas, il s'agit de production et de commercialisation de la pomme de terre et de l'oignon.

Nous avons noté dans l'expérience de collaboration entre le SNPRV et la Fédération des producteurs du Fouta (cf. 2^{ème} partie) des résultats encourageants. Cependant, bien qu'appréciables, les résultats de cette collaboration ne constituent pas une fin en soi. Ils doivent être poursuivis pour répondre aux besoins sans cesse croissants et changements des producteurs, pour une meilleure optimisation de leurs exploitations agricoles. En effet, ces producteurs mènent des activités de production basées sur une culture de rente. Dans la pratique, cette culture de rente est une composante de base de tout un système qui semble être bien organisé et plus ou moins maîtrisé, mais qui pourrait toujours être amélioré. Par ailleurs, le souci constant des producteurs et de leurs responsables à d'augmenter leurs revenus, les incite à explorer différentes voies, tant au point de vue de la production que de la commercialisation. C'est ainsi que, du point de vue de la production les producteurs et leurs responsables envisagent une extension des superficies en réalisant des aménagements et en exploitant des champs hors bas-fond (sur sol *N'Dantari et Hollandé*). De même, l'amélioration des conditions de travail fait penser au développement de la petite mécanisation (attelage) et de la mécanisation intermédiaire (motoculteurs) parce que les sols s'y prêtent bien. En outre, la recherche constante de matériel végétal performant (productivité et qualité à la

conservation) et adapté aux conditions édapho-climatiques de la région figure parmi leurs priorités.

S'agissant de la commercialisation, la possibilité à terme de pouvoir produire en toutes saisons et de s'ouvrir au marché sous régional (Sénégal), est partagée par les producteurs et leurs responsables professionnels. Tous ces objectifs rejoignent évidemment les orientations stratégiques nationales soutenues par les bailleurs de fonds. Mais, la réalisation de ces objectifs nécessite une meilleure connaissance du milieu, des investissements, l'acquisition d'un nouveau savoir-faire, car le développement de nouveaux systèmes de production demande toujours un réajustement de l'équilibre global entre les différentes composantes. De même, dès que les produits doivent franchir la frontière du pays, ils deviennent d'avantage tributaires d'un système de commercialisation dans lequel les prix sont plus difficilement maîtrisables. Par conséquent, l'exportation fera intervenir d'autres facteurs à prendre en compte (normes requises à l'exportation, goût du consommateur, transport, stockage voire transformation.) Dès lors, la maîtrise du système de commercialisation revêt autant d'importance que la recherche de l'efficacité des activités de production agricoles. Par conséquent, ces exigences constituent de fait, des demandes spécifiques qui correspondent à des besoins de renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations. D'ores et déjà, le Conseil national des paysans de Guinée dans sa note de contribution à la table ronde des bailleurs de fonds tenue à Conakry du 25 au 28 septembre 2000 définit deux grands axes de démarche visant au renforcement des capacités des organisations professionnelles à savoir :

- Le développement de formations spécifiques pour accroître les capacités stratégiques des responsables des OPA : connaissances techniques et économiques de l'exploitation agricole, compréhension du fonctionnement et des enjeux des filières agricoles, rôles et intérêts des différents acteurs, aptitude à la négociation avec une prise en compte des préoccupations des membres des groupements à la base.
- L'ouverture sur les problèmes agricoles et économiques sous régionaux et internationaux par l'organisation d'échanges avec les OPA des autres pays de l'Afrique de l'Ouest.

Pour y répondre, le SNPRV devra lui même développer des capacités d'analyse des situations réelles et de raisonnement économique.

3.1.3 NECESSITE D'UNE ADAPTATION CONTINUE DE LA VULGARISATION

Pour accomplir sa mission principale, le SNPRV à travers ses agents vulgarisateurs de base appuyés par un personnel d'encadrement, est en contact direct avec près de deux cent mille familles rurales organisées en petits groupes de contact ou groupements de producteurs. Dès 1995, le service a privilégié la vulgarisation «participative». La mise en œuvre de cette stratégie est facilitée grâce à la collaboration entre les Directions Régionales du SNPRV et les Fédérations de producteurs. Dans le cadre cette collaboration au Fouta Djallon la vulgarisation a permis déjà d'aider les producteurs à résoudre un certain nombre de leurs problèmes techniques. Le fait que le SNPRV et la Fédération attachent plus d'importance aux problèmes de formations techniques montrent que l'aspect amélioration de la productivité est primordial à leurs yeux. Cependant, une orientation sur l'opportunité d'une approche de conseil plus équilibrée portant sur la rentabilité économique de telle ou de telle alternative serait sans doute utile à entreprendre.

En effet, tout en notant l'avantage des mesures envisagées pour le soutien du développement agricole et la volonté des producteurs et de leurs responsables, la mise en œuvre des perspectives définies pourrait poser quelques problèmes liés à la nécessité :

- d'une optimisation économique des exploitations existantes
- d'extension des exploitations agricoles
- d'un recours à des investissements
- d'une recherche de produits de qualité à prix compétitifs

Dans cette évolution, il en résulte que la vulgarisation, tout en maintenant son effort pour l'amélioration des techniques de production, se trouve obligée de se réorganiser en s'appuyant sur des concepts économiques. Dans l'avenir, le conseil de gestion des exploitations agricoles voire «*le conseil de commercialisation*» devraient jouer un rôle important dans l'orientation des activités de la vulgarisation. Mais, bien qu'apparaissant comme nécessité, le conseil de gestion des exploitations ne saurait être improvisé. En effet, la mise au point de méthodes et outils de gestion des exploitations agricoles devra se construire progressivement, dans un processus d'adaptation d'expériences existantes, en fonction des conditions dans lesquelles ils devront être appliqués. Cette adaptation est d'autant plus nécessaire que les expériences connues aujourd'hui ont été développées dans des contextes différents

du contexte africain en général et guinéen en particulier. Par exemple Mercoiret et al, 1994 notent «En Afrique les outils mis en place en France paraissent difficilement «extrapolables» dans les conditions économiques et institutionnelles existantes ». Toutefois les expériences d'adaptation ou de mise au points d'outils adaptés à la réalité locale, acquises en Afrique de l'Ouest grâce à la coopération avec des institutions expérimentées permettent de formuler un certain nombre de propositions par rapport à des dispositions préalables à envisager pour la mise en œuvre d'un conseil de gestion des exploitations agricoles.

3.2 POUR UN CONSEIL DE GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU FOUTA DJALLON

Le conseil de gestion des exploitations agricoles a été défini de la façon suivante (Kleene, 1996) : «Le conseil de gestion est une méthode qui prend en compte l'ensemble de la situation d'une exploitation et cherche, en dialogue avec le paysan, un cheminement d'amélioration qui s'étend souvent sur plusieurs années». Toutefois le conseil peut être seulement technique : il vise alors le plus souvent à améliorer une pratique culturale (ou d'élevage) des producteurs. Il peut s'agir d'un conseil technico-économique qui vise à aider l'agriculteur, à choisir ses pratiques techniques en tenant compte de leurs effets économiques. Le conseil de gestion (ou d'exploitation) est, lui, une aide à l'agriculteur pour la prise de décision. (Mercoiret et al, 1994),

En Afrique, (Mercoiret et al, 1994) estiment que le conseil de gestion doit être abordé par des groupes et à partir d'une conception d'aide à la décision (et donc de la structuration de l'information sur les techniques, les fonctionnements et l'environnement des exploitations) plutôt que de conseil normatif, inévitablement individuel» Ce postulat correspond aux possibilités du Fouta Djallon. En effet, nous avons déjà vu que la Fédération des paysans collabore avec le SNPRV et la recherche dans cette région depuis 1995, ce qui constitue un atout majeur pour la mise en œuvre de cette forme de vulgarisation. Kleene.,(1996) a estimé naguère que :«Le conseil de gestion des exploitations agricoles peut s'intégrer sans difficulté majeure au système Formation et Visite (F&V), et peut renforcer les objectifs recherchés par ce dernier à condition que ses exigences spécifiques soient respectées». Dès lors la question devient, selon quelles modalités mettre en œuvre

cette intégration? Toutefois la flexibilité du mode de vulgarisation aujourd'hui acquise par le SNPRV grâce à la collaboration avec les organisations des producteurs le prédispose à la poursuite de son évolution pour laquelle cette partie présente nos suggestions. Les options envisagées concernent des propositions : sur des dispositions nécessaires à la mise en route du conseil de gestion.

3.2.1 DISPOSITIONS UTILES POUR LA MISE EN OEUVRE D'UN CONSEIL DE GESTION

3.2.1.1 Information :

3.2.1.1.1 Des producteurs et de leurs responsables.

La bonne compréhension par les OP des objectifs, des instruments et des méthodes de conseil envisagées peut créer un courant d'opinion favorable à la gestion des exploitations agricoles et garantir sans doute son bon démarrage dans la région. En effet, le service de conseil de gestion n'a de véritable intérêt pour les bénéficiaires que par rapport à l'usage que l'on fait de l'outil et non par rapport à l'outil lui-même. Pour l'agriculteur, établir un compte d'exploitation par exemple ne servirait à rien s'il n'est pas capable d'en tirer des informations lui permettant de prendre de nouvelles décisions, car « gérer c'est prendre des décisions » (Chosson. Jacobi, Laforce, 1978) Par conséquent, l'explication détaillée de la nécessité et des avantages attendus du conseil de gestion doit faire l'objet de séances d'informations entre le SNPRV et la Fédération qui décidera des modalités et des niveaux d'élargissement de ces informations. De même, l'expérience montre que la garantie du secret professionnel aux producteurs pour les renseignements économiques qu'ils fourniront à l'avenir est aussi une condition nécessaire pour avoir leur confiance.

3.2.1.1.2 Des cadres et agents du SNPRV

La Guinée n'a pas d'expérience (ni au SNPRV, ni dans les projets de développement) en matière de conseil de gestion des exploitations agricoles et ne dispose donc pas de documentation à ce propos. C'est pourquoi, il s'avère nécessaire de chercher tout d'abord à bénéficier de l'expérience des pays avancés dans ce domaine, par les méthodes suivantes :

- accès à l'information par l'acquisition et l'analyse de la documentation disponible ailleurs ;

- organisation de missions d'études dans la sous région (Mali et Burkina par exemple) et en Europe (France notamment) ;
- détachement de stagiaires auprès d'institutions expérimentées dans le domaine (CIRAD par exemple) ;
- invitation d'experts étrangers qui en ont l'expérience en Afrique de l'Ouest ;
- formation accélérée d'un noyau de formateurs en conseil de gestion des exploitations agricoles comme cela a été souvent le cas dans d'autres pays (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire etc.) Dorénavant, il existe des équipes de formateurs au niveau régional qui travaillent en étroite relation avec la cellule de formation de la Fédération. Il s'agira donc de la renforcer et de former les cadres concernés.

3.2.1.2 Sélection et formation de conseillers

3.2.1.2.1 Sélection

« L'approche conseil de gestion, se différencie des démarches précédentes par trois caractéristiques fondamentales. En premier lieu, les opérations de conseil de gestion ne comportent pas d'activités spécifiques sur la création d'innovations techniques. Il s'agit d'une méthode d'appui au développement. En second lieu, l'approche n'est pas toujours limitée à l'exploitation agricole; elle peut porter sur la gestion de facteurs de production en commun, d'aménagements collectifs, le pilotage d'une filière de production, la gestion de groupement, etc. Enfin, la demande vient, en principe, des producteurs et non de l'institution de recherche ou de développement » (Bonnal. , Dugué, 1999) Il est donc admis que le conseil de gestion ne se limite pas seulement à faciliter l'acceptation de nouvelles technologies par les producteurs,. il doit permettre d'aider le décideur à définir un projet opérationnel, lié au processus de production, en fonction des objectifs qu'il s'est fixés et aux caractéristiques de son système de production. Ainsi les connaissances professionnelles exigées d'un conseiller de gestion sont d'un niveau élevé et le seront davantage dans l'avenir avec le développement prévisible des exploitations agricoles. C'est pourquoi, il est souhaitable que les agents qui seront chargés du conseil de gestion soient sélectionnés parmi les plus jeunes du personnel, ayant une formation universitaire ou équivalente, avec au moins cinq ans d'expérience au SNPRV. Cette sélection nous paraît nécessaire car, d'une part le personnel du

SNPRV est vieillissant avec « 68% qui atteindront l'âge de cinquante ans en 2005 » (SNPRV, 2000) qui est l'âge requis pour la mise à la retraite de tout cadre non universitaire, et d'autre part le personnel est constitué de trois niveaux académiques différents : les agents techniques (Bac+2), les techniciens supérieurs (Bac+3) et les ingénieurs agronomes. S'agissant du type de conseillers, il nous semble utile, en référence aux différentes expériences, utile de disposer de deux catégories :

Des Conseillers polyvalents (généralistes) : au niveau district agricole qui travailleraient dans les conditions suivantes :

- ils devraient être en mesure d'alimenter les producteurs avec des informations technico-économiques référencées sur des exploitations réelles et de donner les avantages et les inconvénients des différentes alternatives technico-économiques pour éclairer les décisions ;
- de donner un conseil assorti d'un calcul de coût et d'une évaluation du bénéfice escompté;
- de juger de l'opportunité d'un appel à un spécialiste s'ils ne sont pas à mesure de résoudre eux-mêmes le problème posé ;
- de coopérer étroitement avec les producteurs en les laissant prendre eux-mêmes les décisions, compte tenu de leurs motivations.

En effet, la majorité des exploitations agricoles des producteurs non groupés sont des exploitations familiales non spécialisées dans une culture donnée mais qui ont besoin de conseils en fonction de la nature des problèmes qu'ils rencontrent dans leurs activités. Ainsi les vulgarisateurs de base actuels qui travaillent soit avec des ménages, soit avec des groupes de contact, pourraient être préparés à assumer ce rôle. Le même type de rôle avait été assigné aux conseillers agricoles en France (1967) qui, en fonction des caractéristiques des petites régions devraient apporter un maximum de références et de solutions techniques à la masse d'agriculteurs non spécialisés d'alors.

Des Conseillers spécialisés. Nous avons vu que le profil et les compétences du conseiller sont déterminants. Les qualités demandées sont d'ordre technique, économique mais aussi pédagogique. Il doit être capable d'écouter, de favoriser des échanges entre producteurs, d'apporter des informations utiles voire des compétences pour des sujets spécifiques. En effet, « bien que dans les cas le conseil relève d'un dialogue entre technicien et un ou plusieurs agriculteurs; mais l'objet du

dialogue peut varier énormément selon la nature des phénomènes abordés. Il peut s'agir d'un conseil technique à la parcelle ou au troupeau (...) Il peut s'agir encore d'un conseil technico-économique sectoriel où la discussion porte sur l'incidence des choix techniques sur la formation du revenu d'une production végétale ou animale particulière. Il peut s'agir également d'un conseil technico-économique global où technicien et agriculteur cherchent ensemble la meilleure façon de combinaison pour optimiser les ressources entre activités productives agricoles ou non agricoles, pour satisfaire les objectifs économiques et sociaux de la famille » Dugué, (1999) Ce besoin différencié de formes de conseil nous permet d'imaginer, que la spécialisation de certains agents s'avère indispensable comme par exemple :

- *des conseillers spécialisés dans un type de culture* (oignon, pomme de terre) au niveau des zones : ils s'occuperont de tous les problèmes techniques, économiques (voire sociaux) concernant ce type de d'exploitation. On retrouve le même type de conseillers en Colombie pour le café, dans la zone cotonnière du Burkina et du Mali, la ceinture maraîchère de Bobo Dioulasso, la zone Centre Ouest (Aroa, Bajo Tocuyo) pour la production bovine au Venezuela.
- *des conseillers spécialisés de la gestion des exploitations agricoles* au niveau régional : Ils seront chargés d'apporter des appuis aux conseillers polyvalents et travailleront avec la recherche dans le cadre de la mise au point des outils.

A ce niveau, il nous importe de faire une remarque sur des aspects liés à l'organisation professionnelle et à la commercialisation agricole. Ces aspects ne font pas partie de notre interrogation de départ et par conséquent ne seront pas développés ici. Cependant, compte tenu des préoccupations liées à ces aspects que nous avons notées au cours de nos enquêtes, nous inscrirons ces questions au chapitre discussions.

3.2.1.2.2 Formation

Le conseil de gestion sera une fonction nouvelle, et parfois compliquée parce que basée sur des principes économiques non encore familiers des techniciens composant le SNPRV qu'il faudra assimiler. De même, le développement d'une démarche qui s'appuie sur une participation accrue des paysans, implique de renforcer les capacités des agents en approche méthodologique car celui ci «il doit être à la fois proche de l'agriculteur à conseiller (donc en position de confiance) tout en gardant suffisamment de distance ou de recul pour pouvoir établir un diagnostic

fiable. Il doit rassurer, conforter la personne qu'il conseille, tout en la déstabilisant car l'aide à la décision consiste en premier lieu à confronter les points de vue qui peuvent être divergents» (Dugué, 1999) Par conséquent, les objectifs de formation doivent permettre aux conseillers d'être capables à la fois :

- de réaliser, à partir d'une étude de milieu, un diagnostic des problèmes clés des systèmes de productions paysans dans leurs zones respectives,
- de maîtriser les techniques agricoles correspondantes aux principales spéculations de leurs secteurs d'intervention,
- de déterminer parmi les solutions possibles, celles qui sont adaptées aux intérêts économiques des exploitants,
- de mener des actions de conseil auprès des paysans (habileté d'ordre pédagogique)

A cet égard, vu l'importance des connaissances à acquérir, il ne sera pas possible, ni d'assurer les formations uniquement par des sessions de quinzaine (d'un jour) ou par des ateliers mensuels (d'un à trois jours), ni de concentrer les formations en une grande session d'orientation de quelques semaines. En effet, il nous semble que le programme devra se faire sur au moins un à deux ans, en formation alternée entre la théorie et de la pratique car, la formation ne pourra être efficace que si l'explication de toutes les notions théoriques s'accompagne d'études de cas sur le terrain. Il s'agit là d'une option minimale au regard aux différentes expériences (France, Afrique) quand il s'agit de donner au futur conseiller des notions d'économie de l'exploitation, la connaissance des différents outils (qui se construisent progressivement) etc. Evidemment, nous n'ignorons pas que ces propositions seront d'application difficile, d'une part, parce que l'organisation des sessions sera plus coûteuse, d'autre part, parce qu'elles interrompront plus longtemps le travail des agents concernés sur le terrain. Mais, elles nous paraissent indispensables pour améliorer le niveau de formation du personnel. L'alternance proposée devrait permettre d'atténuer cette difficulté liée à l'éloignement prolongé du terrain.

3.2.1.3 Place des organisations de producteurs

Dans le contexte du Fouta Djallon, la Fédération des paysans a fait preuve de capacités à promouvoir le développement de filières rentables en offrant des appuis (information, formation, approvisionnement, commercialisation, défense des intérêts)

aux producteurs et en orientant la recherche et la vulgarisation vers leurs activités afin de trouver des solutions aux problèmes techniques rencontrés. C'est pourquoi elle devra continuer à jouer ce rôle central de coordination dans la mise en place d'un dispositif de conseil. Cette nécessité est déjà perçue par elle car elle a demandé au SNPRV, au cours de la campagne agricole « 2000 », d'initier les agents au compte d'exploitation pour accompagner les producteurs volontaires dans ce domaine. De même, il est nécessaire pour le SNPRV de préciser en partenariat avec les agriculteurs, la nature et la diversité des composantes de la demande. Dans cette optique, Dugué, (1999) fait remarquer que dans le contexte actuel de désengagement de l'Etat, le rôle des organisations de producteurs (OP) est jugé essentiel dans la mise en place, la permanence et le fonctionnement des dispositifs de conseil de gestion. En tant que lieu de discussion et de négociation entre les agriculteurs, l'OP est d'abord un espace privilégié d'identification de la demande de conseil des producteurs. Toutefois, cette demande peut n'être que l'expression d'une fraction agissante des agriculteurs (par exemple le cas de la Colombie) mais qui en ont la légitimité. Cela a été de même dans l'Ouest du Burkina, où le conseil ne pouvait être que diversifié en fonction des préoccupations très variées des paysans, et conséquemment les organisations de producteurs ont mis l'accent sur la souplesse nécessaire du conseil pour réellement répondre à la demande de leurs membres.

3.2.1.4 Coopération avec la recherche

Pour Dugué, (1999) « intervenir auprès des agriculteurs nécessite, pour le chercheur, d'accepter de confronter sa logique et ses savoirs avec ceux du paysan. Cela demande de sa part un esprit d'ouverture, une remise en cause de ses méthodes de travail, laquelle permettra d'accroître la participation des agriculteurs, de la dynamiser ainsi que de valoriser leurs idées, leurs propositions et leur savoir-faire » C'est dans cette logique que la recherche s'est investie pour prendre en compte les demandes réelles des organisations des producteurs au Fouta Djallon. Dans la démarche, l'un des acquis le plus important que la recherche ait tiré de sa collaboration avec les organisations professionnelles agricoles et la vulgarisation est sans doute la compréhension que les échanges entre agriculteurs chercheurs et vulgarisateurs constituent l'un des instruments les plus efficaces pour renforcer les

capacités d'innovation. Cette expérience de la recherche la prédispose certainement à offrir sa contribution pour la mise au point, le choix ou à l'adaptation d'outils de gestion en fonction de la demande et des réalités de la région. Dans cette optique, il nous semble que l'équipe recherche systèmes devra jouer un rôle essentiel car « elle constitue l'interface de la recherche thématique avec le milieu paysan et est chargée de travailler avec les différents acteurs intervenant dans le milieu réel, que ce soit les paysans, les organisations paysannes (OPA) ou les organismes chargés de la vulgarisation (SNPRV, Projets, ONG...) » (IRAG. , 2000)

3.2.2 PROPOSITIONS DE MESURES CONCERNANT L'ORGANISATION DU SNPRV

En nous référant à l'organigramme actuel du SNPRV, il comprend un échelon central, des échelons régionaux et des échelons locaux (préfectures, zones, districts) agricoles. Nous adoptons donc ce schéma pour présenter nos propositions :

3.2.2.1 Echelon central

L'échelon central devrait comporter de préférence une cellule de gestion des exploitations agricoles qui dépendrait directement du Directeur général, sinon une section au niveau de la division vulgarisation. Cette cellule ou section devra travailler en liaison constante avec les divisions Appui à la recherche en milieu paysan et Formation au niveau du SNPRV ainsi que le service national de statistiques agricoles du Ministère. Sa mission pourrait être entre autres :

- de définir les grandes lignes du programme,
- donner des directives sur les questions de gestion des exploitations agricoles,
- coordonner ces activités dans ce domaine, de formuler des prévisions concernant le développement de la gestion des exploitations agricoles,
- planifier l'extension dans d'autres régions.

3.2.2.2 Echelon régional

L'échelon régional est avant tout un échelon de coordination, tant sur le plan vertical (entre l'échelon national et l'échelon local), que sur le plan horizontal (liaison avec la recherche, collaboration avec la Fédération paysanne et d'autres partenaires) C'est aussi un échelon de stimulation et d'appui de l'échelon local. C'est enfin, et ce sera de plus en plus, un échelon important pour les cadres spécialisés.

L'échelon régional doit continuer à coopérer avec la recherche et gérer la planification des sessions de formation. Toutefois, pour une question d'efficacité, nous pensons que les conseillers spécialisés en gestion des exploitations, tout en relevant de leur Direction régionale, peuvent être détachés à la Fédération et travailler en étroite collaboration avec la cellule formation. Quant aux conseillers spécialisés en un type de culture donnée, on pourrait les affecter soit un par zone au niveau des zones couvertes par chaque union de producteurs .

3.2.2.3 Echelon local

L'échelon local est l'échelon d'exécution, donc le plus important parce qu'il met en contact direct l'agriculteur et l'agent vulgarisateur. C'est pourquoi, il nous semble qu'un programme annuel doit fixer les tâches des différents agents aux différentes époques de l'année et exiger un compte rendu d'activités pour chaque période. Toutefois ce programme devra être assorti de flexibilité pour des ajustements éventuels en cours d'exécution.

3.2.3 PROPOSITIONS DE DEMARCHE

3.2.3.1 Pour la définition de la nature et des outils du conseil de gestion

Nous avons vu qu'il est nécessaire de ne plus raisonner seulement en terme de thèmes techniques, mais de s'intéresser aussi au problème de la gestion de l'exploitation pour améliorer les résultats économiques. En effet, les exploitations sont fortement différenciées d'une zone à une autre et même à l'intérieur d'une même zone. De même, le niveau technique de certains agriculteurs s'est fortement accru (à Timbi Madina par exemple) et leurs demandes en matière de conseil ne peuvent pas toujours être satisfaites par des messages normatifs. Les thèmes doivent être adaptés aux besoins spécifiques des différents types et modes d'exploitation. Par conséquent, il semble nécessaire de développer une approche globale. Dans cette optique, un des principes du conseil de gestion est défini comme suit : (Klenne, 1989) « l'étude globale de l'exploitation et l'analyse technico-économique sont faites de façon participative avec les paysans et l'introduction des technologies est réalisée selon le libre choix et en fonction des besoins dégagés lors de l'analyse » Mais, les outils de collecte de données devront être élaborés au fil du temps en fonction des objectifs poursuivis et des réalités locales. Toutefois, pour une

orientation globale, il serait intéressant que le SNPRV réalise, en collaboration avec des institutions spécialisées, un diagnostic préliminaire des systèmes au niveau régional, pour définir des zones plus ou moins homogènes. Ensuite, à l'intérieur de ces zones le travail pourra être plus affiné pour arriver à une catégorisation des exploitations agricoles.

3.2.3.2 Pour le choix de zones

« Dans la plupart des cas le conseil de gestion des exploitations agricoles devra être introduit d'abord à une petite échelle, puis étendre progressivement à une échelle plus large en fonction des résultats et de la demande » (Kleene, 1996). C'est pourquoi il serait important de commencer par l'implantation d'actions pilotes pour mettre au point des méthodes adaptées aux conditions locales, ce qui faciliterait l'expansion. Se prononçant sur cette question, le président de la Fédération des paysans du Fouta, estime qu'on pourrait démarrer avec six à sept zones.

3.2.3.3 Le conseil de gestion par rapport au système Formation et Visite

Actuellement c'est le système Formation et Visite qui est appliqué par le SNPRV. Mais dans le cadre de la collaboration avec la Fédération, « une des implications du partenariat au niveau de la vulgarisation est d'avoir induit une flexibilité de la méthode de vulgarisation en vue de l'adapter aux besoins spécifiques d'appui conseil rapproché et à la carte des utilisateurs (...) (Bosc, Engola Oyep, Zoundi, 1998). C'est pourquoi, le conseil de gestion ne devrait pas être opposé au système en place, mais considéré plutôt comme une démarche visant à améliorer les performances du SNPRV. Toutefois, il nous semble illusoire de penser que tous les paysans encadrés aujourd'hui pourront bénéficier, même à moyen terme du conseil de gestion des exploitations. Par conséquent, la démarche de conseil pourrait être intégrée progressivement en fonction des besoins exprimés.

Discussions

Développé en Europe dans les années 50, les méthodes de conseil de gestion ont fait l'objet d'application en Afrique, à partir des années 70. Le conseil qui a été développé a permis de mettre au point divers outils par l'adaptation des références européennes et surtout françaises. Toutefois, malgré les premiers résultats encourageants, le conseil de gestion, jugé nécessaire pour optimiser les performances économiques des exploitations agricoles, est encore peu développé. Il est pourtant important de l'encourager si on veut obtenir une amélioration constante de l'efficacité de l'exploitation qui passe par une gestion rationnelle des facteurs de production. De plus, «il doit être resitué dans un triple impératif de bonne gestion pour l'agriculteur : celui de son exploitation, celui des organisations rurales auxquelles il appartient et celui de la gestion de son terroir» (Mercoiret et al 1994).

L'analyse de l'expérience de collaboration entre le SNPRV et la Fédération des paysans du Fouta permet de constater que des progrès importants ont été faits, surtout dans l'amélioration des techniques (itinéraires, variétés, gestion de la fertilité etc.). Ces progrès résultent d'une collaboration originale dans laquelle des producteurs organisés autour de filières rentables dont ils assurent la gestion de l'amont et l'aval sont ouverts à une coopération avec la recherche et la vulgarisation.

Du point de vue de la recherche et de la vulgarisation, l'adaptation de l'organisation et du mode d'intervention des services à la demande des organisations professionnelles a permis la prise en compte des problèmes réels des producteurs par les chercheurs et d'accroître l'efficacité des vulgarisateurs sur le terrain. Cependant, à cause de la diversité des activités agricoles des producteurs les vulgarisateurs sont souvent sollicités pour des aspects non inscrits dans le cadre de la collaboration (autres cultures que la pomme de terre et l'oignon, élevage, conservation et transformation), qui les obligent à remonter au niveau régional les besoins qu'ils ne parviennent pas à satisfaire, pour un appui à la recherche de solutions. En outre les producteurs ont différentes préoccupations liées à l'adaptation de la production à des débouchés plus rentables, ce qui exigera non seulement une gestion plus judicieuse des exploitations mais aussi, une maîtrise du circuit de commercialisation. Il en résulte donc, qu'ils auront à résoudre dans les prochaines années des problèmes économiques plus compliqués comme l'affirme le

président de la Fédération des paysans du Fouta Djallon « *Il nous faut maîtriser les enjeux, les possibilités et les limites du marché guinéen ainsi que des marchés de la sous région* » C'est pourquoi, on pourrait dans l'avenir s'interroger aussi de la nécessité d'offrir autres conseils comme par exemple :

D'un conseil en organisation professionnelle

«Actuellement la Fédération constitue un acteur incontournable dans le développement agricole de la région » (Bosc, Engola, Zoundi, 1998). En effet, elle est souvent citée en exemple parmi les organisations professionnelles agricoles pour son organisation, son fonctionnement et sa forte motivation à participer et entretenir le partenariat avec la recherche et la vulgarisation. Cette motivation serait due aux bons résultats qu'elle tire de la collaboration qui, pour le moment n'a concerné que des activités de génération et diffusion de technologies. Or, «les innovations organisationnelles sont tout aussi importantes que les innovations techniques et deviennent des objets d'étude»(Mercoiret et al, 1994) Par conséquent, ne faudrait-il pas re préciser le rôle des chargés d'appui aux OPA au niveau des Directions régionales et voir l'opportunité de leur détachement à la Fédération pour renforcer l'équipe technique et travailler selon les orientations données à ce niveau pour l'appui aux organisations de base.

D'un Conseil en commercialisation

Il peut paraître prématuré de parler de commercialisation agricole en vulgarisation ou conseil. Or, «La commercialisation agricole constitue un processus qui commence au moment où l'agriculteur prend la décision de produire une denrée agricole pour la vente et qui inclut tous les aspects techniques économiques de la commercialisation envisagée, tant au point de vue des institutions elles-mêmes, que de leur fonctionnement. Ce processus rassemble ainsi la collecte, la distribution et la transformation des produits y compris le stade de l'utilisation par le consommateur final» (OCDE, 1963). Ce qui montre l'importance de la commercialisation agricole dans un contexte de filières agricoles fortement intégrée au marché, mais c'est effectivement le cas de la Guinée . D'ailleurs, les producteurs du Fouta Djallon ont souvent mentionné la commercialisation comme un de leurs problèmes majeurs. Le problème est exprimé sous forme de difficultés de conservation prolongée des

produits, ce qui oblige la mise en vente à un moment d'abondance et par conséquent de prix bas. Certes, les premières solutions se trouvent en amont quand il s'agit de recherche d'aptitude à la conservation (choix de variété, techniques culturales etc.) Mais, les responsables paysans, eux, se préoccupent plus de la concurrence sur le marché de leurs produits vis à vis des produits importés et projettent explorer le marché sous régional. D'où la nécessité par exemple :

- d'améliorer l'efficacité technique et économique et de réduire les coûts,
- de renforcer davantage les capacités de négociation des producteurs agricoles dans l'économie de marché,
- d'élever constamment le niveau des compétences des responsables de producteurs afin qu'ils puissent faire face à des situations qui pourraient être créées par l'intensification de la concurrence des importateurs,
- de fournir des informations appropriées concernant l'offre et la demande ainsi toutes autres informations utiles concernant les marchés,
- d'améliorer les relations entre les producteurs et les commerçants en vue de minimiser des points éventuels de désaccord.

Par conséquent, n'est-il pas opportun d'offrir des conseils en commercialisation par rapport aux productions agricoles encadrées par la Fédération. Toutefois, suivant la demande, on pourrait imaginer la possibilité de recourir à de l'expertise pour des études de marché par exemple car, « de façon générale l'influence du marché sur la demande de conseil est évidente. La demande des agriculteurs est stimulée, même hors filières intégrées, dès lors que la sollicitation par les prix est assez forte pour induire des changements au sein de l'exploitation agricole. Cette influence du marché s'exprime également par une demande de conseil de la part des agriculteurs qui varie selon la nature de l'agriculture pratiquée (agriculture paysanne, familiale marchande, entrepreneuriale) (Dugué, 1999)

Conclusion

Notre point de départ portait sur l'interrogation de la nécessité d'évolution du rôle du vulgarisateur vers une position de conseiller de gestion des exploitations agricoles, d'une part généraliste, capable de définir avec les paysans la trajectoire d'évolution de l'exploitation agricole adaptée aux ressources existantes, d'autre part spécialisé, capable d'offrir des réponses techniques appropriées aux problèmes rencontrés par les paysans dans leurs activités. Pour y répondre, dans un contexte de collaboration entre la vulgarisation et la Fédération des paysans du Fouta Djallon, nous nous sommes proposés :

d'apporter en premier lieu, à partir d'une approche historique, des éléments d'information sur le conseil de gestion développé dans certains pays d'Europe et d'Afrique pour mettre en évidence les différentes solutions adoptées dans des contextes variés.

en second lieu, d'analyser une situation concrète de collaboration entre le SNPRV (régions de Labé et de Mamou) et la Fédération des paysans du Fouta Djallon pour exposer la nécessité d'une adaptation continue de la vulgarisation en prenant en compte la dimension économique des exploitations c'est à dire en développant le conseil de gestion.

enfin, proposer des dispositions à prendre pour la mise en route du conseil de gestion des exploitations agricoles en Guinée

Dans cette optique, nous retiendrons :

- Du conseil de gestion des exploitations agricoles : l'extrême diversité des méthodes et outils utilisés en Europe, tout en notant leur continuelle évolution. Cette diversité résulterait du débat qui oppose les économistes qui considèrent l'exploitation agricole comme entreprise industrielle ou commerciale où la recherche de profit constitue la motivation dans la prise de décision et ceux qui la voient comme entité socio-économique dans laquelle on cherche à satisfaire plusieurs objectifs. Par contre, la pratique du conseil de gestion ne connaît pas encore un grand essor en Afrique. Cependant, des efforts déployés en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Bénin etc.) ont permis, avec un appui du CIRAD, d'adapter différentes méthodes et outils de l'expérience française. Toutes ces

expériences suscitent un grand intérêt pour le développement et sont riches d'enseignements que l'on pourrait mettre à profit pour une démarche d'évolution de la vulgarisation vers un conseil agricole dans un cadre de collaboration avec les organisations professionnelles agricoles et la recherche.

- De l'expérience de collaboration entre le SNPRV, la Fédération des paysans du Fouta Djallon et la recherche : le développement d'une stratégie régionale de vulgarisation, prônée par les responsables nationaux et mise en œuvre par les Directions régionales a rendu possible l'amélioration de l'efficacité de la vulgarisation. Dans cette démarche, la Fédération a joué un rôle central pour la recherche de solutions aux différents problèmes techniques sur la base de concertation entre producteurs, vulgarisateurs et chercheurs. Ces solutions sont apportées à travers des formations, des essais en milieu paysan et des conseils aux producteurs. Elles s'appliquent dans une grande diversité de conditions et modes d'exploitation agricole, entre les différentes zones ainsi qu'à l'intérieur de ces zones. Cette diversité induit chez les producteurs des perspectives très variées tant au point de vue production (production en toutes saisons, amélioration de l'efficacité des exploitations, aménagement de terre, extension de superficie, mécanisation), que de la commercialisation (recherche de débouchés plus rentables) qui pourront amener de grands changements dans l'avenir. Ces changements exigent des producteurs l'acquisition de nouvelles capacités et le recours à des investissements. Dans cette évolution, il résulte que la vulgarisation agricole, tout en maintenant son effort pour l'amélioration des techniques de production peut être réorganisée en s'appuyant sur des concepts économiques. Dans l'avenir, le conseil de gestion des exploitations agricoles devrait jouer un rôle important dans l'orientation de l'ensemble des activités agricoles. En outre, par rapport à des préoccupations liées à la commercialisation, on pourrait s'intéresser à l'avenir à cet aspect quitte à recourir l'expertise extérieure en fonction des besoins.

- Pour un conseil de gestion des exploitations agricoles au Fouta Djallon : L'évolution de la demande des producteurs rend nécessaire l'adaptation continue de la vulgarisation, aux nouveaux besoins exprimés. Dans cette optique, le conseil de gestion semble être une voie sûre à explorer. L'efficacité du conseil sera d'autant plus aisée qu'il s'exercera dans un cadre de collaboration avec des organisations professionnelles bien structurées et opérationnelles d'une part, et avec une

recherche capable de prendre en charge les demandes du développement d'autre part. Dans cette démarche les propositions concernent :

- la nécessité d'information explicite des producteurs, des cadres de la vulgarisation et de la recherche, sur les objectifs, les instruments et les avantages attendus du conseil de gestion des exploitations.
- la sélection et la formation de conseillers généralistes et spécialisés
- la nécessité d'une coopération avec la recherche sur le thème de l'économie des exploitations
- le renforcement des différents échelons de l'organisation du SNPRV pour la mise en oeuvre d'un conseil de gestion des exploitations agricoles

Toutefois, nous voudrions ajouter deux remarques à ces conclusions :

- ✓ Compte tenu du fait que l'introduction du conseil de gestion exigera des ressources financières (formation des cadres, consultations, stages, etc.), il convient de distinguer ce qui est politiquement possible et économiquement souhaitable.
- ✓ Les propositions sus citées présentent des possibilités qui ne peuvent être qu'incomplètes tant le développement de l'agriculture soulève de problèmes nouveaux. Ne serait-il pas opportun d'ailleurs, que le SNPRV réunisse, dans un proche avenir, un groupe de travail (SNPRV, Recherche, Organisations professionnelles, projets, ONG, Experts consultants etc.), pour étudier l'adaptation de la vulgarisation aux exigences du développement du secteur agricole ?

Bibliographie

BONNAL (P.), 1992. *Conseil de gestion en exploitations agricoles : expérience française appliquée au Venezuela.* CIRAD-SAR. document de travail, n° 4, 88p

BOSC (P. M.), MINREST (E. J. O), ZOUNDI (J.), 1999. Renforcer la collaboration entre la recherche la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre. initiative Coraf. Etude de terrain- Guinée 53p + annexes

BOSC (P.M) et al, 1999. Renforcer la collaboration entre la recherche la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre. initiative Coraf. synthèse et propositions.50 p.

BOSIO (J.L), LABORDE-DEBAT (O.) 1999. Analyse technico-économique des systèmes de production des adhérents à la Fédération des paysans du Fouta Djallon (République de Guinée). Montpellier, novembre 1999, cnearc, études et travaux n° 16

CHOMBART de Lawe (dir), 1963. Le conseil de gestion des exploitations agricoles. Documentation dans l'agriculture et l'alimentation. n° 77 170 p.

CHOSSON (J.P.), JACOBI (D.), LAFORGE (J.), 1978. La formation des adultes : objectifs et méthodes. Toulouse : CEPAD. 110 p. Languedoc

DUFUMIER (M.), 1996. *Les projets de développement agricole : manuel d'expertise.* Paris : CTA/KARTHALA, 354p

DUGUE (P.), (éd.), 1999. Références technico-économiques et conseil aux exploitations agricoles. Actes de l'atelier, 1^{er} septembre 1999, Montpellier, France, CIRAD, 164 p.

Faure (G.), KLENNE (G), OUEDRAOGO (P), 1996. Le conseil de gestion aux exploitations agricoles de l'Ouest du Burkina Faso. Montpellier, France, CIRAD, rapport de recherche – développement, 81 p.

GENTIL (D.), DEVEZE (J.C), Organisations paysannes et vulgarisation, Paris, juin 1988, CFD, notes et études, n° 10

HERIN (G.), MARCOS (B.), 1996. *Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique Latine : L'expérience du CGEA de la FSA de Cotonou au Bénin.* Inter – Réseaux, Développement rural n°4 p 53-62.

HUET (C.) 1996. *Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique Latine : L'expérience du projet de gestion en appui aux producteurs de café de Colombie.* Inter-Réseaux, développement rural n° 3 p 49-52

Initiative de Neuchatel. Vers une vision conjointe de l'appui à la vulgarisation agricole en Afrique au sud du Sahara. Compte rendu de travaux, atelier de Ségou, Mali, 23-28 novembre 1998, 80p.

IRAG, 2000. Projet national des services agricoles II (PNSA II) 2001 – 2003. Document de conceptualisation de la composante recherche agricole. Août 2000, 43 p + annexes

JOUE (P.) 1992 Le diagnostic du milieu rural de la région à la parcelle : approche systémique des modes d'exploitation in MERCOIRET, (dir). *Appui aux producteurs : démarches, outils, domaines d'intervention* Cirad/SAR Ministère de la coopération, 40 p

KLENNE(P.), 1996. *Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique Latine : L'expérience du Conseil de gestion dans l'Ouest du Burkina.* Inter – Réseaux, Développement rural n°2 p 31-48

MAEF, 1997. LPDA2, vol 1 : documents de synthèse, 69 p.

MAEF, 1997. LPDA2, vol2 : document principal, 172 p.

MERCOIRET (M. R.), (dir) 1994. *L'appui aux producteurs ruraux : guide à l'usage des agents de développement et des responsables de groupements.* Paris : Karthala/Ministère de la coopération.

MERCOIRET (M. R.), BERTHOMET (J), 1994. L'organisation des producteurs in MERCOIRET (dir), 1994. *L'appui aux producteurs ruraux : guide à l'usage des agents de développement et des responsables de groupements* Paris : Karthala/Ministère de la coopération

MORIS (J), 1994. Options de vulgarisation agricole en Afrique tropicale CTA, 214p

OCDE, 1965. La vulgarisation en matière de commercialisation, n° 73, documentation dans l'agriculture et l'alimentation 138 p.

PELTIER (N), 1996. *Conseil en gestion pour les exploitations agricoles d'Afrique et d'Amérique Latine : L'expérience du CGEA de l'IAB à Yamoussoukoro en Côte d'Ivoire.* Inter – Réseaux, Développement rural n°1 p 15 – 30.

RUSSEL (J), 1987. La Banque mondiale et la vulgarisation agricole : l'introduction du système « F&V » en Afrique Sub-Saharienne in BELLONCLE (dir) *Colloque de*

Yamoussoukoro : Recherche, Vulgarisation, et Développement rural en Afrique noire, Paris, Ministère de la coopération et du développement, 1987, Focal coop, p. 109-117.

SEBILOTTE (M), 1982. Les systèmes de culture : réflexion sur l'intérêt et l'emploi de cette notion à partir de l'expérience acquise en région de grande culture-Sém. Dept Agro, INRA 16-18 mars 1982.

SNPRV, 2000. Document de programme de génération des revenus agricoles, 2001 à 2003. Composante vulgarisation. 34 p + annexes

SWANSON (B.E.) 1988 (dir). Manuel de vulgarisation agricole (seconde éd.) Rome : ONU , 214 p.

Liste des documents consultés

BAH (I) 1999, Etude d'impact de la Fédération des paysans du Fouta Djallon et développement local, AFD, CEFEB, Marseilles, juin 1999

BENOR (D), BAXTER (M) 1984. La vulgarisation agricole par la Formation et les visites. Banque mondiale, Washington, Etats-Unis, 191 p.

CAMARA (A.), BALDE (D.), DIALLO (S. C), 1998. Evaluation par les bénéficiaires. Rapport final. SNPRV, octobre 1998, 49 p + annexes.

DIALLO (M. S.), BOIRARD (H.) 1999. Etude sur les différentes modalités de collaboration entre le SNPRV et ses partenaires (Projets, ONG, OP). SNPRV mars 1999, 29 p + annexes.

ETIENNE (C.), 1997. La vulgarisation agricole participative. Une expérience avec la fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée Conakry. LBL, centre de vulgarisation agricole, Lindau, Confédération helvétique. FPDF, 1998. Note d'information sur les activités et les perspectives de la fédération, 7 p

FPDF, 1997. Programme d'appui aux activités économiques de la FPDF, note d'orientation, Timbi Madina, janvier 1997, 10 p.

FPDF, 1997. Rapport de formation – Session de formation sur les techniques de récolte et de conservation de l'oignon. Session n° 2 Mars 1997, 9 p

FPDF, 1999. L'expérience française dans le cadre des OPA : l'expérience de la Fédération des paysans du Fouta Djallon, mars 1999, 10p.

IRAG, 2000. L'IRAG de 1997 à 1998, 85p.

LETHEVE (X.), 1999. Etude socio-économique des adhérents de la Fédération du Fouta Djallon de Donghel Sigon et Timbi Madina (République de Guinée). Mémoire du cnearc d'ingénieur en agronomie tropicale, 101p (dactyl) + annexes

SNPRV, 1998. Atelier national sur le suivi du partenariat Vulgarisation-Recherche-Organisations paysannes. Koumbia/Gaoual 17-20 février 1998. MAEF, 30 p.

SNPRV, 1998. L'appui aux organisations paysannes en Guinée. Séminaire du 18 au 20 juin 1998, Timbi Madina, 8 p.

Liste des abréviations utilisées

- APTP** : agent préfectoral de traitement phytosanitaire.
- AVB** : Agent vulgarisateur de base
- CETA** : Centre d'expérimentation de techniques agricoles
- COA** : chef des opérations agricoles
- CRAB** : centre de recherche agronomique de Bareng
- CRD** : communauté de développement rurale
- DNFPR** : Direction nationale de la formation et de la promotion rurale
- F&V** : Formation et visite
- FAC** : Fonds d'aide à la coopération
- FPFD** : Fédération des paysans du Fouta Djallon
- GIC** : Groupement d'intérêts communs
- IDA** : Agence internationale pour le développement
- IRAG** : Institut de recherche agronomique de Guinée
- ISRA** : Institut sénégalais de recherche agronomique
- LPDA** : lettre de politique de développement agricole
- MAEF** : Ministère de l'agriculture élevage et forêts.
- MEF** : Ministère de l'économie et des finances
- OCDE**
- ONG** : Organisation non gouvernementale
- OP** : organisations de producteurs
- OPA** : organisations professionnelles agricoles
- PACV** : programme d'appui aux communautés villageoises
- PMT** : Programme à moyen terme
- PNVA** : Projet national de vulgarisation agricole
- PPVA** : Projet pilote de vulgarisation agricole
- PRAFD** : projet de réhabilitation agricole du Fouta Djallon
- PRIDE** : programme intégré de développement de l'entreprise
- SNPRV** : Service national de la promotion rurale et vulgarisation
- SODEVA** : Société de développement agricole
- Sup** : Superviseur
- TS** : technicien spécialisé
- UE** : Union Européenne
- VOPA** : vulgarisation et organisation professionnelles agricoles

Liste des illustrations

Cartes

Carte de la Guinée

Coupe isométrique du Fouta Djallon

Carte des zones couvertes par la Fédération

Evolution du dispositif de vulgarisation

Localisation des unions de producteurs

Digramme

Evolution de la pluviométrie au Fouta 1929-19990

Tableaux

La Fédération en chiffres

Objectifs 1998- 2000

Caractérisation de quelques approches de vulgarisation

Caractérisation de quelques méthodes de conseils

Classification des systèmes de culture pratiqués dans les zones d'enquêtes

Annexes

N°	Titre	Nombre de pages
A1	<i>Guide d'entretien</i>	3
A2	<i>Répartition des personnes interviewées</i>	1
A3	<i>Thèmes enseignés</i>	4
A4	<i>Projets de recherche</i>	3
A5	<i>Chronologie de constitution des unions de producteurs</i>	1
A6	<i>Exemple de contrat entre la Fédération et la Recherche</i>	2
A7	<i>Exemple de procès verbal de réunion de planification des activités entre la Fédération et la Vulgarisation</i>	6
A8	<i>Exemple de compte d'exploitation (groupement de Lafou1)</i>	2

Annexe A 2 : Répartition des personnes interviewées au cours des enquêtes de terrain

A 2a- SNPRV

Zones d'enquêtes			Préfectures			Régions		Direction générale		Total
Timbi Madina	Ditinn	Missira	Pita	Dalaba	Koubia	Mamou	Labé	Directeur	Division	
Superviseur :1	Sup :1	Sup:1								
Vulgarisateur :6	Vulg4	Vulg:4	3	3	3	5	6	1	<u>3</u>	
Total : 17			9			11		4		41

A 2b- Organisations de producteurs

Fédération	Responsables des unions			Producteurs			Total
	Timbi Madina	Ditinn	Missira	Timbi Madina	Ditinn	Missira	
4	2	4	3	22	26	65	126

A 2c- Centre de recherche de Bareng

Direction	Programmes de recherche				
	Pomme de terre	Cultures maraîchères	Recherche systèmes	Systèmes agropastoraux	Fonio (Mécanisation)
2	3	3	3	1	1

Source : Centre de recherche agro-alimentaire de Bareng (CRAB-septembre 2000)

Centre de recherche agronomique de Bareng
--

Programme Pomme de terre

A Objectifs du programme du programme

1. *Mettre au point des référentiels techniques utilisant au maximum les facteurs de production disponibles localement (c'est du matériel végétal, techniques culturales, fertilisation, protection contre les nuisibles)*
2. *Etude des marchés guinéens et de la sous région (en collaboration avec le programme Recherche système du centre)*

B. Liste des projets de recherche

1. *Introduction et évaluation des variétés de pomme de terre en Moyenne Guinée.*
2. *Mise au point de formules de fertilisation de la pomme de terre en Moyenne Guinée.*
3. *Mise au point de méthodes de lutte intégrée contre les principaux insectes ravageurs en Moyenne Guinée.*
4. *Mise au point de méthodes de lutte contre les principales maladies en Moyenne Guinée.*

C. Chercheurs du programme

1. *Tamba Maxim KAMANO, (Chef de programme et chargé de protection des végétaux)*
2. *Ansoumane SYLLA, (Chercheur chargé de la production végétale)*

Centre de recherche agronomique de Bareng
--

Programme cultures maraîchères (oignon)

A- Objectifs du programme

- 1- Introduire et évaluer des variétés de tomate de table et des variétés d'oignon de jours courts
- 2-Mettre au point des itinéraires techniques pour toutes ces variétés

B- Liste des projets de recherche

Projet 1. Introduction et évaluation des variétés d'oignon de jour court en Moyenne et Basse Guinée.

Projet 2. Mise au point d'itinéraires techniques appropriés à la production d'oignon de jours courts en Moyenne et Basse Guinée.

Projet 3. Mise au point d'une formule de fumure adéquate à la culture de l'oignon en Moyenne et Basse Guinée.

Projet 4. Mise au point d'une formule de méthodes de lutte intégrée contre les nuisibles de l'oignon en Moyenne et Basse Guinée.

Projet 5. Mise au point de méthodes efficaces de conservation de l'oignon en Moyenne et Basse Guinée.

C- Chercheurs du programme

1. Docteur Mamadou SOUMAH (Chef de programme)
3. Mamadou Minthé CAMARA (Chercheur- Chargé des opérations de la Fédération)
4. Morlaye SOUMAH (Chercheur)

Centre de recherche agronomique de Bareng
--

Programme Fonio (volet mécanisation)**A Liste des opérations de recherche**

1. conception de prototype arracheuse de pomme de terre
2. Conception d'une roue cage pour motoculteur
3. conception de butteur pour motoculteur
4. Expérimentation d'une planteuse mécanique

B Chercheur chargé des opérations

Souleymane Sacko

Source : Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFJ-septembre 2000)

Source : Centre de recherche agronomique de Bareng (CRAB-septembre 2000)

Chronologie de constitution des Unions de producteurs de pomme de terre et d'oignon, affiliées à la Fédération des paysans du Fouta Djallon

N° d'ordre	Région	Préfecture	Désignation	Culture pratiquée	Année de constitution
1	Labé	<u>Labé</u>	Sannou	oignon	1996
2		<u>Tougué</u>	Tangaly	oignon	1996
3			Kona	oignon	1997
4			Tougué centre	oignon	1997
5			Koïn	oignon	1998
6			Kolè	oignon	1998
7		<u>Koubia</u>	Missira	oignon	1997
8		<u>Mali</u>	Doghèl Sigon	oignon	1996
9		<u>Lélouma</u>	Lélouma centre	oignon	1996
10	Mamou	<u>Pita</u>	Timbi Madina	Pomme de terre	1992
11		<u>Dalaba</u>	Ditinn	oignon et Pomme de terre	1995
12			Mombèya	oignon	1997
13			Parawi	Pomme de terre	1998
14			Dalaba centre	Pomme de terre	1998
15			Dounet	Pomme de terre	1996
16		<u>Mamou</u>	Soumbalako	Pomme de terre	1996

Source : Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD-septembre 2000)